

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

AMERIQUE CENTRALE

Halte à l'escalade impérialiste



COLOMBIE

Candidature unitaire de la gauche aux élections

FRANCE

Le mouvement ouvrier et la Pologne

Sommaire du numéro 121 du 22 mars 1982

3	AMERIQUE CENTRALE	Halte à l'intervention impérialiste !	Secrétariat unifié de la IVe INTERNATIONALE
8	—	Solidarité internationale avec la révolution en Amérique centrale	INPRECOR
9	GUATEMALA	Le fiasco électoral	Vincent KERMEL
.....			
11	FRANCE	Le mouvement ouvrier et la Pologne	Félix LOURSON
16	POLOGNE	Echos de la résistance	Cyril SMUGA
	—	« Par où commencer ? » Un document de Solidarité de Solidarité de Varsovie dans la clandestinité	Waciej LEWIN
18	ITALIE	Les rapports du PCI avec l'URSS	Livio MAITAN
.....			
22	TURQUIE	Les chiens de garde de l'OTAN	Christian PIQUET
	—	Interview d'un militant révolutionnaire turc	« WAS TUN »
.....			
26	FEMMES	La campagne internationale pour le droit des femmes à disposer de leur corps	Leonora LLOYD
.....			
28	COLOMBIE	Dossier : le labyrinthe colombien	Angel MUNOZ
	—	La plate-forme électorale de l'« Unidad Democratica »	Document
	—	Entretien avec le candidat unique de la gauche aux présidentielles, Gerardo Molina	INPRECOR
	—	Entretien avec le secrétaire général du Parti du travail de Colombie (PTC), Otto Nanez	INPRECOR
	—	Entretien avec la camarade Socorro Ramirez, dirigeante de la section colombienne de la IVe Internationale	INPRECOR
.....			
34	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	PEROU : IIe Congrès du PRT ; MEXIQUE : le FSLN appuie le candidat du PRI ; ANTILLES : Problèmes de la littérature francophone ; NICARAGUA : Le plan anti-sandiniste de la CIA.		

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Halte à l'intervention impérialiste

Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IV^e Internationale adoptée lors de sa réunion du 12 mars 1982.

1 Un nouveau pas est franchi dans l'intervention impérialiste en Amérique centrale. Les Etats-Unis sont directement engagés dans la lutte contre-révolutionnaire au Salvador, dans le harcèlement militaire contre le Nicaragua, dans les menaces de toutes sortes contre Cuba et les mouvements de libération dans la Caraïbe.

C'est la réponse du gouvernement Reagan aux progrès de la lutte de libération nationale et sociale dans l'ensemble de la région.

Les dictatures du Salvador et du Guatemala sont en pleine banqueroute économique. La terreur, les massacres et la torture apparaissent plus que jamais au grand jour comme leur seul moyen d'imposer leur pouvoir aux travailleurs et paysans en proie à la misère et à l'oppression. Les élections du 7 et du 28 mars au Guatemala et au Salvador sont des mascarades, plus que jamais dominées par la manipulation et la fraude, incapables d'apporter une quelconque légitimité démocratique à ces régimes.

En revanche, les organisations révolutionnaires ont affirmé ces derniers mois leur autorité et renforcé leur initiative. Au Salvador, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a non seulement résisté à des opérations militaires d'envergure de la Junte, mais a encore porté des coups de plus en plus précis et efficaces aux forces de la dictature. Au Guatemala, le regroupement des quatre principales organisations politico-militaires au sein de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) crée les conditions favorables à des initiatives politiques et militaires supérieures.

L'internationalisation de la révolution en Amérique centrale s'approfondit.

C'est pourquoi les porte-parole du gouvernement Reagan mènent une campagne active afin de préparer l'opinion américaine à un engagement militaire de plus en plus massif, jusques et y compris une intervention directe en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Expliquant la différence entre le Vietnam et l'Amérique centrale, le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig déclarait : « Il s'agit d'un profond défi à notre sécurité dans notre hémisphère. Nous voulons parler de la vulnérabilité croissante des autres Etats du complexe centro-américain. Nous sommes, en effet, au cœur même des intérêts

américains dans l'hémisphère. » Et encore : « Nous devons être prêts à augmenter notre assistance économique et militaire au Salvador autant que nécessaire. » (New York Times, 8 février 1982).

Il n'y a pas une minute à perdre ! Toutes les organisations ouvrières et démocratiques doivent se mobiliser pour arrêter l'entreprise criminelle de l'impérialisme en Amérique centrale.

FAILLITE DE LA JUNTE AU SALVADOR

2 Les élections du 28 mars au Salvador s'annoncent d'ores et déjà comme une sinistre farce et un échec. Comment faire croire à la validité démocratique de ces élections, réglées en soixante jours de campagne officielle, sous la contrainte de la loi martiale et de l'état de siège en vigueur, sans la participation d'aucune force significative d'opposition ?

La Junte militaire et démocrate-chrétienne au gouvernement a publiquement rejeté toutes les propositions de dialogue du FMLN et du Front démocratique révolutionnaire (FDR). Dans une lettre du 17 décembre au secrétaire de l'Organisation des Etats américains (OEA), cinq partis participant aux élections sont obligés de reconnaître eux-mêmes l'illégitimité de ces dernières : « En mettant de côté le projet de loi électorale provisoire approuvé par les partis politiques, et en imposant la thèse des démocrates-chrétiens, le gouvernement du Salvador a perdu complètement la confiance des institutions politiques de la République. »

Pour tenter de justifier ses nouveaux plans d'intervention économique et militaire, Ronald Reagan a eu le culot d'affirmer devant le Congrès, le 28 janvier, que le Salvador avait rempli les cinq conditions requises par l'accord de développement et de sécurité internationale de 1981 pour poursuivre l'aide.

Dans leur déclaration du 1er février, le FMLN et le FDR n'ont aucun mal à réfuter point par point ces prétentions.

Dans son discours, Ronald Reagan s'est particulièrement avancé en annonçant que la restauration des libertés était en bonne voie ! L'ancien ambassadeur américain au Salvador, Robert White, a aussitôt démenti son président : « Malheureusement pour le peuple du Salvador

et pour la réputation du président Reagan, c'est exactement le contraire qui est vrai. » (Miami Herald, 7 février 1982). Ronald Reagan ment sur toute la ligne, et ses mensonges sont complaisamment diffusés par la presse bourgeoise du monde entier.

D'après les sources religieuses du Salvador, il y a eu, en 1981, 12 501 assassinats recensés de civils, contre 9 239 en 1980 et 1 030 en 1979 (avant la formation de la Junte) ! Les libertés fondamentales d'expression, d'association, de mouvement, demeurent suspendues en vertu de l'état de siège. Le décret 507, en vigueur depuis le 3 décembre 1980, autorise les autorités à garder un prisonnier au secret pour seize jours et à suspendre son droit à une défense légale pendant 195 jours. Le décret 544 du 5 janvier 1981 prive les travailleurs de leurs droits syndicaux en interdisant la négociation collective ...

Pas plus tard qu'en décembre 1981, l'Assemblée des Nations Unies a adopté une résolution dénonçant « la persistance d'une situation où les organisations paramilitaires gouvernementales et autres groupes continuent à agir au total mépris de la vie, de la sécurité et de la tranquillité des populations civiles ».

Comment Ronald Reagan peut-il avoir l'indécence d'annoncer des progrès en la matière, au moment même où plus de 1 000 paysans de la province de Morazan sont assassinés en décembre pendant les opérations de la brigade d'élite Atlacatl, quand l'armée assassine 472 personnes en rasant le village d'El Mozote, quand plus de 400 civils trouvent à nouveau la mort en février lors des actions de représailles dans la région d'Usulután, occupée fin janvier pendant plus d'une semaine par le FMLN, quand les officiers et soldats trop compromis qui avaient été épurés après le coup d'Etat d'octobre 1979, sont pour la plupart réintégrés ?

OU EN EST LA « POURSUITE DU PROGRES DANS L'APPLICATION DES REFORMES » ?

Trois phases étaient prévues par la Loi fondamentale de réforme agraire au Salvador. La première touchait les propriétés supérieures à 500 hectares, et elle a commencé en mars 1980. La seconde devait concerner les propriétés entre



Le quotidien de la répression au Salvador. (DR)

150 et 500 hectares, c'est-à-dire le secteur de la production de café, décisif pour l'économie salvadorienne. Dès mars 1981, le président de la Junte, Napoleon Duarte, a annoncé la suspension *sine die* de cette phase. En revanche, la Commission des restitutions, mise sur pied par le gouvernement, a décidé de rendre 45 propriétés expropriées à leurs précédents propriétaires. Dans un rapport de la fin 1981, l'Union communale salvadorienne, qui a impulsé le programme de réformes à la campagne, déclare que plus de 25 000 familles ont été illégalement chassées de leurs terres et qu'une nouvelle vague de spoliations est en cours : « *Ce qui a été entrepris en mars 1980 comme une grande promesse et qui restait prometteur jusqu'à la fin 1980 menace de devenir maintenant un cauchemar bureaucratique, de spoliations et d'assassinats ...* »

Malgré les aides extérieures, le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 13 % en 1980, la production industrielle de 16 % et la production agricole de 6,6 %. L'investissement privé a reculé de près de 15 % en 1979 et de plus de 38 % en 1980. A la fin 1980, le chômage touchait officiellement 23 % de la population active et le sous-emploi 38,9 %. Sur les 8 milliards de dollars qui ont fui au cours des cinq dernières années d'Amérique centrale vers les Etats-Unis, le Salvador entre pour 2 à 3 milliards environ, d'après la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine (CEPAL).

Rien d'étonnant, au vu de ce bilan, à ce que le président mexicain José Lopez Portillo ait publiquement reconnu la non-validité des élections organisées au Salvador : « *On imagine difficilement que des élections puissent avoir lieu alors que la guérilla et l'affrontement se poursuivent. Nous pensons que préalablement aux élections, il faut parvenir à ce que j'appelle un accord constituant garantissant l'authenticité du processus électoral.* » (Le Monde, 27 février 1982). Ce constat constitue une condamnation de

fait de la politique américaine et de ses résultats.

Il est significatif que, sur les soixante pays sollicités pour envoyer des observateurs garantissant la validité des élections du 28 mars, presque tous — y compris le Brésil et le Canada —, se soient refusés. En Europe, le gouvernement britannique de Margaret Thatcher est le seul à apporter sa caution à cette mise en scène.

Il n'est même plus assuré aujourd'hui que les élections auront lieu. La possible victoire de l'extrême droite sur la Démocratie chrétienne créerait pour Ronald Reagan une situation inextricable.

RENFORCEMENT ET OFFENSIVE DU FMLN

3 Alors que la faillite politique et économique de la Junte salvadorienne est chaque jour plus évidente, le FMLN a renforcé ces six derniers mois sa pression militaire. Le 2 février, le ministre de la Défense de la Junte, le colonel Guillermo Garcia, déclarait que les élections ne sont peut-être pas la solution. Et le 15 février, le président Napoleon Duarte admettait : « *Nous sommes en train de perdre le combat avec la guérilla dans les campagnes.* »

Après l'échec partiel de l'offensive insurrectionnelle de janvier 1981, le FMLN est entré dans une période de réorganisation et de consolidation. Dès l'été 1981, il reprenait une campagne d'envergure avec sabotage du réseau électrique et des voies de communication, occupations de villes stratégiques. A la mi-octobre, il réussissait à détruire le pont d'Or qui relie les parties orientale et occidentale du pays.

Malgré les massacres de paysans, l'opération lancée par l'armée en décembre dans la région de Morazan n'a pas brisé l'élan des organisations révolutionnaires. Fin janvier, le FMLN occupait pendant près d'une semaine la ville

d'Usulután. Il occupait également la cité dortoir de Teconotepeque, à dix kilomètres seulement de la capitale. Il renforçait sa pression sur les axes stratégiques, la grande route panaméricaine et celle de la côte Est.

La lutte armée revient vers les centres urbains avec désormais des arrières solides. Dans les zones contrôlées par le FMLN, qui couvrent un quart du pays, des « écoles de guerre » de la guérilla fonctionnent en permanence. La capacité de récupération d'armes sur l'adversaire a considérablement augmenté. Le réseau de communication et de diffusion par radio s'est perfectionné. Deux jours après l'arrêt des opérations militaires de la Junte destinées à faire taire *Radio Venceremos*, les émissions ont repris, tandis qu'apparaissait au nord du pays la voix de *Radio Farabundo Martí*.

L'attaque réussie de la base aérienne d'Ilopango, fin janvier, et la destruction au sol d'une part importante de la force de frappe aérienne de la dictature, illustre l'audace croissante du FMLN et la désagrégation de l'armée officielle. Après cette attaque, une enquête a été ouverte sur les complicités dont auraient disposé les assaillants au sein même de l'armée.

Face à la décomposition de la Junte, aux divisions de la bourgeoisie, aux signes de démoralisation au sein même de l'armée, le FMLN-FDR renforce de jour en jour son autorité et affirme sa candidature à la prise du pouvoir.

L'INTERNATIONALISATION DE LA LUTTE S'ÉLARGIT DE PLUS EN PLUS

4 La portée de cette évolution du rapport des forces au Salvador s'inscrit dans le contexte régional.

— *Au Guatemala*, les forces révolutionnaires désormais réunies au sein de l'URNG sont actives dans dix-huit des vingt-deux départements du pays. Prolongeant les progrès de l'unité sur le plan

militaire, la constitution d'un Comité d'unité patriotique (CUP) a été annoncée fin février depuis Mexico. Le Comité déclare que ses analyses coïncident avec celles de l'URNG qui regroupe les quatre organisations de la guérilla, et il proclame que la guerre révolutionnaire est le seul chemin laissé au peuple guatémaltèque.

La situation économique ne cesse d'empirer. Les capitaux s'évadent à un rythme accéléré. Seulement 18 % de la population active peut compter sur un travail fixe.

D'après la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), vingt-six années de dictature militaire ont fait plus de 50 000 morts. Elle estime entre 30 et 60 la moyenne des assassinats quotidiens ces derniers mois, soit environ 5 000 pour l'année 1981. Entre juillet et août de cette même année seulement, plus de 3 000 paysans ont cherché refuge au Mexique. La réponse du chef d'état-major consiste à proposer l'augmentation des effectifs de 20 000 à 50 000 hommes pour la seule armée régulière.

Pour la dictature, toute la population est considérée comme suspecte de subversion, comme combattante active ou potentielle, ce qui permet de présenter les assassinats de civils comme des « pertes infligées à la guérilla ».

La farce électorale du 7 mars accentue le discrédit du régime. A peine le général Guevara s'est-il proclamé vainqueur que ses trois concurrents dénoncent l'énormité de la fraude, contestent le résultat et appellent à une action nationale de protestation.

Le pouvoir ne tient que par la terreur. Au Guatemala et au Salvador, comme au Nicaragua hier, les bourgeoisies nationales se montrent trop faibles et rachitiques pour soutenir un développement économique et sauver même un simulacre de démocratie.

Le coup de force et l'appui sur les cliques militaires locales demeurent les seuls recours pour sauvegarder l'ordre impérialiste.

— Au Nicaragua, la révolution affronte les menaces de plus en plus fortes de l'impérialisme à l'extérieur et les pressions de la bourgeoisie à l'intérieur. Les organismes internationaux comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque interaméricaine pour le développement (BID), ou les Etats-Unis, se chargent de mettre la révolution en état de siège économique, en suspendant leurs crédits.

Sur le plan diplomatique, une offensive d'envergure est orchestrée par l'impérialisme pour isoler et discréditer le Nicaragua révolutionnaire. Son dernier cheval de bataille est la campagne orchestrée sur les persécutions dont seraient victimes les indiens Miskitos. L'ambassadrice américaine auprès de l'ONU, l'ultra-réactionnaire Jane Kirkpatrick, n'a pas hésité à affirmer que plus de « 250 000 Miskitos étaient internés dans des camps de concentration », alors que les Miskitos représentent au plus 100 000 personnes.

Cette campagne sert de prétexte à une intensification du harcèlement mili-

taire et des raids frontaliers menés à partir du Honduras contre la révolution nicaraguayenne. Au Nicaragua même, complots et attentats se multiplient. Dans les dernières semaines, plusieurs dizaines de miliciens sandinistes ont trouvé la mort dans des accrochages.

Ces attaques contre la révolution nicaraguayenne trouvent à l'intérieur le relais de la bourgeoisie. La chute des investissements privés, malgré les prêts reçus, est estimée à plus de 50 % pour 1981. Le coût du service de la dette extérieure a absorbé cette même année 28 % des revenus de l'exportation. L'entretien d'une armée de 40 000 soldats et le coût d'une milice de 200 000 hommes et femmes, pour faire face à des agresseurs enrégimés, pèsent également lourd sur une économie déjà saignée par les destructions de la guerre civile et la fuite des capitaux.

Malgré ces agressions et ces difficultés, le peuple nicaraguayen et le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) n'ont pas baissé les bras et n'ont jamais renoncé à leur solidarité avec la révolution salvadorienne.

Conscient de cette internationalisation irrésistible de la lutte de classe, l'impérialisme a parrainé la mise en place, le 19 janvier, d'une coordination tripartite regroupant le Honduras, le Salvador et le Costa Rica, baptisée sans ironie « Communauté démocratique centro-américaine » (CDCA) ! Les Etats-Unis ont présenté cette communauté comme « un premier pas vers des actions de sécurité collective ». Ils se sont engagés, de même que la Colombie et le Venezuela, à venir en aide à n'importe lequel de ses membres en cas d'agression. L'une des conditions d'adhésion à la CDCA réside dans le soutien au processus électoral en cours au Salvador, ce qui revient à exclure le Nicaragua.

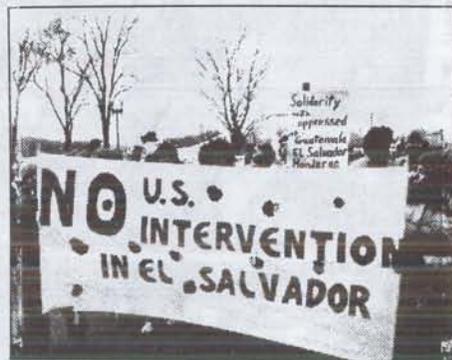
La mise en place de cette communauté constitue un maillon de plus dans le dispositif contre-révolutionnaire de l'impérialisme en Amérique centrale. Elle fournit un nouveau canal « légal » pour une future intervention au Salvador, en même temps qu'elle renforce l'encerclement du Nicaragua révolutionnaire. Elle s'inscrit dans une série d'initiatives tendant à isoler et à écraser le Nicaragua, telle la formation du « Triangle Nord » qui a pour objectif de coordonner les armées du Honduras, du Guatemala et du Salvador.

L'« APPEL DE MANAGUA » ET LA RÉPONSE DE CUBA

5 C'est pour tenter de répondre à cette évolution de la situation que le président mexicain José Lopez Portillo a lancé, le 21 février, son « appel de Managua ». Il s'agit d'un plan de paix global visant à résoudre par « des canaux séparés » mais « convergents » trois types de conflits : celui du Nicaragua, celui du Salvador et celui des rapports entre les Etats-Unis et Cuba. Pour le Nicaragua, José Lopez Portillo propose une réduction des effectifs militaires nicaraguayens

en échange du renoncement aux menaces militaires de la part des Etats-Unis et du désarmement des groupes réactionnaires opérant à partir du Honduras. Concernant le Salvador, il offre sa médiation pour trouver un compromis entre « des élections sans négociations et des négociations sans élections », sans plus de précision. Enfin, il encourage la poursuite des contacts entre les Etats-Unis et Cuba dans la voie ouverte par la rencontre, qui était censée demeurer secrète, entre Carlos Rafaël Rodriguez et Alexander Haig, qui a eu lieu en novembre à Mexico.

Si difficile et aléatoire soit-elle, la recherche d'une issue négociée répond pour la bourgeoisie mexicaine au souci de protéger ses propres intérêts économiques, en tentant de rétablir la stabilité dans le Golfe du Mexique, et de prévenir les risques de crise politique que pourrait provoquer au Mexique même une intervention américaine massive en Amérique centrale.



Manifestation de protestation aux USA. (DR)

Quelles que soient ses visées et ses intentions, lancé à la veille du discours de Ronald Reagan sur l'Amérique centrale et la Caraïbe (et en connaissance de son contenu, puisque d'après José Lopez Portillo les deux discours ont été échangés avant d'être rendus publics), l'« appel de Managua » a le résultat objectif de rendre plus difficile une intervention militaire américaine directe, en la condamnant préventivement : une telle action serait « une erreur historique qui provoquerait une convulsion continentale et la résurgence d'un profond sentiment anti-nord-américain chez les meilleurs hommes de toute l'Amérique latine ».

C'est dans cette mesure que Fidel Castro a pu saluer chaleureusement l'« appel de Managua » sans reculer d'un pouce sous les menaces de l'impérialisme et sans renoncer aux engagements de solidarité avec les révolutions d'Amérique centrale :

« (...) Le ton de ses menaces monte de jour en jour et la campagne de mensonges et de calomnies contre notre pays atteint des extrêmes sans précédent. Les principales personnalités du gouvernement nord-américain persistent à voir dans l'agression militaire une des options qui, sans la moindre légitimité et au mépris total du droit international, leur permettraient de "châtier" Cuba et de le détruire, si possible, pour avoir osé défendre son indépendance avec une décision inébranlable.

« C'est donc au nom du droit légitime, sacré et inaliénable à l'auto-défense, que le peuple cubain s'organise et se prépare militairement en masse. Pour les pays frères d'Amérique latine et de la Caraïbe, les armes cubaines ne constitueront jamais un danger, mais le symbole d'une décision exprimée en son temps par José Martí, celle d'empêcher à temps, par l'indépendance de Cuba, que les Etats-Unis ne s'étendent dans la région et ne fondent avec cette force supplémentaire sur nos terres d'Amérique. Nous constituons en fait une tranchée solide et irréductible contre l'expansionnisme qui a coûté si cher aux peuples de cet hé-

Cette fonction est d'autant plus claire que le président mexicain, au lieu de reconnaître l'URNG et d'accueillir les réfugiés guatémaltèques comme des réfugiés politiques, envisage la création d'une force armée spéciale pour la défense de sa frontière méridionale et de ses champs de pétrole. Au journaliste qui lui demandait pourquoi le Mexique n'avait pas pris sur le Guatemala la même position que sur le Nicaragua ou sur le Salvador, José Lopez Portillo répondit laconiquement : « Il s'agit de situations différentes. » (Le Monde, 27 février 1982).

Pour le FMLN, il est tout à fait légitime de tirer parti des contradictions

européennes à soutenir jusque-là la politique américaine, a modifié sa position en mettant en relief les différences au sein du FDR et la possibilité d'y rencontrer des interlocuteurs responsables. Enfin, les discussions engagées directement entre les responsables américains et mexicains vont dans le même sens.

José Lopez Portillo et la IIe Internationale ont tiré les leçons du Nicaragua. Ils feront tout pour éviter une victoire militaire du FMLN et des guérillas guatémaltèques.

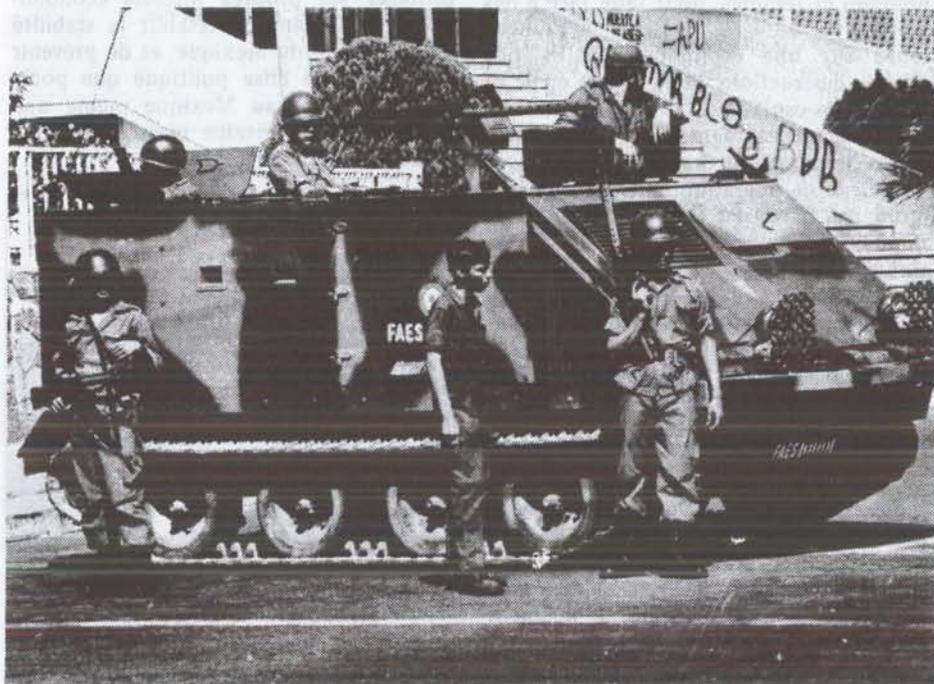
LE PLAN DE REAGAN COUVRE UN ENGAGEMENT MILITAIRE ACCRU

6 Trois jours après l'« appel de Managua », Ronald Reagan rend public, le 24 février, son Plan de développement et d'aide militaire à l'Amérique centrale et à la Caraïbe. José Lopez Portillo est alors obligé d'en conclure que les chances de réussite de ses propres propositions de paix « sont moindres, dans la mesure où le président Reagan a été très dur avec Cuba et le Nicaragua. Les chances de détente se réduisent. » (Le Monde, 27 février 1982).

Le Plan de Ronald Reagan, qualifié par la presse de « mini plan Marshall », constitue en effet une nouvelle escalade militaire introduite par un discours de croisade anticommuniste, contre « le poids de plus en plus écrasant de la gauche totalitaire à Grenade et au Nicaragua, et l'extension des violences révolutionnaires soutenues par Moscou et organisées par Cuba en Amérique centrale. (...) Si nous n'agissons pas rapidement et avec décision pour défendre la liberté, de nouveaux Cuba vont surgir des ruines et des conflits d'aujourd'hui... »

Il consiste essentiellement en un supplément d'aide de 350 millions de dollars (ce qui porte à 823 millions l'aide totale à la région pour l'année en cours), en des facilités fiscales accordées aux entreprises impérialistes investissant dans ces pays, en aides techniques au secteur privé. Présentées sous un jour humanitaire pour endormir les résistances du Congrès américain et l'hostilité de l'opinion à un engagement accru en Amérique centrale, ces aides sont très sélectives. Destinées en priorité au Salvador, au Costa Rica et à la Jamaïque, elles excluent le Nicaragua. Dans des pays déjà marqués par la corruption, les inégalités les plus criantes, leurs effets seront lents et limités, dans le meilleur des cas. Dans le pire, et le plus probable, elles alimenteront la spéculation, comme ce fut le cas pour les aides reçues par le Nicaragua après le tremblement de terre sous Somoza, sans stimuler l'investissement.

La prétendue aide de Ronald Reagan se réduit à faire de la Caraïbe une meilleure base pour l'investissement des monopoles américains, et à proposer à ces pays une politique économique identique à celle qui se traduit aux Etats-Unis par le chômage et l'austérité.



L'armée salvadorienne en poste dans les rues de San Salvador. (DR)

misphère et auquel l'héroïque nation mexicaine, qui l'a connu dans sa chair, a payé un lourd tribut de sang, d'humiliation et de territoires.

« Si le gouvernement des Etats-Unis — unique source de tous les maux qui affectent aujourd'hui l'Amérique latine et la Caraïbe — s'engage à ne pas agresser ses voisins et à mettre fin à ses menaces continuelles, s'il cesse de mettre ses armes et ses ressources économiques au service de régimes génocides, s'il met un terme à ses activités subversives qui sont toutes dépourvues de la plus élémentaire légitimité, Cuba est prêt à collaborer aux nobles efforts que vous avez évoqués à Managua pour instaurer dans la région un climat de paix, de respect mutuel et de transformations nécessaires auxquelles nous aspirons aussi. » (Lettre à José Lopez Portillo, 25 février 1982).

Mais, si les propositions de José Lopez Portillo ont pour premier effet de freiner le bras de l'impérialisme quant à une intervention militaire directe, elles n'ont rien d'un soutien désintéressé à la révolution en Amérique centrale. Elles visent au contraire à éviter un embrasement généralisé de la région en ouvrant la possibilité d'une solution négociée à moyen terme.

de l'adversaire en proposant de négocier sans renoncer à son indépendance politique et militaire.

Mais les propositions de négociations de José Lopez Portillo ont un sens différent. En réclamant une solution d'ensemble pour toute la région, elles cherchent à définir les termes d'un marchandage global et à fixer le prix à payer pour éviter l'intervention militaire américaine : un arrêt du processus révolutionnaire en Amérique centrale.

En appuyant une stabilisation de la situation telle qu'elle est au Nicaragua, elles constituent un encouragement à la bourgeoisie nicaraguayenne dans l'attente d'une solution globale pour la région.

En misant sur l'impossibilité d'un dénouement militaire immédiat, vu le rapport des forces au Salvador, elles cherchent à provoquer des divisions et des différenciations dans la résistance sur la conception des négociations.

A l'issue des élections au Salvador, elles peuvent offrir une porte de sortie à l'impérialisme américain pour éviter un enlèvement accru. L'« appel de Managua » avait, dès l'origine, le soutien de la social-démocratie européenne. Dès les premiers jours de mars, la diplomatie britannique, l'une des rares diploma-

Il est trop tard pour les pansements économiques : pour l'impérialisme américain, le redressement de la situation passe par l'écrasement de la révolution.

En fait, le Plan Reagan constitue donc une couverture pour un nouvel effort militaire. Sur les 350 millions de dollars débloqués, 60 sont explicitement réservés à l'aide militaire. Ils ne font que s'ajouter aux 26 millions déjà inscrits au budget régulier, et aux 55 millions débloqués le 1er février pour remplacer au plus vite le matériel aérien détruit par la guérilla salvadorienne trois jours plus tôt, lors de son opération contre la base aérienne d'Ilopango. La rapidité de ces largesses comparée à la lenteur des tractations interminables pour l'octroi de crédits (finalement annulés) au Nicaragua, parle d'elle-même.

Elles s'incrivent dans un budget militaire des Etats-Unis sans précédent, porté début février à la somme colossale de 216 milliards de dollars, au moment où ce pays comptent 10 millions de chômeurs, et où Ronald Reagan décrète une réduction des dépenses sociales de 41 milliards pour les trois années à venir !

Cette aide militaire crée déjà les conditions pour la présence de multiples instructeurs et conseillers qui sont le premier pas de l'intervention directe.

Elle se combine avec l'aide militaire intense d'Israël et la présence, désormais publiquement admise, des militaires argentins, notamment au Salvador et au Honduras. Lors de son passage à Buenos Aires, l'envoyé de Ronald Reagan, Thomas Enders, jadis responsable des bombardements américains au Cambodge, a déclaré sans détours qu'il attendait de l'Argentine « une participation active dans toute action entreprise en Amérique centrale ».

En affirmant dans une conférence de presse, le 18 janvier, que les Etats-Unis « n'ont aucun plan pour envoyer des troupes de combat où que ce soit dans le monde », Ronald Reagan a une fois de plus menti. Dans la mesure du possible, les USA feront en sorte que d'autres se battent pour eux. Ils leur en offriront les moyens matériels et financiers. La presse américaine n'a cessé, tout au long du mois de février, de révéler, en plus de l'aide militaire directe, les crédits « spéciaux » prodigués à la CIA, tels ces 19 millions de dollars destinés à encourager la formation d'une opposition politique large et d'équipes paramilitaires au Nicaragua.

Mais, en dernier recours, les Etats-Unis ne renonceraient jamais à intervenir directement.

Le débat porte non sur la nécessité de l'intervention, mais sur sa forme. Il y a la possibilité de soutenir une guerre régionale menée de fait par le Honduras, le Guatemala et le Salvador contre le Nicaragua, avec l'appui combiné des Argentins, des Chiliens et des dollars et aides techniques américains. Il y a la possibilité de susciter une guerre civile au Nicaragua même. Il y a la possibilité ultime d'une intervention directe des marines. Il y a la possibilité de combiner



Manifestation syndicale au Guatemala (DR)

toutes ces hypothèses à des degrés divers.

Les Etats-Unis sont déjà engagés de fait dans la guerre contre-révolutionnaire en Amérique centrale : par les livraisons d'armes, par la présence de leurs conseillers militaires, par l'organisation en cours des manœuvres maritimes de l'OTAN, par l'ouverture de camps d'entraînement pour former les troupes de choc de l'armée salvadorienne. Cette agression vise à l'écrasement de la révolution en Amérique centrale et, au-delà, menace les peuples de Cuba et de Grenade.

7 En Amérique centrale, la possibilité de la conquête du pouvoir et de l'instauration de nouveaux Etats ouvriers est aujourd'hui à l'ordre du jour dans plusieurs pays.

Dans le monde, un vaste mouvement peut prendre corps contre les menaces d'intervention impérialiste.

La solidarité militante à la révolution en Amérique centrale est encore limitée. Elle doit s'élargir et s'amplifier, s'élever à la hauteur des réels enjeux, renouer avec la tradition internationaliste de défense de la révolution vietnamienne.

La mobilisation contre la guerre, aux Etats-Unis même, occupe une place centrale pour faire obstacle à l'intervention impérialiste. L'opinion publique, toujours sous le coup de la défaite subie au Vietnam, reste hostile à un engagement militaire direct, malgré les appels à la croisade lancés par Ronald Reagan, Alexander Haig, Jane Kirkpatrick et consorts. D'après de récents sondages, plus de la moitié de la population rejetterait l'idée que les Etats-Unis aient la mission d'arrêter le communisme en Amérique latine, si cela doit signifier le soutien à des gouvernements qui nient les droits de l'homme les plus élémentaires ; plus de 80 % de l'opinion seraient hostiles à une intervention militaire au Salvador. Cette opposition s'est également exprimée à travers les manifestations syndicales contre les budgets d'austérité.

La conférence épiscopale s'est déclarée opposée à la livraison d'armes au Salvador. L'opinion publique a été scandalisée par la diffusion de reportages montrant des conseillers américains en

armes aux côtés des troupes gouvernementales salvadoriennes.

En Europe et en Amérique latine, de nouvelles mobilisations de grande ampleur sont à l'ordre du jour. Deux millions de syndicalistes et de jeunes se sont mobilisés à l'automne en Europe contre la militarisation, les missiles nucléaires et les menaces de guerre. Une guerre déjà engagée de fait en Amérique centrale. L'impérialisme américain y intervient déjà. Son intervention peut franchir de nouveaux pas qualitatifs d'un jour à l'autre.

La mobilisation contre la guerre commence avec la mobilisation contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale. De grandes mobilisations sont prévues le 27 mars aux Etats-Unis, le 28 mars au Mexique et dans plusieurs pays d'Europe. Au mois de mai, une caravane anti-impérialiste et « anti-interventionniste » va parcourir douze pays d'Europe, avec des représentants du FSLN, du FMLN-FDR et de l'URNG. Ce sera l'occasion pour assister au sommet de grandes mobilisations. De nouvelles manifestations sont préparées pour le 12 juin aux Etats-Unis.

En juin également, « Reagan-la- peste » visitera l'Europe, le 5 à Paris, le 7 en Grande-Bretagne, le 9 en Allemagne, notamment pour assister au sommet de l'Alliance atlantique. Cette visite doit être l'occasion de nouvelles et puissantes mobilisations contre les méfaits de l'impérialisme en Amérique centrale et contre le déploiement de ses engins de mort en Europe.

Les sections de la IVe Internationale jetteront toutes leurs énergies dans ces luttes :

- contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale ;
- en défense des révolutions cubaine, nicaraguayenne et de l'île de Grenade ;
- pour la victoire du FMLN au Salvador et de l'URNG au Guatemala. ■

Secrétariat unifié (SU)
de la IVe INTERNATIONALE
12 mars 1982.

Solidarité internationale avec la révolution centro-américaine

LE dimanche 28 mars, jour prévu pour la tenue des élections frauduleuses au Salvador, sera également une date importante pour le mouvement de solidarité avec la révolution en Amérique centrale et contre l'intervention impérialiste.

Le Forum de solidarité organisé à Mexico, et auquel participeront des délégations des mouvements de solidarité du monde entier, sera incontestablement la clef de voûte de cette mobilisation.

De nombreuses mobilisations auront également lieu aux mêmes dates dans les autres pays occidentaux.

— *Allemagne fédérale* : Le 13 mars, une manifestation qui était encore interdite par les autorités la veille, a rassemblé plus de 20 000 personnes à Francfort, à l'appel du comité de solidarité avec le Salvador, soutenu par de nombreuses organisations démocratiques et politiques (dont le GIM, section allemande de la IVe Internationale). A la fin mars, se tiendra à Münster un grand Congrès contre l'intervention impérialiste, soutenu par tous les groupes de solidarité et une série d'organisations allant des jeunesses social-démocrates au GIM, en passant par le Parti communiste. Une campagne a également été lancée par une commission des comités de solidarité avec le Salvador sur le thème « Une heure de salaire pour le Salvador ». Elle est soutenue par un grand nombre de responsables syndicaux et de députés sociaux-démocrates.

— *Australie* : Des comités de solidarité avec l'Amérique centrale et la Caraïbe existent dans la plupart des grandes villes du pays (Sydney, Melbourne, Brisbane, Perth, Camberra, Wollongong, Newcastle). En septembre 1981, une manifestation a regroupé un millier de personnes à Sydney, et une autre 500 à Melbourne. De nouvelles manifestations sont prévues pour le 27 mars. D'autres initiatives de masse pour la paix et le désarmement nucléaire auront lieu les 3 et 4 avril, avec la participation des comités de solidarité avec l'Amérique centrale.

— *Belgique* : Après ceux de Flandres, les comités Amérique centrale de Wallonie ont décidé, dans une réunion tenue fin février, de former un front contre les interventions impérialistes en Amérique centrale. La Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVe Internationale, est signataire de la plateforme et appelle à soutenir massivement cette initiative.

Une manifestation importante est également organisée le 27 mars à Washington. Elle a été préparée par une série d'initiatives locales qui ont eu lieu le 27 février, notamment dans le Vermont, le New Jersey et la Caroline du Nord où 600 manifestants se sont rendus à Fayetteville pour protester contre l'entraînement de 1 000 soldats salvadoriens à la base militaire de Fort Bragg depuis le 11 janvier. Une lettre du FDR a été adressée à ces soldats. Une autre a été lue à l'intention des soldats américains.

— *Danemark* : Il y aura une manifestation le 26 mars à Copenhague contre l'intervention américaine au Salvador et en solidarité avec le FMLN-FDR. La manifestation est organisée par un front de solidarité qui regroupe des formations socialistes de gauche (comme US), la jeunesse communiste, le SAP (section danoise de la IVe Internationale). La social-démocratie n'y participe pas, mais son organisation de jeunesse est partie prenante de la campagne.

— *Etat espagnol* : Au cours du mois de février, a eu lieu dans le pays une tournée d'une délégation du Comité d'unité syndicale du Salvador. Les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT) qui l'organisaient, ont décidé de lancer des « caisses ouvrières de soutien à la résistance ». La tournée s'est terminée le 27 février par un meeting à Madrid, avec la participation de 2 000 personnes. De nouveaux meetings de solidarité seront organisés dans plusieurs villes pour la seconde quinzaine de mars.

— *France* : Une marche nationale avait été organisée en novembre 1981 en solidarité avec l'Amérique centrale. Un nouveau meeting de solidarité avec le Guatemala a rassemblé plus de 2 000 personnes à Paris, à la fin février. Le 6 mars,

s'est réunie une coordination nationale des comités de solidarité avec le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala, pour définir notamment les modalités d'une campagne unifiée contre l'intervention impérialiste. Un nouveau meeting de solidarité avec le Salvador aura lieu fin mars. Mais les deux initiatives les plus importantes sont la préparation d'une tournée unitaire en Europe d'une délégation du FSLN, du FDR et de l'URNG, marquée notamment par un meeting « 6 heures pour l'Amérique centrale » à Paris le 12 mai, et la préparation d'une grande initiative nationale pour la venue de Ronald Reagan les 5 et 6 juin.

— *Grande-Bretagne* : Une manifestation de solidarité avec le Salvador est convoquée le 28 mars à Hyde Park pour dénoncer les élections frauduleuses au Salvador et la caution que leur apporte le gouvernement britannique (qui envoie des observateurs et participe aux manœuvres navales de l'OTAN en cours à proximité des côtes salvadoriennes). D'ores et déjà, le conseil syndical du Grand Londres appelle à une manifestation pour recevoir Ronald Reagan lors de sa visite en Grande-Bretagne le 7 juin.

— *Italie* : Dans le cadre des manifestations contre la guerre et les missiles, qui ont rassemblé des dizaines de milliers de

Manifestation de solidarité avec l'Amérique centrale à Paris. (DR)



Le fiasco électoral

Fraude, intimidations, répression ont marqué la farce du 7 mars

personnes à Rome (le 25 octobre) et à Florence (le 28 novembre, à l'initiative des syndicats), la solidarité avec l'Amérique centrale a occupé une place importante. Il existe des comités de solidarité avec le Salvador dans lesquels la Lega comunista rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale, est très active. Ces comités ont élu un membre du conseil des usines Alfa-Romeo pour assister à la rencontre de solidarité de Mexico du 28 mars. Les syndicats et les comités Salvador ont organisé une manifestation à Milan le 13 mars.

— *Pays-Bas* : Le 27 février, une manifestation a rassemblé plus de 10 000 personnes contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale et pour la victoire du FDR-FMLN. Elle était organisée par les comités Salvador, Nicaragua et Guatemala. La confédération syndicale FNV a participé à cette initiative, de même que les organisations du mouvement anti-guerre.

— *Portugal* : Un meeting a rassemblé 8 000 personnes à Lisbonne en février, à l'appel du Groupe de solidarité avec l'Amérique centrale (GSAL) qui est unitaire, et soutenu par le PC, le PS, la CGTP, le Partido socialista revolucionario (PSR), section portugaise de la IVe Internationale. Des initiatives sont prévues en direction des ambassades et consulats américains pour le 28 mars. De nouvelles manifestations seront organisées pour le 1er Mai et pour la venue de Ronald Reagan en juin.

— *Suisse* : Les comités Nicaragua et Salvador, ainsi que le Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale, ont mis l'accent sur la solidarité avec l'Amérique centrale dans le cadre de l'importante manifestation anti-guerre, regroupant plus de 20 000 personnes, qui a eu lieu à Genève le 23 janvier. Le 20 mars, des manifestations sont prévues dans toutes les villes les plus importantes. Les comités Nicaragua-Salvador, qui jouent un rôle décisif dans cette mobilisation, ont pris contact avec les syndicats pour qu'ils lancent une campagne « Une heure de salaire pour le Salvador ! ». Il a été décidé de publier une page sur ce thème dans tous les journaux des fédérations syndicales de l'Union syndicale suisse (USS), sous les auspices de « L'œuvre d'entraide ouvrière », accompagnée d'une interview du représentant du FDR-FMLN. Le 3 avril aura lieu une manifestation nationale lancée par le comité, le PC, le POCH (organisations progressistes), le PSO, les PC de l'immigration italienne et espagnole, et divers comités latino-américains.

— *Suède* : Les différents comités de solidarité avec l'Amérique centrale viennent de se coordonner. D'importantes manifestations sont prévues pour les 20 et 21 mars. ■

INPRECOR
15 mars 1982.

MARQUEES par la fraude, les intimidations multiples et les protestations des candidats réactionnaires malchanceux, les élections du 7 mars dernier au Guatemala auront été un fiasco total par rapport à l'objectif qui leur avait été assigné par l'impérialisme.

La dictature n'en sort pas grandie, bien au contraire. Les différents partis réactionnaires qui y ont participé s'entre-déchirent autour des résultats, tandis que l'armée et son candidat, le général Anibal Guevara, sortent renforcés de la farce électorale.

Embarrassé par le déroulement de ces élections qui hypothèquent un peu plus celles prévues prochainement au Salvador, l'impérialisme américain garde le silence.

Vincent KERMEL

N'étant pas parvenu à empêcher la consolidation de l'implantation des forces de la guérilla dans plusieurs régions du pays, la dictature guatémaltèque, à la suite des échecs répétés de ses programmes contre-insurrectionnels, se trouve aujourd'hui confrontée à un réel danger. L'ambassadeur des Etats-Unis au Salvador, Robert White, a déclaré récemment que « dans quelques mois, la guérilla guatémaltèque sera en condition militaire de défier le gouvernement, et y compris de le faire tomber » (*Inforpress*, 24 février 1982). Sur le même ton, le colonel Jaime Rabanales Reyes a confié à un reporter de *Newsweek* (1er mars 1982) : « Nous avons été capables de pacifier quelques régions, mais les guérillas sont comme une hydre, leurs têtes ressortent toujours à un autre endroit. »

La situation de guerre civile, combinée aux retombées de la crise économique mondiale, entrave l'activité économique du pays. 50 % du transport routier en dehors des villes serait suspendu. La crise de confiance des classes possédantes encourage la fuite des capitaux et attise les divergences au sein du bloc réactionnaire. L'inquiétude pointe aussi du côté des grandes compagnies impérialistes dont les très importants intérêts dans ce pays ne sont pas à l'abri des actions de la guérilla. Au printemps 1981, par exemple, la raffinerie de pétrole de Rubelsanto de la société Basic Ressources — appartenant au financier britannique James Goldsmith — et le pipe-line conduisant le brut jusqu'à la côte Atlantique, étaient sabotés. L'usine de nickel du trust américano-canadien Exmibal était également endommagée lors d'une attaque de la guérilla.

Décidé à tout faire pour éviter l'effondrement de l'appareil répressif guatémaltèque — à l'image de ce qui s'est produit au Nicaragua et de l'érosion en cours au Salvador — Ronald Reagan a

entrepris, dès son accession à la présidence des Etats-Unis, d'infléchir la politique américaine à l'égard de la dictature.

Un responsable américain, Stephen W. Bosworth, en a illustré récemment le nouveau cours en déclarant : « L'objectif de l'administration est de faire en sorte que nos impératifs de sécurité et nos préoccupations en matière de droits de l'homme s'épaulent mutuellement et puissent être poursuivies de pair » (*International Herald Tribune*, 25 janvier 1982). Concilier l'inconciliable en quelque sorte.

Cette orientation a pris la forme d'un marchandage que le représentant de Ronald Reagan, l'ancien général Vernon Walters, s'est chargé d'exposer en mai 1981 à Ciudad Guatemala. La reprise de l'aide militaire américaine — suspendue par Jimmy Carter en 1977 — devait être conditionnée au bon déroulement des élections du 7 mars 1982.

Mais, sans attendre, et alors même qu'il refusait une aide alimentaire au Nicaragua, le gouvernement américain a modifié la législation en vigueur pour permettre la vente de 100 jeeps et 50 camions militaires à l'armée du général Romeo Lucas Garcia. Des hélicoptères civils, rapidement transformés en leur version militaire, étaient aussi vendus sans difficulté par des firmes américaines. Et 250 000 dollars ont été inclus dans les prévisions budgétaires de l'année 1983 pour le financement de l'entraînement de militaires guatémaltèques. La « possibilité » de vente de pièces détachées d'équipements militaires est aussi envisagée par le gouvernement américain.

Le processus électoral clos par les élections du 7 mars dernier devait venir donner un cadre acceptable à cette « collaboration », en modifiant quelque peu l'image de la dictature guatémaltèque. En essayant d'obtenir le transfert en douceur d'une partie des pouvoirs de l'armée à une équipe civile, Washington voulait aus-

si donner à la dictature, avant qu'il ne soit trop tard, les moyens d'endiguer la montée révolutionnaire. Il s'agissait en quelque sorte d'un projet équivalent au coup d'Etat de 1979 au Salvador.

Mais l'accentuation de la lutte des classes et la militarisation de l'économie comme de l'Etat ont été telles que l'opération électorale est apparue vouée à l'échec dès son lancement.

Jusqu'au dernier moment, de multiples et discrètes pressions ont été exercées depuis Washington pour obtenir que la dictature avalise un candidat civil et organise des élections « libres et propres ».

Frauduleuses, les élections du 7 mars l'ont été pourtant dès avant le vote. Aucune force d'opposition significative n'a pu y participer du fait des violences perpétrées par les groupes paramilitaires d'extrême droite et l'armée. Le général Romeo Lucas Garcia a bien tenté, sans doute sur les conseils de Washington, d'obtenir la participation du Front uni de la révolution (FUR) qui se revendique de la social-démocratie, mais sans succès. Celui qui aurait sans doute pu être le candidat de ce parti à l'élection présidentielle, Guillermo Rodriguez Serrano, a payé de sa vie le 21 février dernier l'intransigence de sa formation politique. Mais la Démocratie chrétienne, qui a accepté de se prêter à cette manœuvre électorale en soutenant le candidat de l'Union d'opposition (UNO) — Alejandro Maldonado, un ancien membre du Mouvement de libération nationale (MLN, d'extrême droite) — ne s'est pas retrouvée pour autant à l'abri des mauvais coups des groupes paramilitaires. Début janvier, le maire démocrate-chrétien de Champerico était assassiné. 128 représentants démocrates-chrétiens ont été assassinés durant l'année 1981.

Expression de la « continuité militaire » et du ferme désir du noyau dur de la dictature de ne pas céder un seul pouce de son pouvoir à des représentants politiques civils, le candidat de la dictature, le général Anibal Guevara — ministre de la Défense ayant démissionné pour mener sa campagne et se présentant sous l'étiquette d'un prétendu Front démocratique populaire (FDP, alliance des deux partis traditionnels de la réaction) —, avait mis toutes les chances de son côté dans ce jeu où tout était réglé d'avance. Les trois autres candidats ne représentaient cependant pas autre chose que les sensibilités diverses de fractions des classes dominantes quant à la manière de mener la répression.

Gustavo Anzueto Vielman, de la Centrale authentique nationaliste (CAN), accusant l'armée d'inefficacité, a proposé l'application d'une tactique semblable à celle utilisée en Afrique du Sud et qui consiste à renforcer la protection des seuls centres de production du pays « pour maintenir le rythme économique et ne pas mener dorénavant des actions d'ensemble qui affaiblissent seulement l'armée » (*Inforpress*, 24 février 1982). Pour Mario Sandoval Alarcon, du Mouvement de libération nationale (MLN), le problème est simple : il faut pacifier le pays avant même de penser à développer

un programme économique. Il y aurait, d'après lui, un moyen simple d'éviter les assassinats de « subversifs » en pleine rue, ce serait d'utiliser les pelotons d'exécution.

Enfin, « l'équipe de relève », comme elle se fait appeler, de l'Union d'opposition — coalition de la Démocratie chrétienne et du Parti national renouvateur (PNR) —, propose un dosage « intelligent » de réformes et de répression.

Ouvrément dénoncée par les forces de guérilla et le FUR, la farce électorale a soulevé la suspicion dans les rangs mêmes de ses partisans au fur et à mesure que l'échéance approchait. L'Union d'opposition, mais aussi le MLN et le CAN, ont dénoncé la fraude à venir. Leurs prédictions n'ont pas été déçues.

LA VICTOIRE DU CANDIDAT DES MILITAIRES

L'armée, qui détient tous les rênes de l'appareil d'Etat, s'est donnée les moyens d'en faire une simple péripétie pour avaliser son pouvoir : villages rasés par l'armée mais qui ont néanmoins voté massivement ; villageois des zones d'implantation de la guérilla qui ont été transportés en camions militaires jusqu'au chef-lieu plus sûr ; des urnes recevant plus de bulletins qu'il n'y avait d'inscrits ; les villes quadrillées par l'armée et les forces répressives avec fouilles systématiques de tous les véhicules, dans un pays où le vote est obligatoire pour les personnes alphabétisées, auront fait le reste pour assurer la « victoire » du candidat que les militaires s'étaient choisis.

Environ 800 000 bulletins de vote pour 2,3 millions d'électeurs dans un pays de plus de 7 millions d'habitants se sont retrouvés dans les urnes. Parmi eux, plus de 100 000 étaient blancs ou nuls, ce qui pourrait exprimer la protestation de travailleurs urbains et de fonctionnaires contraints au vote (les cartes d'identité sont tamponnées quand on a effectivement voté, le contrôle le lendemain sur le lieu de travail est rapide et la sanction expéditive).

Malgré le bourrage des urnes, les fraudes et les intimidations diverses, immédiatement dénoncés par les concurrents malchanceux, le général Anibal Guevara s'est claironné vainqueur avec seulement 35 % des suffrages exprimés, soit 318 000 voix ; environ les deux tiers des inscrits se sont abstenus, malgré la répression. Que la « participation » électorale ait été légèrement supérieure à celle de 1978 n'a pas, dans ce contexte, une grande signification.

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, c'est le Parlement de la dictature qui choisira le président, choix sans surprise on s'en doute. C'est donc l'armée et la dictature qui sortent renforcées de cette mascarade, laissant Washington dans le plus grand embarras. Enregistrant les protestations d'irrégularité du scrutin, Dean Fischer, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que les Etats-Unis ont pris note « avec préoccupation » de ces informations. Il se serait

ensuite adressé au général Romeo Lucas Garcia pour demander qu'il assure au gouvernement américain que tous les bulletins de vote aient bien été comptabilisés « dans leur totalité avec exactitude ». Les trois candidats malchanceux se sont lancés dans une campagne commune pour dénoncer « fraude, manipulations et anomalies » du scrutin. Ayant appelé la population de Ciudad Guatemala à protester, des manifestations ont été réprimées dans la capitale. En se faisant arrêter sans ménagement pendant quelques heures, les candidats du MLN, de la CAN et de l'UNO ont ainsi pu tâter personnellement et immédiatement de la « continuité » du régime. Pour essayer d'obtenir l'annulation des élections et leur nouvelle convocation dans les soixante jours, ils ont appelé à une grève nationale.

Dans cette situation, l'impérialisme américain ne pourra guère continuer à se taire. Bien plus, l'illégitimité totale de ces élections va mettre en difficulté la tenue dans quelques semaines de leur équivalent au Salvador.

Incapable de freiner la division des forces représentant les classes dominantes devant la montée de la révolution — le débat va encore s'accroître en leur sein après le 7 mars —, la mascarade électorale n'a pas non plus permis à la dictature de se doter d'une image moins barbare sur la scène internationale.

L'opposition armée, qui s'est tenue à l'écart des élections, voit donc ses thèses confirmées par les fraudes et les manipulations des forces armées et de la dictature. D'autant qu'elle n'est pas restée inactive. De nombreuses actions militaires ont été menées durant les deux premiers mois de l'année. Ainsi, 31 des 32 mairies du département de Huehuetenango ont-elles été brûlées au cours des dernières semaines. Des barricades ont été élevées sur les routes conduisant aux grandes villes à la veille des élections.

Mais c'est surtout au plan politique que les organisations d'avant-garde politico-militaires ont su très justement répondre à la mascarade électorale en annonçant, début janvier, leur unification au sein de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Un pas important dans l'unification des organisations de masses dans un front uni contre la dictature a aussi été réalisé quelques jours plus tard avec la constitution d'un Comité d'unité patriotique (CUP) soutenant les thèses de la « guerre populaire révolutionnaire » commune aux forces qui composent l'URNG.

Le secrétaire d'Etat américain a récemment déclaré que le Guatemala pourrait rapidement être précipité dans une guerre « comparable à celle du Salvador », mais susceptible d'atteindre plus sérieusement qu'au Salvador les intérêts américains et de devenir « une menace fondamentale pour le Mexique dans un futur très prévisible » (*Financial Times*, 5 mars 1982). Tel est effectivement l'enjeu auquel est confronté l'impérialisme. ■

Vincent KERMEL
15 mars 1982.

Le mouvement ouvrier et la Pologne

LE putsch du général Jaruzelski et la répression contre les militants de Solidarnosc ont suscité en France une réaction massive de protestation, sans équivalent dans les autres pays d'Europe. Dès le dimanche 13 décembre, plusieurs milliers de manifestants sont descendus dans la rue à Paris et en province ; des délégations se sont rendues aux différents consulats de Pologne. Le lundi 14, on comptait 50 000 manifestants à Paris, 8 000 à Lyon, Marseille, Rennes, 6 000 à Bordeaux, etc.

L'appel à une heure de grève le lundi 21 décembre a été relativement bien suivi, si l'on tient compte du fait que le principal syndicat ouvrier du pays, la Confédération générale du travail (CGT), l'a violemment dénoncé.

Dans la plupart des grandes villes, des meetings de masse ont été organisés, et l'on a vu se créer des comités « Solidarité avec Solidarnosc ».

La raison principale de l'importance de ce mouvement,

Félix LOURSON

Battue aux élections de mai puis de juin 1981, la droite française ne s'est pas encore remise de sa défaite. Le parti de Jacques Chirac, le Rassemblement pour la République (RPR) a mieux résisté que celui de Valéry Giscard d'Estaing, l'Union pour la démocratie française (UDF). Mais ni l'un ni l'autre n'ont été capables de profiter de la Pologne pour mener une campagne de masse anticommuniste comme on en avait connu en France en 1956, au moment de l'intervention militaire soviétique en Hongrie.

Quelques déclarations vengeresses, quelques éditoriaux et communiqués réclamant le départ des ministres communistes du gouvernement, mais pas une affiche, pas un tract, pas un meeting de masse.

A Paris, quand le RPR a essayé d'imposer, le lundi 14 décembre, un cortège de 500 personnes dans la manifestation unitaire des organisations ouvrières qui en rassemblait plusieurs dizaines de milliers, il s'en est fait expulser *manu militari*. Le moins que l'on puisse dire est que le climat n'était pas ce jour-là à l'« union sacrée » sur la Pologne parmi les manifestants.

MOUVEMENT EN PROFONDEUR DANS LA CLASSE OUVRIÈRE

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968 — « réprouvée » à l'époque par le PCF — avait été unanimement condamnée par les travailleurs français. Mais le mouvement de protestation contre cette intervention avait surtout été pris en charge par des intellectuels, et le mouvement syndical s'y était faiblement investi.

c'est d'abord les rapports de force entre les classes en France après l'élection à la présidence de la République de François Mitterrand le 10 mai 1981.

C'est cela qui explique fondamentalement l'incapacité de la droite à occuper le terrain, la prise en charge de la solidarité avec Solidarnosc par les organisations du mouvement ouvrier s'appuyant sur une réelle sensibilisation des travailleurs. C'est aussi la raison de la place particulière qu'occupe le Parti socialiste (PS) en France par rapport aux autres partis sociaux-démocrates à l'échelle internationale, et surtout la position en flèche de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) dans le mouvement syndical européen.

Enfin, c'est la raison du prix élevé que le Parti communiste français (PCF) devra payer pour son soutien au général Jaruzelski, même si, dans un premier temps, la résistance à cette position scandaleuse est apparue beaucoup plus forte dans le syndicat CGT que dans le PCF lui-même.

Avec la Pologne, c'est la première fois en France qu'on assiste à un tel degré de mobilisation dans la classe ouvrière contre la répression dans un pays de l'Est. Et, malgré le fait que le principal parti, le PCF, et le principal syndicat ouvrier, la CGT, se soient frontalement opposés à toute action de solidarité, l'écrasante majorité des travailleurs français s'est sentie solidaire de Solidarnosc face à la répression.

Ce qui a dominé, c'est d'abord une réaction de sympathie avec les dirigeants ouvriers de Solidarnosc. A la différence des leaders du Printemps de Prague, Lech Walesa a été d'emblée populaire auprès des travailleurs français qui ont été, dans l'ensemble, beaucoup plus sensibles à la légitimité des revendications qu'il défendait, à sa ténacité et à son insolence face aux bureaucrates du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) qu'à son assiduité aux messes et à son goût pour les crucifix.

L'information relativement détaillée fournie par la presse quotidienne française (*Le Monde*, *Libération*) et les nombreux reportages de la télévision ont permis une connaissance élémentaire assez large de ce qui se passait en Pologne.

Des liens s'étaient tissés avant le putsch entre le mouvement syndical français et Solidarnosc. La CFDT avait très tôt envoyé un représentant en Pologne avec un soutien financier. Lech Walesa était venu en France en octobre 1981, et il avait été accueilli non seulement par la CFDT, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et Force ouvrière (FO), mais même par la CGT.

Pour de nombreux militants syndicaux « lutte de classe », à la recherche d'une alternative politique après le 10 mai, le combat de Solidarnosc a incarné l'espoir d'un socialisme démocratique.

Beaucoup portent aujourd'hui le badge *Solidarnosc* ostensiblement sur leur lieu de travail. Et ce geste est plus qu'une réaction de solidarité élémentaire face à la répression, c'est pour eux le symbole d'une autre image du socialisme : celle de la démocratie ouvrière et de la prise en mains de leurs affaires par les travailleurs eux-mêmes.

Un certain nombre d'entre eux, militants à la CFDT mais aussi à la CGT, avaient déjà fait des voyages en Pologne, ramené des informations, noué des contacts. Et cela a aussi pesé dans les mobilisations de décembre.

Certes, il y a eu dans la classe ouvrière des réactions différentes, mais elles sont restées très limitées : dans certaines couches arriérées, a existé le sentiment que les militants de Solidarité étaient responsables de tout ce qui est arrivé, parce qu'ils auraient voulu « aller trop loin ». On a même trouvé dans certains secteurs plus combattifs l'idée qu'on fait « trop de bruit » sur la répression en Pologne et pas assez sur la répression dans les pays du Tiers Monde (notamment chez certains travailleurs immigrés combattifs de la métallurgie prêts à s'opposer à la bureaucratie sur la tactique de lutte, mais pas sur la Pologne). Ou même, plus rarement, une attitude qui fait passer un anticléricalisme mal compris avant la solidarité de classe.

Le PCF a évidemment cherché à s'appuyer là-dessus pour faire avaler sa position de soutien au général Jaruzelski. Mais ces réactions sont restées ultra-minoritaires, à la différence de pays comme l'Etat espagnol ou l'Italie, où l'on a pu voir toute une série de militants « lutte de classe » passer sur des positions de fait pro-soviétiques, par réaction contre la politique d'austérité, d'« union sacrée » sur la

Pologne avec des formations bourgeoises, et de main-tendue à la hiérarchie catholique que menait leur propre PC.

Même parmi les membres du PCF, seuls les staliniens endurcis n'ont pas été gênés pour dénoncer Solidarnosc, au moment même où la répression frappait ses dirigeants. Encore l'ont-ils fait avec une certaine prudence. Il n'y a guère eu finalement que quelques dizaines de membres de la secte « spartaciste » pour dénoncer la « contre-révolution capitaliste menée par Solidarnosc et son chef Walesa appuyé par l'OTAN ».

On doit cependant tenir compte d'un phénomène réel : deux mois après la vague d'indignation qui a suivi le putsch, il y a maintenant une baisse relative de la sensibilisation sur la Pologne dans la classe ouvrière. La sympathie est toujours du côté de Solidarnosc, mais les problèmes quotidiens tendent à reprendre le dessus, et seuls des militants sont prêts à mener un travail de solidarité prolongé. Cette situation peut se modifier rapidement si la situation en Pologne connaît de nouveaux rebondissements. Mais, dans l'immédiat, cet état d'esprit existe et le PCF cherche à l'utiliser en expliquant qu'on ne peut pas discuter de la Pologne « pendant 107 ans » et qu'il faut s'occuper d'abord des revendications.

SOLIDARITE BIEN TEMPÉRÉE DU PS

Le PS s'est déclaré — à retardement — solidaire de Solidarnosc face à la répression. En fait, il y a eu, dans ce domaine comme dans bien d'autres, une espèce de division du travail entre le gouvernement que dirige François Mitterrand et le PS lui-même.

La réaction initiale du gouvernement a été celle de Ponce-Pilate : « Nous notons qu'il s'agit d'une affaire intérieure polonaise. Nous ne voyons aucune trace pour le moment de menace d'intervention extérieure et nous nous en félicitons. (...) Bien entendu, nous n'allons rien faire », a déclaré le ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson, au lendemain du putsch. Ni condamnation de l'état d'urgence ni demande de libération des emprisonnés.

Devant la fâcheuse impression provoquée par ces propos, le Premier ministre Pierre Mauroy s'est efforcé de corriger le tir en poussant l'audace jusqu'à parler de « protestation ». Mais pour ajouter aussitôt : « Les événements actuels demeurent dans le cadre national polonais. Nous entendons qu'ils y demeurent. » Au moment où la lutte continuait dans plusieurs centaines d'usines en Pologne, il ajoutait qu'il fallait éviter « toute déclaration irresponsable, susceptible de faire naître — chez nous comme ailleurs — des espérances illusives et dramatiques ». Quand on a perdu, à quoi bon résister ...

Les dirigeants du PS non membres du gouvernement ont tenu un discours un peu moins diplomatique. Le PS a été partie prenante d'un grand meeting unitaire avec la CFDT, la FEN, le Parti socialiste

unifié (PSU), le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et un représentant de Solidarnosc, qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Le nouveau premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, a exprimé la « nette réprobation » du PS, exigé la levée de l'état de siège et la libération des emprisonnés et il s'est même payé le luxe d'une dénonciation en règle des offensives de l'impérialisme US au Chili et aujourd'hui en Amérique centrale.

Il y a deux raisons à cette attitude. La première est le souci de répondre à une pression de l'opinion populaire : beaucoup de travailleurs et de militants socialistes ont été indignés par les propos de Claude Cheysson et il y avait une forte demande pour une prise de position beaucoup plus nette de soutien à Solidarnosc. La seconde était plus directement intéressée : les dirigeants socialistes ont compris qu'en s'engageant un peu plus, ils avaient les moyens de faire payer au PCF son alignement sur l'URSS au prix fort.

Lionel Jospin n'a pas tenu le langage du chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt, il a défendu la nécessité d'actions de solidarité au moment où les dirigeants du Parti social-démocrate allemand (SPD) justifiaient publiquement le refus de faire quoi que ce soit sur la Pologne. Et cela a sans doute aidé au développement des mobilisations en France.

Mais, il faut bien constater qu'au niveau de son action concrète, le PS — malgré les moyens énormes qui sont les siens — s'est borné à faire tout juste le minimum, et qu'il n'a à aucun moment cherché à construire un mouvement de masse sur la Pologne.

De plus, le contenu politique de son intervention s'est strictement cantonné au terrain de la défense des libertés. A aucun moment, ce parti — qui se réclame de l'autogestion à chacun de ses Congrès — n'a parlé du mouvement bien réel en faveur de l'autogestion et du contrôle social qui avait grandi en Pologne, ni du problème qu'il posait : celui d'un socialisme démocratique dans une société où les moyens de production soient effectivement la propriété collective de la classe ouvrière.

On ne peut mener la politique de main tendue aux patrons et de gestion loyale du capitalisme que poursuit François Mitterrand en France — en refusant de faire appel à la mobilisation des travailleurs —, et populariser l'autogestion ouvrière en Pologne ... Ceci explique cela.

LA CFDT « SOUTIENT » SOLIDARNOSC

A la différence du PS, la CFDT s'est mobilisée de façon importante pour dé-

Cortège des sections CGT lors de la manifestation pour la Pologne à Paris, le 14 décembre



fendre Solidarnosc contre la répression. Au lendemain des accords de Gdansk, fin août 1980, ses dirigeants s'étaient déjà rendus en Pologne.

Après le putsch du 13 décembre, ce soutien s'est traduit par une série de meetings où elle a souvent impulsé un front avec la FEN, FO, la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) et la Confédération générale des cadres (CGC) : par des collectes qui ont rassemblé des sommes importantes ; par la publication de communiqués des représentants de Solidarnosc en France dans sa publication *Syndicalisme Hebdo*. Mais ce soutien n'est pas toujours exempt de sectarisme vis-à-vis des coordinations syndicales « CGT avec Solidarité » mises en place par des oppositionnels de la CGT, sans doute parce que les militants d'extrême gauche y jouent souvent un rôle important.

La direction de la CFDT a cherché à récupérer à son profit le prestige de Solidarnosc en identifiant systématiquement sa politique à celle de la CFDT. Pourtant, son secrétaire général, Edmond Maire, reste particulièrement discret sur la pratique réelle de Solidarnosc, qui est sur bien des points aux antipodes de la sienne : ni la fermeté de ses dirigeants sur les revendications, ni la démocratie ouvrière dans la lutte, ni la réalité du mouvement sur l'autogestion ouvrière en Pologne ne sont mis en valeur dans la presse de la CFDT. Tout cela s'oppose en effet à la pratique de négociations à froid et de révision en baisse des revendications qui est la sienne.

La CFDT appuie les positions les plus modérées au sein de Solidarnosc, en défendant la « recherche de solutions négociées et de compromis avec l'Etat », tout en affirmant que « la question du pouvoir » ne devait pas être posée, du fait de la « position géopolitique de la Pologne » (*Syndicalisme Hebdo*, du 7 janvier 1982). Cette orientation aboutit, en fait, à vider de tout contenu la référence au socialisme autogestionnaire.

ALIGNEMENT DU PCF SUR L'URSS

Au moment où le Parti communiste italien (PCI) et le Parti communiste espagnol (PCE) dénonçaient la « faillite historique » du modèle soviétique, le PCF distribuait à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires la déclaration du général Jaruzelski justifiant l'état de guerre, au verso d'un communiqué de Georges Marchais.

Le PCF, qui ne dédaignait pas — il y a encore quelques années — de se réclamer de l'« eurocommunisme » et avançait une critique feutrée des pays de l'Est à son XXIIe Congrès en février 1976, marche aujourd'hui sur les traces du PC portugais (PCP). Sa position sur la Pologne est dans la continuité de celle qu'il a prise sur l'Afghanistan et de l'affirmation du « bilan globalement positif des pays socialistes » à son XXIIIe Congrès en mai 1979.

Au lendemain du putsch du 13 décembre, Yves Moreau renvoyait la responsabilité de la répression sur ceux qu'elle frappe en écrivant dans l'éditorial de *l'Humanité* : « Les excès de Solidarnosc ont ruiné l'espoir qui était né. » Il justifiait l'état de guerre comme un moindre mal : « Les mesures adoptées dans la nuit de samedi à dimanche étaient celles de la dernière chance. »

L'Humanité s'est pudiquement voilée la face sur les mesures anti-ouvrières, la suspension du droit de grève et les arrestations. Par contre, Pierre Juquin, membre du Bureau politique (BP) du PCF, n'a pas craint d'affirmer : « Les principes que le général Jaruzelski affirme, les engagements qu'il prend, correspondent aux valeurs humanistes qui n'ont pas de prix à nos yeux. »

Pourtant d'un tel postulat, on comprend que le PC ait condamné toute initiative de solidarité avec les militants de Solidarnosc emprisonnés. Georges Marchais a résumé cette position en expliquant avec un beau cynisme que la meilleure chose à faire était de « ne rien faire ».

L'affaire polonaise est intervenue à un moment où le PCF connaît une des crises les plus graves de son histoire. Il a perdu le quart de ses électeurs aux élections de mai puis de juin 1981. Bien qu'il continue à déclarer officiellement 710 000 adhérents, le chiffre réel tourne vraisemblablement entre 200 000 et 300 000 (dont 50 000 permanents). La direction avoue la perte d'un millier de cellules d'entreprises (10 % du total). La vente de son quotidien, *l'Humanité*, est passée de 150 000 à 75 000 exemplaires par jour en trois ans.

Le PCF, qui connaît un déclin régulier depuis des années, voit aujourd'hui cette crise s'accélérer, et se trouve pris dans un nœud de contradictions entre sa participation gouvernementale, sa volonté de maintenir son contrôle sur la classe ouvrière et son soutien à l'URSS.

Pourtant, la direction a réussi à maintenir des votes quasi unanimes sur ses positions au XXIVe Congrès qui s'est tenu en janvier 1982. Sur 1 685 délégués, on a compté deux abstentions et zéro voix contre le projet de résolution présenté par Georges Marchais. Une performance.

Comment expliquer un tel résultat, quelques semaines seulement après le coup d'Etat du général Jaruzelski, alors qu'un nombre considérable de militants communistes étaient en désaccord avec leur direction sur la Pologne et qu'existait une opposition publique au sein du PCF ?

La raison principale est évidemment le régime interne ultra-bureaucratique de ce parti : la direction s'est employée à étouffer systématiquement tout débat ; elle a exclu plusieurs charrettes d'oppositionnels à la veille du Congrès, et elle s'est donnée les moyens de passer au peigne fin toutes les délégations en s'appuyant sur un scrutin majoritaire à quatre niveaux (cellule, section, fédération, Congrès).

Il faut également tenir compte d'un phénomène d'anémie politique générale très peu propice au débat politique, dans un parti où seuls l'appareil et les inconditionnels continuent à militer activement.

Mais on peut aussi se demander si — malgré ces conditions particulièrement défavorables — les communistes critiques se sont donnés tous les moyens de cristalliser une opposition nationale sur la Pologne dans le cadre de ce Congrès.

Parmi eux, Henri Fiszbin, qui défend des positions proches de celles du PCI, représente de fait le seul pôle crédible : ancien membre du Comité central (CC), ancien dirigeant de la Fédération de Paris, il dispose d'un hebdomadaire, *Rencontres communistes Hebdo (RCH)*, et d'un vaste réseau de contacts dans le parti et son appareil. Plusieurs milliers de communistes ont signé une pétition publique contre l'exclusion du PCF des fondateurs de *RCH*. Paradoxalement, les dirigeants du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) ont contribué à renforcer la crédibilité de cette opposition, en proposant à *RCH*, par le biais du bureau de l'Agence Tass à Paris, de faire paraître leur déclaration contre le PCI sur la Pologne que *l'Humanité* s'était abstenue de publier. Cela a été une façon, pour les bureaucrates de Moscou, de dire à ceux de Paris : vous avez choisi le camp de Jaruzelski contre Solidarité, c'est très bien. Maintenant, il faut choisir encore plus clairement celui du PCUS contre le PCI ...

Cependant, malgré ces atouts, l'opposition de Henri Fiszbin en est restée à quelques communiqués de presse et à une seule réunion publique, à Paris, un mois après le putsch. Elle s'est refusée à unifier la bataille au sein du PCF sur un

SOLIDARITÉ POLOGNE EN FRANCE

Comité de coordination
du syndicat Solidarnosc en France
10, impasse des Deux-Sœurs, 75009 Paris
Tél : 523 14 38
CCP Paris 49-50 L, Solidarité Pologne

Coordination syndicale CGT
pour Solidarité
c/o Syndicat CGT des correcteurs,
3, rue du Château-d'Eau
Bourse du Travail,
75481 Paris Cedex 10
Tél : 208 02 86
CCP 1778-43 N Paris

Collectif national
Solidarité avec Solidarnosc
14, rue de Nanteuil, 75015 Paris
Tél : 531 43 38
Chèques au nom de Suzanne Gossez

CFDT-Pologne,
67, rue de Dunkerque, 75009 Paris
CCP Solidarité 13952 19 Paris

Association
Solidarité France-Pologne
BP 176
75665 Paris Cedex 14

Radio Libre Solidarnosc
Tous les jours de 7 heures à 19 heures
MF/FM/UKW sur 95,1 MHz
Tél : 259 66 07

texte unique qui aurait pu être repris dans l'ensemble du parti.

Finalement, des dizaines de milliers de militants critiques sur la Pologne ont voté « avec leurs pieds » : sans perspectives de bataille dans un parti où l'atmosphère devenait irrespirable, ils ont déserté leurs réunions de cellules et de sections et beaucoup ont même quitté le parti. Résultat : ce n'est pas seulement au Congrès national, mais dans la quasi-totalité des congrès locaux, que la direction Georges Marchais a dégagé des majorités dépassant les 90 %. Fait significatif : la moyenne d'âge de ces congrès s'est élevée de 10 à 15 ans de plus que par le passé.

La direction Georges Marchais peut donc estimer avoir limité les dégâts. Mais elle aurait tort de pavoiser : l'hémorragie de militants que connaît le PCF est considérable. Jamais l'autorité de sa direction n'a été aussi affaiblie, alors même que s'annoncent des échéances décisives en France. Et dans la CGT — son principal instrument de domination sur la classe ouvrière — une opposition de masse est apparue publiquement sur la Pologne.

OPPOSITION SANS PRÉCÉDENT DANS LA CGT

Dès le lundi 14 décembre, le dirigeant de la CGT Georges Séguy dénonçait « les dernières décisions de Solidarnosc relatives à la grève générale et à un référendum hostile à l'Etat, sans parler de la constitution de groupes armés dans les entreprises » qui « sortaient du cadre de l'activité syndicale » et faisaient planer une « menace de chaos et d'anarchie » sur la Pologne. Au moment même où le général Jaruzelski interdisait les syndicats et envoyait ses blindés évacuer les usines en grève, Georges Séguy saluait « la volonté du Conseil militaire de salut national (WRON) de ne pas remettre en cause les conquêtes démocratiques » et de « promouvoir de nouvelles réformes ».

La CGT a condamné la manifestation unitaire du lundi 14 décembre comme une « démonstration anticommuniste » et la grève du lundi 21 décembre appelée par la CFDT, la FEN et FO comme « une manœuvre de Jacques Chirac menée avec le soutien avoué de nombreux patrons » ...

Elle s'est toujours refusée à réclamer la libération des milliers de militants de Solidarnosc arrêtés en expliquant qu'il est « impossible de dire que les personnes emprisonnées sont des syndicalistes ». Elle est même allée jusqu'à comparer — dans une circulaire interne — Solidarnosc à la Confédération des syndicats libres (CSL) (ex-CFT), organisation pseudo-syndicale financée par les patrons et l'extrême droite.

Cette position est en contradiction flagrante avec les déclarations sur la défense des libertés dans les pays de l'Est faites par la direction de la CGT à son 40e Congrès confédéral en décembre 1978.

Beaucoup de militants ne les avaient pas oubliées, comme ils n'avaient pas oublié que deux mois seulement avant le putsch, Georges Séguy avait accueilli Lech Walesa à Paris et l'avait officiellement invité au 41e Congrès confédéral de juin 1982. C'est pourquoi son attitude scandaleuse après le 13 décembre a provoqué un énorme mouvement de protestation au sein de la CGT.

Une véritable lame de fond : cinq jours après le putsch, une conférence de presse s'est tenue à la Bourse du travail de Paris, à l'initiative du Syndicat des correcteurs, de la Fédération des officiers de la marine marchande, du Syndicat de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), du Syndicat des journalistes, du Syndicat de l'Office national des céréales (ONIC) et des communaux de Marseille. Ils ont lancé un appel public affirmant : « La CGT doit être aux côtés des travailleurs polonais et de Solidarité. » Ils ont demandé à la direction confédérale de « condamner publiquement la promulgation de l'état de siège et de réclamer sa levée immédiate ; d'exiger la libération de tous les syndicalistes et démocrates emprisonnés et le rétablissement des libertés » et « d'organiser concrètement le soutien aux travailleurs polonais et à Solidarité ».

Ils ont appelé tous les militants à développer les initiatives de solidarité « les plus massives et les plus unitaires possibles ». Choissant de se démarquer clairement de toutes les opérations anticommunistes de la bourgeoisie, ils appelaient les syndiqués CGT à « dénoncer la campagne de la droite qui ne "s'intéresse" à la classe ouvrière que lorsqu'elle est à l'Est ». Enfin, ils ont annoncé la création d'une « coordination syndicale CGT pour Solidarité » avec adresse publique et compte de chèque postal.

Trois semaines plus tard, on a pu mesurer le chemin parcouru. Le mardi 12 janvier, à la Bourse du Travail de Paris, 2 000 militants CGT se sont rassemblés pour affirmer leur solidarité avec les ouvriers polonais, malgré la position de leur confédération. Ce meeting vibrant d'internationalisme réunissait à la même tribune les dirigeants d'une série de syndicats CGT et les représentants officiels de Solidarnosc en France. Un membre du comité syndical du Syndicat des correcteurs y a résumé en quelques chiffres le bilan de l'impressionnant mouvement qui était en train de se développer : 5 000 signatures de la pétition ; 45 000 francs collectés pour Solidarnosc ; 24 coordinations régionales créées à l'image de la Coordination nationale et 15 en construction.

Par ailleurs, à cette même date, 6 fédérations, 23 syndicats nationaux, syndicats régionaux et départementaux, 7 unions locales et 486 sections syndicales avaient déjà pris position au moins sur les trois points suivants : levée immédiate de l'état de guerre, libération des emprisonnés, retour aux libertés.

Jamais, depuis l'après-guerre, une telle opposition ne s'était développée dans la CGT. Des oppositions étaient déjà appa-

ruées ces dernières années contre le morcellement des luttes, contre la politique de division et le refus de mobiliser les travailleurs pour la défaite de Valéry Giscard d'Estaing.

L'opposition sur la Pologne est dans leur prolongement, mais elle se situe à un niveau qualitativement plus important : ce ne sont plus des individus mais plusieurs centaines de structures qui sont apparues publiquement.

Pour la première fois, un nombre significatif d'entre elles étaient dans l'industrie, comme la Fédération des mineurs de fer et de sel de Lorraine, l'Union syndicale des métaux d'Angers, les dockers de Saint-Nazaire, le syndicat de la Compagnie de raffinage de La Mède. Dans une série de grosses entreprises de la métallurgie ou de la chimie faisant partie de trusts comme Renault, Shell, Thomson, Pechiney-Ugine-Kuhlman, Elf-France, SNECMA, on a vu des prises de position de solidarité avec Solidarnosc être majoritaires ou s'appuyer sur de très fortes minorités. A Longwy, en Lorraine, ce sont les dirigeants d'une vingtaine d'usines métallurgiques qui ont signé collectivement une déclaration publique.

Les militants en désaccord avec la confédération n'ont pas seulement élevé des critiques, ils ont pris des initiatives. A Paris, le lundi 14 décembre, ce sont 3 000 militants de la CGT qui ont participé en cortège à la manifestation unitaire au cri de « CGT avec Solidarité ! ». A Grenoble, 300 militants CGT ont fait de même. A Marseille, à Dreux, à Amiens, à Créteil, des réunions publiques de syndiqués CGT ont été organisées avec la participation de représentants officiels de Solidarnosc.

Pour la première fois, des coordinations régionales rassemblant des structures et des minorités d'instances de plusieurs dizaines d'entreprises sont apparues publiquement, se réclamant de la Coordination nationale CGT avec Solidarité. On y retrouve des militants du PCF critiques, des membres de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), des anarcho-syndicalistes, des militants du PS, rassemblés autour de la même exigence : libération des emprisonnés, levée de l'état de siège, soutien à Solidarité. Les lambertistes du Parti communiste internationaliste (PCI) (ex-OCI), prenant le train en marche, ont rejoint cette opposition. Les militants de *Lutte ouvrière* — sauf exceptions — ne s'y sont pas investis.

Cette opposition sur la Pologne se prolongera inévitablement sur d'autres terrains, dans les luttes, pour la préparation du 41e Congrès qui doit se tenir en juin, et au-delà.

Elle est composite et des déchantements s'opéreront lorsque les militants qui en font partie se trouveront confrontés aux prochaines échéances sociales et politiques en France.

L'émergence d'une opposition « lutte de classe » — face à la politique de la direction CGT qui s'orientera de plus en

plus vers la gestion de la crise — est à l'ordre du jour.

RECOMPOSITION DU MOUVEMENT OUVRIER

Il est encore difficile de mesurer exactement les effets en profondeur du 13 décembre au sein de la classe ouvrière française, d'autant que la situation en Pologne n'est pas stabilisée et connaîtra des rebondissements.

Comme tout recul de la classe ouvrière dans un secteur clé de la révolution mondiale, il aura inévitablement des conséquences négatives. Mais elles seront en partie atténuées : d'abord, parce qu'il s'agit — pour l'instant — d'une défaite et non d'un écrasement ; ensuite, parce qu'il faut tenir compte des rapports de forces sociaux et politiques existant en France après le 10 mai 1981.

L'effet le plus immédiat, c'est une aggravation de la division des rangs ouvriers, qui était déjà restée très forte après l'élection de François Mitterrand. C'est sur le terrain syndical qu'elle apparaît le plus violemment — entre la CGT et la CFDT —, dans la mesure où le PS et le PC, ensemble au gouvernement, ont voulu d'un commun accord éviter d'envenimer trop la situation par une polémique publique.

Toutefois, si la division s'est renforcée dans les entreprises, elle n'a pas eu mécaniquement pour effet de donner un coup de frein aux mobilisations ouvrières. On est en train d'assister, en ce début 1982, à la plus importante vague de luttes dans la métallurgie depuis cinq ans contre la remise en cause d'avantages acquis.

Chez les travailleurs avancés et les cadres syndicaux, l'échec d'un syndicat de 10 millions d'adhérents, face à la représen-

sion militaire de la bureaucratie, va vraisemblablement nourrir des phénomènes de désorientation et de scepticisme, en même temps qu'elle va réactiver des sentiments anticommunistes dans les couches les plus arriérées de la classe ouvrière. Mais ce type de réaction est dans l'immédiat assez limité.

Enfin, la Pologne va avoir des conséquences sur la recomposition du mouvement ouvrier. Elle accentue la crise du stalinisme. Et c'est évidemment le PS qui est aujourd'hui le mieux à même d'en profiter. Il a déjà gagné un électeur communiste sur quatre en mai 1981. Sa position sur la Pologne l'aidera sans doute à consolider cet avantage lors des élections cantonales de mars 1982 et des élections municipales de 1983.

Le courant socialiste progresse dans la CGT. La CFDT vient de connaître des succès dans plusieurs élections professionnelles au détriment de la CGT. Et on a pu constater un certain nombre de passages de militants CGT, révoltés par les prises de position de leur confédération, à la CFDT.

Cela dit, il serait faux d'analyser le processus en cours comme un mouvement linéaire fonctionnant selon le principe des vases communicants entre le PC et le PS. Les formes de la recomposition du mouvement ouvrier ne sont pas jouées d'avance.

Les événements de Pologne ont profité au PS, mais aussi à la CFDT. Mais c'est d'abord en fonction des problèmes touchant à leur existence quotidienne que les travailleurs se déterminent. Et, sur ce terrain, les marges de manœuvres de la direction de la CGT sont loin d'être nulles. Ainsi, a-t-on pu voir — à

l'occasion du très important mouvement de grèves autour des ordonnances gouvernementales sur la réduction du temps de travail, déclenché quelques semaines seulement après le putsch en Pologne — la CFDT adopter une position scandaleuse, en acceptant d'échanger la réduction — d'ailleurs limitée — de la durée hebdomadaire du travail contre des baisses de salaires.

Dans ce contexte, la direction de la CGT s'est employée à rétablir la situation et à limiter dans une certaine mesure les phénomènes centrifuges apparus dans la confédération, parvenant même à rétablir une image de marque plus favorable, plus combative, par rapport à la CFDT.

Les rapports de force dans le mouvement syndical n'évolueront donc pas nécessairement au même rythme que les rapports de force électoraux.

Et, surtout, la partie ne se joue pas seulement entre les directions stalinienne et social-démocrate : au travers de leur expérience sur la Pologne, mais aussi sur la politique d'austérité du gouvernement et des bureaucraties syndicales, des dizaines de milliers de militants se radicalisent et cherchent une autre voie que celle des directions traditionnelles. Des courants d'opposition « lutte de classe » se développent dans la CGT et dans la CFDT. Il revient à la LCR d'aider à leur émergence et d'être capable de leur offrir une alternative politique au stalinisme et à la social-démocratie en faisant un pas en avant dans la construction du parti révolutionnaire. ■

Félix LOURSON
Paris, 13 février 1982.

Fin avril un livre aux éditions La Brèche

"PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE"

Ce livre rassemble des textes où sont analysés sous différents angles continuité et ruptures des principaux partis socialistes et sociaux-démocrates européens. Sous la disparité des situations nationales, des trajectoires, il s'efforce de dégager ce qui continue à faire l'unité stratégique fondamentale de la social-démocratie dans les pays capitalistes développés. Ces analyses, élaborées par des militants marxistes-révolutionnaires des différents pays concernés, portent bien au-delà de l'actualité immédiate.

Les pays traités sont : la Grande-Bretagne, la Suède, la RFA, la France, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

En souscription à 60 francs. Mise en vente à sa parution en librairie à 75 F, 420 pages.

BON DE COMMANDE

Nom, Prénom :

Adresse :

Ville :

1) Veuillez trouver ci-joint un chèque de 60 F et 7,50 F de port, soit 67,50 F. Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

2) Veuillez trouver ci-joint un chèque de 60 F et laisser mon livre en dépôt à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris, où je passerai le prendre à sa parution.

INPRECOR
Spécial Pologne
est toujours
disponible

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS



NUMERO SPECIAL POLOGNE

Echos de la résistance

Manifestations, tracts et bulletins clandestins témoignent de la résistance aux bureaucrates

Cyril SMUGA

« Dans seize départements, de nouveaux cas d'inscriptions murales hostiles, de distribution de tracts ainsi que de fausses informations concernant une soit-disant action de protestation en Silésie, ont été constatés. (...) Dans certaines entreprises, on note une recrudescence de l'activité clandestine de Solidarnosc. Ainsi, à la mine "Katowice", une quête pour venir en aide à un mineur interné a été organisée. Sur les chariots de cette mine, on a relevé des inscriptions du type : "L'hiver est à vous, le printemps sera à nous". (...) Dans la mine "Czerwone Zagłębie" (Bassin rouge) de Sosnowiec, environ 115 tracts visant à exciter à la révolte, ont été diffusés. On peut y lire des choses comme : "Après la nuit noire de la terreur, le jour éclairé par la force de Solidarité se lèvera. (...) Citoyens, ne vous laissez pas intimider. Levez vos têtes dignement et vous verrez comment des milliers de syndicalistes mènent une nouvelle bataille pour une Pologne libre et démocratique" (...). »

Cette longue citation est extraite du très confidentiel *Informateur du bureau gouvernemental de presse* daté du 3 février 1982 (1), dont tous les exemplaires sont numérotés et ne parviennent qu'aux bureaucrates hauts placés dans la hiérarchie.

Défait mais non brisé, c'est en ces termes que nous avons caractérisé l'état du mouvement ouvrier polonais après le coup d'Etat bureaucratique du 13 décembre 1981. Les informations qui parviennent de Pologne confirment cette appréciation. Dans quatre régions — Gdansk, Cracovie, Varsovie et Wrocław —, des directions régionales du syndicat se sont recomposées, formées par les dirigeants qui ont réussi à échapper aux arrestations. Par ailleurs, « on note un développement en cascade, dans l'ensemble du pays, du réseau des Cercles de résistance sociale Solidarnosc (Kola Oporu Społecznego - KOS), regroupant chacun 5 personnes. Chaque membre d'un KOS fonde un nouveau KOS, un cercle clandestin de résistance qui colporte la presse, collecte et diffuse les informations, organise l'entraide et les actions de solidarité » (2).

D'après les informations fournies par le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France (3), il y aurait déjà plus de cent bulletins clandestins. Certains ont des tirages importants : ainsi, *Z dnia na dzień* (D'un jour à l'autre), pu-

blié par le Comité de grève régional de Wrocław, annonce un tirage de 20 000 exemplaires.

MANIFESTATIONS

La hausse des prix introduite par le gouvernement au 1er février — jusqu'à 300 % pour certains produits — a été accueillie par diverses actions de Solidarnosc.

A Gdansk, une manifestation a eu lieu le 30 janvier. Voici comment le bulletin de Solidarité de Varsovie, *Informacja Solidarnosci* (numéro 22, du 5 février 1982), retrace l'organisation et le déroulement de cette journée, au cours de laquelle plusieurs centaines de manifestants ont été interpellés par les forces de l'ordre, et certains d'entre eux lourdement condamnés : « Dès le 28 janvier, des tracts ont été massivement diffusés dans les rues et dans les trains de banlieue de Gdansk, appelant à allumer des bougies aux fenêtres, les 30 et 31 janvier, à 19 h 20. Le lendemain, des tracts appelaient à déposer, le 30 janvier à 15 heures, des fleurs devant le monument aux morts du chantier naval. Le 30 janvier à 14 heures, la foule a commencé à se rassembler sur la place devant le monument, avec des fleurs et des cierges. On pouvait entendre le chant "Boże coś Polskę" (Dieu protège la Pologne) (4) venant des terrains du chantier naval. (...) »

« Des ouvriers sont sortis des chantiers avec des banderoles et des cierges. Les policiers ont alors reculé. Aucun chant, pas de cris. Les premiers heurts se sont produits au moment où la foule se dispersait. D'abord, les manifestants ont été attaqués aux gaz lacrymogènes, peu efficaces en raison d'un vent assez fort. Ensuite, les ZOMO (5) ont lancé des fusées éclairantes contre la foule. Des ca-

nons à eau ont également été employés. (...) Les heurts ont duré environ deux heures. La foule criait : "Gestapo! Fascistes!" Des renforts de police sont ensuite arrivés pour disperser les gens et procéder à des rafles. Les rues étaient bouclées aux deux extrémités, et l'on arrêtait presque exclusivement les hommes jeunes. Des autobus ont été arrêtés, dont on a extrait des jeunes gens sans même vérifier leurs papiers. »

Cette manifestation n'est pas isolée. Le 13 février, une protestation analogue sera organisée à Poznan. Un témoin raconte : « Ce fut une manifestation admirablement bien organisée, après une campagne d'information par affiches contre l'état de guerre. Toute la population de Poznan y a pris part. Les gens marchaient séparément, afin de ne pas donner l'impression d'un rassemblement. Vers midi, la milice a cerné le monument à la mémoire des victimes de juin 1956 (6). Les gens déposèrent donc, à partir de cette heure-là, les fleurs et les cierges autour du monument de Mickiewicz (7). La milice entoura celui-ci. Les gens se dirigèrent alors vers le "château" (appelé Palais de la Culture, en face de la place Mickiewicza). Vers 18 heures, un groupe important de jeunes sortit de la messe célébrée dans l'église des dominicains (Eglise académique de Poznan). Cette foule s'approcha du monument et les ZOMO intervinrent. Ce même jour, dans de nombreuses usines de Poznan se déroula une grève de 5 minutes. (8) »

Une autre démonstration avait lieu au même moment à Swidnik, près de Lublin, où est située l'usine WSK qui fabrique des hélicoptères et emploie plus de 10 000 ouvriers. « A 19 h 30, dès que le journal télévisé a commencé, les habitants sont sortis dans la rue et se sont promenés dans le centre-ville. Mais étant donné

1. Cité par *Informacja Solidarnosci regionu Mazowsze* (Informations de Solidarité de la région de Varsovie), numéro 24, du 12 février 1982.

2. *op. cit.*, numéro 22, du 5 février 1982.

3. Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France, 10, Passage des Deux-Sœurs, 75009 Paris, tél. 247 76 59. Ce Comité publie régulièrement un *Bulletin d'information* qui reproduit nombre de textes de la résistance polonaise.

4. « *Boże coś Polskę* » (Dieu protège la Pologne) est un chant de lutte polonais très ancien. Il fut l'hymne des insurgés durant les luttes pour l'indépendance du pays au XIXe siècle et fut, par la suite, popularisé par eux en Sibérie. Une traduction russe de ce chant a été popularisée par « *Narodnaya Volia* » (organi-

sation révolutionnaire antitsariste durant la seconde moitié du XIXe siècle).

5. Les ZOMO sont les CRS polonais.

6. En juin 1956, une grande grève paralysa la ville. Elle fut sauvagement réprimée, mais donna le départ du mouvement des conseils ouvriers et de la déstalinisation au sein du POUP.

7. Adam Mickiewicz, un des plus célèbres poètes polonais, avait été une figure marquante du mouvement national révolutionnaire polonais au XIXe siècle. A Poznan, sa statue fait face au monument à la mémoire des ouvriers tombés en 1956, érigé par Solidarnosc en 1981.

8. « Lettre de Pologne », publiée dans le *Bulletin d'information* du Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France, numéro 10, du 9 mars 1981.

le caractère démonstratif de cette promenade, les autorités avaient avancé le couvre-feu de 22 h à 19 h. (9) »

LA GREVE DE WROCLAW

Le comité régional de grève de Wrocław avait lancé, par voie de tracts et d'affiches, un appel à une demi-heure de grève pour le 29 janvier. Selon *Informacja Solidarnosci* (numéro 21 et numéro 22) (10), la grève a été suivie dans la plupart des entreprises de la ville. Un des témoins raconte : « L'action (dans l'usine DOLMEL) a été très bien accueillie parmi les ouvriers. Ce n'était pas une protestation ouverte, mais les gens ne travaillaient pas, et la direction ainsi que les surveillants avaient peur. Dès le 28 janvier, on a observé une certaine nervosité dans l'usine. Les tracts sont parvenus à tout le monde. Une grande satisfaction pour les gens : ils ont vaincu la peur, l'action a redonné du courage aux gens et créé des liens entre eux. (11) » Dans l'usine POLAR, malgré la présence de six voitures blindées de transport de troupes, les travailleurs ont arrêté le travail durant une minute et accroché des drapeaux.

Dans l'entreprise RCO, la grève s'est prolongée durant trois heures ; les ouvriers n'ont repris le travail qu'à contre-cœur, sachant qu'ils risquaient d'être isolés, s'ils occupaient l'usine.

De telles grèves, si elles ne peuvent forcer la bureaucratie à reculer, renforcent cependant l'organisation des travailleurs, montrant qu'une action collective est possible. Cependant, elles ne font pas l'unanimité. Dans une interview publiée par *Tygodnik Mazowsze* (numéro 2), le dirigeant syndical de Varsovie, Zbigniew Bujak, explique : « La grève de Wrocław du 29 janvier a réussi, au moins dans certaines entreprises. Quelle est la concession obtenue ? Aucune. Quelles sont les pertes ? Nous l'ignorons encore. Le seul argument efficace (face au pouvoir), ce serait, peut-être, une action qui engloberait toute la Pologne. »

Zbigniew Bujak se déclare partisan d'actions qui peuvent obtenir des résultats concrets : « Si URSUS peut, à l'aide d'une grève, obliger le pouvoir à ne pas montrer à la télévision des personnes (à sa solde) qui n'ont pas le droit de parler au nom des travailleurs, eh bien, qu'il fasse cette grève. Si une entreprise est suffisamment forte pour exiger la libération

des internés, qu'elle se batte pour l'obtenir. »

Trois mois après le coup de force de la bureaucratie, la résistance se développe et se raffermi. Mais elle est loin d'être monolithique. Des débats, sur les formes d'action immédiates comme sur la stratégie à long terme, la traversent. Et les bilans de l'expérience des seize mois d'activité légale de *Solidarnosc*, sur la stratégie qui aurait permis d'empêcher la défaite du 13 décembre 1981 et sur les formes d'organisation des travailleurs, se développent (12).

Cyril SMUGA
12 mars 1982.

9. *Biuletyn Wroclawski*, numéro 10, du 20 février 1981. Selon des informations parues dans la presse occidentale, les promeneurs auraient, de plus, mis leurs postes de TV aux fenêtres, face à la rue.

10. Numéro 21, du 2 février 1981 et numéro 22, du 5 février 1982.

11. *Informacja Solidarnosci*, numéro 21, du 2 février 1982.

12. cf. « Nous, militants... » et « Nous, l'intelligentsia... », deux articles de bilan que nous avions reproduits dans *Inprecor*, numéro 119, du 22 février 1982, ainsi que l'article « Par où commencer ? », reproduit ci-après.

"Par où commencer ?"

Article du bulletin de "Solidarité" clandestin

Tout d'abord, nous devons prendre conscience de la réalité telle qu'elle est. Nous devons nous rendre compte que *Solidarnosc* reconstruit péniblement ses structures. Que plus la dictature se sent faible, plus elle combat brutalement toute velléité d'autodéfense de la société. Que « la majorité silencieuse », même si elle résiste avec acharnement au pouvoir, demeurera passive et ne se lancera pas d'elle-même dans la résistance active, écrasée qu'elle est par la peur, par la responsabilité mal comprise pour l'avenir du pays, par le doute et par le manque de réalisme. Nous devons admettre enfin qu'août 1980 n'a pas brisé — comme certains le pensaient — le monopole du pouvoir, que cela n'a été qu'une étape dans notre lutte commune pour une société autogérée et non pas la garantie de la victoire finale.

Accepter la réalité telle qu'elle est, c'est également reconnaître que ce pouvoir a rejeté l'une après l'autre toutes les tentatives d'entente avec la société. Il a détruit le mouvement authentique au sein de son propre parti — que quelqu'un montre aujourd'hui les « structures horizontales » du POUF coopérant avec le syndicat... — ; à la place on a maintenant les bandes armées et la perspective du grotesque tribunal d'Etat.

Ce système qui dévore ses propres enfants n'est pas réformable. Il tend à anéantir toute tentative de démocratisation et toute ébauche d'initiative indépendante de la société souveraine. Il ne cède que lorsqu'il est forcé. C'est pourquoi nous n'obtiendrons que les droits que

nous arracherons nous-mêmes dans la lutte contre le pouvoir, lutte qui peut compter sur la sympathie et la solidarité de la majorité (passive et lasse) de ceux qui refusent la répression comme méthode de gouvernement, de ceux pour qui la démocratie, la liberté de l'individu et de la société, l'égalité des chances et la liberté d'initiative ne sont pas des mots vides de sens.

Ensuite, nous ne devons pas parler de « la guerre » en général, de « la guerre avec la société » ni de « la guerre avec *Solidarnosc* ». Il n'y a pas une telle guerre, car on ne peut prendre part à une telle guerre. La vraie guerre se livre dans chaque entreprise, avec la société — c'est-à-dire avec moi, avec ma famille, avec *Solidarnosc* —, c'est-à-dire avec ma section d'entreprise. Nous ne sortirons pas vainqueurs de « la guerre » en général, mais il est possible de la gagner chez soi, dans son entreprise, dans son milieu le plus proche.

Si toutes ces guerres privées sont déclarées au pouvoir, ce sera un début. Le résultat de la guerre avec *Solidarnosc* dépend de chaque syndicaliste. Le pouvoir n'a peur que d'une chose, c'est d'un million de batailles et de combats, dont la coordination au sein d'un même mouvement social n'est plus qu'une question de temps.

Enfin, nous ne devons pas en rester simplement aux tâches organisationnelles. Le syndicat reconstruit sa structure dans la clandestinité ; il doit préciser quels sont ses buts, quel est son programme, pour

qu'il combat. Aujourd'hui, l'unité morale ne suffit plus, on ne peut construire le mouvement de résistance en se basant uniquement sur ce qu'on rejette. Il ne suffit plus de savoir ce qu'on refuse, il faut savoir ce qu'on veut mettre à la place. *Solidarnosc* mettait en avant quatre sources d'inspiration : la démocratie, le patriotisme, le christianisme et le socialisme. Mais même ces références générales sont restées floues.

On a édifié avec beaucoup d'efforts le mythe de l'existence d'une certaine unité programmatique. Celui qui pense que 10 millions de personnes entendent parvenir au même but par le même chemin, que ces 10 millions comprennent de manière identique les concepts qu'on utilise couramment, qu'ils ont les mêmes intérêts, celui-là est complètement utopiste.

Aujourd'hui, *Solidarnosc* n'a pas besoin d'une telle unité de façade. Il ne faut pas confondre solidarité et unanimité. Il ne s'agit pas là de volonté de division. Nous devons clarifier nos conceptions et nos références. C'est seulement de la sorte qu'il sera possible de coordonner nos activités, de déterminer notre but et celui de la société, et de choisir une stratégie appropriée. Ce processus de délimitation est appelé à durer. C'est pourquoi son début ne peut être précipité, car cette guerre n'est pas prête de toucher à sa fin.

Maciej LEWIN
« Wola » numéro 4,
bulletin clandestin de *Solidarité*,
Varsovie, 11 février 1982.

Les rapports du PCI avec l'Union soviétique

Quelle évolution après le coup de force en Pologne ?

PAR ses prises de positions après l'instauration du régime militaire en Pologne, le groupe dirigeant du Parti communiste italien (PCI) a-t-il fait un saut qualitatif par rapport à son passé même récent ou, pour le moins, a-t-il déclenché une dynamique qui impliquera inévitablement ce saut qualitatif ?

Livio MAITAN

La déclaration de la Direction nationale du PCI du 30 décembre exprime une « nette condamnation du coup militaire » et réitère « la demande de la restauration immédiate des libertés civiles et syndicales, de la libération des citoyens arrêtés, de la reprise du dialogue et de la recherche d'une entente entre les composantes fondamentales de la société et de la vie polonaise — parti, syndicat, Eglise ». Elle considère que les événements représentent une confirmation supplémentaire du bien-fondé des critiques avancées par le PCI à l'égard du « modèle » soviétique et de l'imposition de ce modèle aux autres pays d'Europe orientale, aussi bien que de la nécessité de lutter pour une « troisième voie », différente du « modèle » soviétique et de celui de la social-démocratie. Elle introduit en même temps trois éléments nouveaux par rapport aux positions précédentes.

TROIS ÉLÉMENTS NOUVEAUX

Le premier élément se concrétise dans l'affirmation suivante : « Il faut prendre acte que la phase de développement du socialisme qui s'était ouverte avec la Révolution d'octobre a épuisé sa force propulsive de même que s'était épuisée la phase caractérisée par la naissance et le développement des partis socialistes et des mouvements syndicaux regroupés autour de la *IIe Internationale*. » Le deuxième réside dans l'attribution d'un rôle « essentiel » à « la lutte pour le socialisme en Europe occidentale » dans la perspective d'« une nouvelle phase du socialisme dans le monde entier ». Le troisième est représenté par la décision de « maintenir des rapports avec tous les partis communistes de même qu'avec toute autre force socialiste, révolutionnaire et progressiste, sans des liens particuliers ou privilégiés avec personne », à savoir par une interprétation plus extensive du concept de « nouvel internationalisme ».

Le premier des trois éléments nouveaux susmentionnés n'exige pas de longs commentaires. Le concept d'épuisement de la force propulsive de la Révolution d'octobre n'est pas dépourvu d'ambiguïté et, dans la mesure où il a un contenu concret, il s'agit d'une reconnaissance de

la réalité avec des décennies de retard. Il devient significatif dans le cadre de l'évolution idéologique du PCI et des réactions qu'il a provoquées et sur lesquelles nous reviendrons. La décision de mettre fin à tout rapport privilégié avec les partis communistes — le troisième des éléments nouveaux que nous avons indiqués — en est une conséquence concrète.

Quant au rôle de la lutte pour le socialisme dans les pays d'Europe occidentale, il existe, d'après Enrico Berlinguer, « des raisons structurelles, sociales et politiques » qui justifient son appréciation sur le rôle de l'Europe, notamment : 1) « le capitalisme européen constitue l'un des points les plus hauts du système et, en même temps, il se trouve actuellement dans une crise très profonde (...) » ; 2) contrairement au capitalisme japonais et nord-américain, il a été « travaillé » en son sein par les luttes et les conquêtes du mouvement ouvrier (...) » ; 3) l'écroulement des régimes coloniaux a « renversé les rapports politiques et les réseaux d'échange entre les pays autrefois soumis à l'impérialisme européen, d'un côté, et l'Europe elle-même et son mouvement ouvrier, de l'autre » ; 4) l'Europe est le continent le plus menacé par un conflit atomique et donc le plus directement intéressé à réagir ; 5) l'Europe est le continent le plus intéressé à la détente, à la réduction des armements et au « dépassement graduel » des blocs.

On peut se poser légitimement la question de savoir si, dans la phase historique actuelle, le mouvement ouvrier européen aura à jouer le « rôle essentiel ». Mais Enrico Berlinguer entretient une ambiguïté entre le rôle du mouvement ouvrier et le rôle de l'Europe en tant que telle. Cette ambiguïté n'est que le reflet de l'idée selon laquelle il est possible et nécessaire pour le mouvement ouvrier de rechercher des convergences avec la bourgeoisie ou des secteurs bourgeois importants sur des objectifs stratégiques majeurs. Nous voilà encore une fois au « compromis historique » comme méthode !

Dans le débat au Comité central (CC), des orateurs ont posé une autre question, en elle-même pas trop « stimulante » : cette « troisième phase » dont on parle maintenant, et la « troisième voie », sont-elles des synonymes ? Enrico Berlinguer

Pour éviter des appréciations unilatérales ou impressionnistes, il est nécessaire de rappeler, tout d'abord, les jugements et les conclusions que contiennent les textes les plus significatifs publiés jusqu'ici.

a donné sa réponse : « La "troisième voie", c'est une spécification par rapport aux modèles de type soviétique d'une part et, d'autre part, aux expériences de type social-démocrate. La formule "troisième phase" fait référence, par contre, à l'expérience historique et, donc, aux deux phases de développement que le mouvement ouvrier européen a connues et traversées. Il est, toutefois, évident que la recherche de la "troisième voie" ne serait pas possible s'il n'y avait pas une "troisième phase" et si nous n'estimions pas possible d'avancer vers elle. » Voilà comment la combinaison d'une deuxième trouvaille avec une première peut être présentée comme un tout cohérent ...

En tout cas, cette voie prétendument nouvelle — sur laquelle, par ailleurs, le PCI s'est engagé depuis au moins trente-cinq ans — ne se distingue pas qualitativement de la voie social-démocrate classique. En d'autres termes, l'approche stratégique que les social-démocraties de la « première phase » avaient de la transition au socialisme, était analogue à celle du PCI. Conclusion : soit les sociaux-démocrates avaient raison à l'époque, et la fondation des partis communistes a été une erreur, soit il faut expliquer pourquoi une stratégie repoussée comme opportuniste lors de la Révolution d'octobre, pourrait assurer la transition au socialisme soixante ou soixante-dix ans plus tard. Une telle explication, les dirigeants du PCI ne l'ont jamais donnée dans le passé ni ne la donnent maintenant.

Nous avons indiqué en quoi consistent les éléments nouveaux. Il ne faut pas oublier, toutefois, qu'en même temps les textes récents ne cessent d'avancer des arguments utilisés couramment depuis des années. Par exemple, la résolution du 30 décembre reprend des formules habituelles sur la Révolution d'octobre aussi bien que « sur le rôle de l'URSS au niveau mondial (1) ». Des interventions au Comité central de janvier vont dans la même direction. Enrico Berlinguer, quant à lui, a repoussé comme une « absurdité » l'idée selon laquelle la Révolution d'octobre aurait été une erreur et, en réitérant ses arguments traditionnels sur les différences entre les social-démocraties et son

1. Cf. Livio Maitan, « L'eurocommunisme dans l'impasse », *Quatrième Internationale*, numéros 6 et 7, 1981.

parti, il a même évoqué le concept léninien d'aristocratie ouvrière pour démontrer « l'insuffisance chronique de la solution social-démocrate (2) ».

Qui plus est, dans l'analyse des événements polonais, le PCI maintient l'approche adoptée depuis août 1980. Il souhaite un auto-renouvellement du régime bureaucratique et de sa direction elle-même, en rejetant nettement les attitudes anti-bureaucratiques les plus conséquentes de Solidarnosc ou de certains de ses secteurs (dénoncés sommairement comme « extrémistes » ou irresponsables) (3). Après le 13 décembre, nous l'avons vu, son approche centrale reste celle du « dialogue », de l'« entente » entre parti, syndicat et Eglise (encore une fois, un « compromis historique » !). Une telle approche, par ailleurs, va de pair avec une référence positive constante au XXe Congrès du PCUS de février 1956, à savoir à la manifestation jusqu'ici la plus spectaculaire du « réformisme » bureaucratique. En d'autres termes, la caste dirigeante bureaucratique n'est pas contestée en tant que telle à cette occasion non plus. L'issue de la crise ne cesse d'être conçue comme une auto-réforme du régime. Du point de vue idéologique et méthodologique, cela se traduit par le fait que, sur ce terrain aussi, la pensée de Palmiro Togliatti reste l'alpha et l'oméga de la pensée du groupe dirigeant actuel tout entier (opposants à la Armando Cossutta y compris).

Faut-il en tirer la conclusion que les éléments nouveaux ne sont qu'appareils ou tout à fait secondaires ?

Il y a dans les textes, comme nous l'avons souligné, des oscillations, des traits d'éclectisme, voire des aspects contradictoires. Par ailleurs, le groupe dirigeant fera de son mieux pour appliquer à cette occasion aussi la norme du « changement dans la continuité », dans le but d'éviter des secousses trop brusques, des déchirements tels qu'a connus et connaîtra le Parti communiste espagnol (PCE). Mais il ne faut pas sous-estimer les lignes de tendance qui se précisent en dépit des éclectismes et des oscillations.

LA RIPOSTE DE LA BUREAUCRATIE SOVIÉTIQUE

L'épanouissement de ces lignes de tendance ne dépend ni ne dépendra exclusivement des projets et des initiatives du groupe dirigeant du PCI. Les réactions et les attitudes des autres parties concernées et, en dernière analyse, les conditionnements de la réalité où le PCI est intégré, y contribueront dans une large mesure.

De leur côté, les bureaucrates de Moscou sont intervenus résolument. Au cours de vingt-cinq années, ils avaient déjà polémique avec le PCI à plusieurs reprises. Ils avaient, toutefois, accepté un *modus vivendi* : on enregistrait les divergences en valorisant dans le même temps les convergences. Notamment à l'occasion d'une visite d'Enrico Berlinguer à Moscou au cours de l'été 1978, le PCI avait confirmé que l'URSS constituait un élément positif dans la politique mon-

diale et un élément de force de sa propre stratégie. Le PCUS avait avalisé la stratégie du PCI qui se traduisait, à l'époque, dans le « compromis historique » et dans l'« unité nationale ». Les rapports des deux partis restaient fixés dans le cadre plus général des rapports entre partis communistes sanctionnés par la Conférence de Berlin-Est de 1976. Maintenant, le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) déclare explicitement — dans l'article de la revue *Kommunist* — que le PCI a violé les pactes et il lance une attaque d'une dureté sans précédent qu'un éditorial de *Rinascita* a comparé pour son style, ses arguments et son inspiration à l'attaque lancée en 1948 contre le Parti communiste yougoslave (PCY) (4).

Il est inutile de souligner le caractère tendancieux des textes du PCUS, l'hypocrisie avec laquelle c'est le PCI qui se voit accusé d'ingérence dans les affaires d'un autre pays, la mentalité bureaucratique-policrière qui inspire l'« analyse » des événements polonais, le cynisme de l'apologie de la « démocratie représentative » et de la « démocratie directe » qui fonctionneraient en Union soviétique. Malgré tout cela et malgré le langage stéréotypé habituel, les textes avancent, toutefois, des arguments qui n'apparaissent pas dépourvus de fondement — surtout à des gens formés à l'école du PCI — et ils peuvent trouver un écho aussi bien parmi des militants et des dirigeants (en fait, le sénateur Armando Cossutta avait déjà avancé des arguments analogues) que dans des milieux plus larges, par exemple certains mouvements de pays coloniaux ou néo-coloniaux. Ils expliquent, en premier lieu, que l'URSS représente un « contrepoids » nécessaire et irremplaçable à l'impérialisme et à ses tendances répressives et un facteur qui facilite le maintien de la paix. L'action du général Jaruzelski elle-même est justifiée, entre autres, dans la mesure où elle aurait visé à éviter une crise susceptible d'« amener à un conflit tragique au centre de l'Europe » (*Kommunist*). Qui plus est, on rappelle au PCI que l'existence de l'URSS et des autres « pays socialistes » est une condition préalable pour la réalisation de la perspective qui est la sienne — de même que celle d'autres partis communistes —, à savoir « une transformation socialiste par l'emploi de méthodes relativement pacifiques et démocratiques de lutte politique » (*ibid.*). Par ailleurs, on dénonce l'inanité des tentatives de « persuader » ou d'« amadouer » l'impérialisme qui « mettra tout en œuvre pour chercher à écraser tous ceux qui en fait décident d'avancer vers le socialisme » (*Pravda*).

En ce qui concerne le rejet d'un « modèle » de socialisme et la revendication des voies nationales, le PCI se voit reprocher d'enfoncer des portes ouvertes (« le « modèle » soviétique n'existe pas » écrit avec désinvolture *Kommunist*) et de vouloir, lui, « imposer son propre modèle » — qui plus est, un modèle « inconnu » — à d'autres partis communistes, « en nourrissant des ambitions presque messianiques » et en relançant « la vieille idée social-démocrate de

l'« eurocentrisme » ». Facilité par les réticences et les contradictions de ses adversaires, le PCUS peut marquer des points sur le terrain de l'argumentation idéologique abstraite, surtout dans la mesure où le PCI vise plus les conceptions de l'ère stalinienne que celles de la période postérieure au XXe Congrès. Toujours est-il que, au-delà de la dispute plus ou moins byzantine sur le « modèle », la bureaucratie de Moscou ne cesse de s'arroger le droit d'intervenir par tous les moyens lorsqu'elle considère qu'un danger existe non pour un « modèle » abstrait, mais bien plus concrètement pour la survivance même du régime bureaucratique.

Le plus important est, en tout cas, que d'après Leonid Brejnev et Cie, le PCI a opéré un tournant (la *Pravda* parle d'« un tournant réalisé maintenant »), qui exige une nouvelle appréciation d'ensemble. « On est obligé à constater — écrit *Kommunist* — que la direction du PCI définit sa position de façon à se placer systématiquement dans le même camp que des forces qui luttent contre le socialisme. » Les prises de position du Comité central de janvier sont « étrangères et nuisibles non seulement à la cause de la paix et du socialisme dans son ensemble, mais aussi aux intérêts du peuple travailleur italien. » D'où l'invitation explicite « aux communistes italiens de tirer les conclusions de tout cela ». Un véritable appel à la base contre le groupe dirigeant !

Que les dirigeants du PCI veuillent ou non une rupture, qu'ils veulent ou non mettre fin y compris à des rapports du type de ceux qui s'étaient progressivement précisés après le XXe Congrès et avaient été sanctionnés par la Conférence de Berlin-Est de 1976, les dirigeants du PCUS estiment, donc, qu'un saut qualitatif a été fait sur ce terrain et ils en tirent les conséquences. C'est un fait gros d'implications.

DEBATS ET DIFFÉRENCIATIONS

Les différenciations au sein du PCI et les phénomènes qui y sont liés, constituent un autre facteur qui pèse sur la dynamique qui est en train de se développer.

La polémique lancée par Armando Cossutta n'implique aucunement une défense du stalinisme classique. Elle n'implique pas non plus une défense des conceptions et des orientations des dirigeants actuels du PCUS. Armando Cossutta insiste sur l'importance du rôle de l'URSS comme « contrepoids » à l'impérialisme et comme point de référence essentiel pour le mouvement ouvrier international. En d'autres termes, il est favorable à maintenir l'approche qui, pendant toute une période, a été commune au groupe dirigeant

2. Cf. *l'Unità*, 30 décembre 1981 et du 12 au 15 janvier 1982.

3. Cf. Elettra Deiana, « Le Parti communiste italien à un tournant ? », *Inprecor* spécial Pologne, numéro 119, 22 février 1982.

4. Les citations de la *Pravda* et de *Kommunist* sont reprises de traductions publiées respectivement par *l'Unità* du 25 janvier 1982 et par *Rinascita* numéro 5, 1982.

tout entier, et il s'oppose à la transition vers une nouvelle phase. Il rejette également la nouvelle version du « *nouvel internationalisme* » impliquant que les rapports avec les partis communistes soient placés sur le même plan que les rapports avec les partis sociaux-démocrates et des partis ou mouvements progressistes divers.

Il est significatif qu'en répondant à Armando Cossutta, Natta, l'un des principaux collaborateurs d'Enrico Berlinguer, ait explicitement rejeté l'idée que la référence à l'URSS doit constituer un élément de l'identité du parti. Il est encore plus significatif que dans sa polémique avec *Kommunist*, *Rinascita* ait écrit : « *Le seul jugement qui compte pour nous est celui des communistes, des ouvriers, des jeunes, des femmes, des masses travailleuses italiennes qui, par leur libre consentement — malgré les conditionnements et les limites imposées par le système de pouvoir du capitalisme italien —, ont fait de notre parti le plus fort parti communiste d'Occident.* »

En d'autres termes, la force du PCI réside dans sa base nationale et non dans ce qu'ont représenté ou représentent l'URSS et les autres « pays socialistes ». Cela est vrai depuis longtemps mais, si nous ne nous trompons pas, c'est la première fois qu'on le proclame dans un texte si important et en opposition ouverte à des interlocuteurs qui ne veulent pas accepter l'évolution qui a eu lieu et que les événements polonais ont accéléré davantage.

Dans un article publié par *l'Unità*, Armando Cossutta a écrit : « *La référence à la "révolution en Occident" restera pour certains une simple exhortation, bien que très noble. Pour d'autres — j'en ai peur —, elle ne sera qu'un alibi par rapport à leur conception réelle d'une structuration nouvelle, fondée certes sur la démocratie et une accentuation de l'intervention publique en matière économique et sociale, mais non dans des formes telles à promouvoir le dépassement de la prédominance capitaliste dans la société. Cela vaut, en réalité, pour la conception de la partie la plus avancée de la social-démocratie : en fait, une renonciation, bien que nouvelle, au socialisme.* »

Indépendamment de l'optique et de la terminologie, un problème réel est posé ici. Bien qu'il puisse apparaître homogène dans ses conceptions fondamentales, et même dans ses orientations actuelles, le PCI inclut désormais des composantes sensiblement différenciées et ces différenciations vont fort probablement s'accroître.

En premier lieu, il existe une composante critique qui, malgré des convergences ponctuelles, ne saurait être confondue avec la tendance représentée par Armando Cossutta. Il s'agit de ceux qui, tout en ne se réclamant pas ouvertement du stalinisme, regrettent la vieille attitude face à l'URSS, et que des partisans du groupe dirigeant ont accusés explicitement d'être financés par Moscou. Ce groupe, organisé actuellement surtout autour du bulletin *Interstampa*, est par ailleurs assez hétéro-

gène : des vieux staliniens, membres du CC, comme Cerniti, Donini et Robotti, ne sont pas la même chose que le philosophe Geymonat ou, a fortiori, le général Pasti, élu comme indépendant sur les listes du parti, qui a eu des responsabilités dans l'OTAN. Il a incontestablement à la base du parti un écho beaucoup plus grand qu'au niveau de la direction ou de l'appareil. Toutefois, sauf dans les cas d'événements traumatisants à l'échelle mondiale, il ne pèsera pas beaucoup sur l'évolution actuelle du parti, d'autant plus qu'il n'offre aucune alternative sur le terrain des choix stratégiques fondamentaux. Cette dernière considération vaut aussi pour Armando Cossutta qui, du moins en public, n'est pas allé plus loin que les allusions voilées de l'article que nous avons cité et d'une critique, également allusive, au texte économique dont nous parlerons plus loin.



Enrico Berlinguer. (DR)

L'évolution du parti sera beaucoup plus influencée par les secteurs les plus directement conditionnés par l'intégration dans les institutions et les mécanismes de la société bourgeoise qui, ne serait-ce que pour une raison de générations, ont le plus souvent des liens très ténus, sinon inexistantes, avec l'histoire passée du parti. Ce phénomène a, par ailleurs, une portée plus générale : « *A cause de l'énorme turn over de membres et de cadres dirigeants du parti dans les dernières années — a déclaré Gruppi, membre du CC, "spécialiste" de questions idéologiques —, nous avons un parti avec beaucoup d'histoire, mais des militants avec peu d'histoire.* » La dilution de la mémoire historique et les conditionnements matériels opèrent donc dans la même direction : le cadre des institutions démocratiques bourgeoises est conçu de plus en plus « naturellement » comme le préalable indiscutable, et la référence à l'URSS comme une source de difficultés périodiques, un obstacle à éliminer et non comme un élément de force. Occhetto a

été le plus clair en la matière : « *Les faits démontrent, a-t-il déclaré, que ce n'est pas vrai que l'assomption de l'URSS comme point ferme permet à lui seul l'ouverture d'une nouvelle phase en Occident : les faits nous indiquent que les partis communistes qui ont des attitudes acritiques n'ont pas renforcé leurs liens avec les masses.* »

Dans le cadre de sa conception « pluraliste », le groupe dirigeant du PCI a été poussé par la logique même de son opposition au PCUS à faire d'autres pas en avant sur le terrain de la reconnaissance de la légitimité de positions différentes de la sienne et du droit de ceux qui les partagent de continuer à les défendre, même après les décisions formelles des instances statutaires. Il a publié aussi bien les textes du PCUS — qui s'est bien gardé de faire preuve du même « libéralisme » — que les interventions d'Armando Cossutta. Celui-ci a certes été blâmé mais, du moins officiellement, non parce qu'il a exprimé ses positions, mais parce qu'il a présenté la décision du CC comme non contraignante étant donné le caractère théorique du débat, et qu'il a affirmé que le fractionnisme devait être évité aussi par la majorité. Ici, Armando Cossutta a effectivement mis son doigt sur la plaie en démystifiant le discours partisan de l'interdiction des tendances et fractions. L'interdiction est, en fait, unilatérale : on interdit aux opposants de se regrouper, alors que la majorité agit sous une forme organisée du fait même de diriger et de manipuler l'appareil.

Dans un autre article (5), nous avons indiqué quelles sont les racines des différenciations qui s'opèrent au sein des partis eurocommunistes, à part les polémiques sur des problèmes internationaux.

Au cours des derniers mois, les publications du PCI ont fourni du matériel supplémentaire en la matière. Pour prendre un seul exemple, citons l'article du dirigeant de Gênes, Franco Monteverde, paru dans un supplément de *Rinascita* consacré au thème « *Parti et société dans la réalité des années 1980* » (numéro 48, 1981), où il souligne que « *la pratique politique des cadres s'est de plus en plus diversifiée et, malheureusement, même fossilisée et ce qui représentait un élément central de la vieille organisation, à savoir la possibilité d'alterner avec une certaine fréquence l'activité politique, a disparu* ». La diversification s'est produite « *aussi bien au niveau périphérique qu'au niveau central, entre les expériences faites dans l'organisation du parti* », et le phénomène s'est accentué à la suite de la conquête de nouvelles administrations locales en 1975 et l'entrée en scène d'une nouvelle génération d'élus. On aboutit ainsi à « *une séparation des différents niveaux d'activité politique* » : d'un côté les élus qui doivent faire face à la réalité où ils sont intégrés, de l'autre « *les camarades de l'appareil et de la direction du parti* », incapables de comprendre les exigences d'une pratique de gouvernement local. Le syndicat a, lui aussi, fait preuve de son incompréhension

5. Livio Maitan, « L'eurocommunisme dans l'impasse », art. cit.

des problèmes réels dans la mesure où « il a indiqué des objectifs de lutte qui peuvent bien difficilement se combiner avec une croissance de l'efficacité des collectivités locales et avec un niveau de coûts de revient par unité pour les services assurés à la collectivité, compatible avec la croissance du revenu national et des finances publiques ».

C'est une logique de différenciation non sans analogie avec celle des grandes social-démocraties.

Il va de soi qu'une logique pareille — correspondant à l'action quotidienne d'une composante essentielle du parti — pousse dans le sens d'une transition plus résolue à une « nouvelle phase » et à un nouvel alignement international.

UN NOUVEAU PROGRAMME DE « POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE »

Pour mieux préciser le contexte de l'évolution du PCI, il faut rappeler que presque dans les mêmes jours du coup de force polonais, *Rinascita* a publié un texte du parti au titre un peu académique : « Matériaux et propositions pour un programme de politique économique et sociale et de gouvernement de l'économie ».

Par rapport à des textes précédents — notamment le programme à moyen terme de 1977 (6), il n'y a évidemment pas beaucoup de nouveautés : le remplacement du « compromis historique » par l'« alternative démocratique » n'a impliqué aucun changement de stratégie. On y retrouve le vieux cheval de bataille de la « programmation démocratique », conçue dans le cadre du système, aussi bien nationalement (acceptation d'un cadre « caractérisé par la démocratie politique et où opèrent les lois du marché ») qu'internationalement (acceptation de la Communauté économique européenne — CEE — et même des multinationales, à la seule condition que les entreprises italiennes puissent y avoir une « participation non subalterne »). Cette logique de rationalisation, modérément réformiste, du système est accentuée davantage, par exemple, par le fait que non seulement le PCI se refuse toujours à revendiquer toute nationalisation, mais il en va jusqu'à souhaiter « une réactivation de l'apport financier privé au capital des entreprises publiques ». D'autre part, encore plus que dans d'autres textes, il accepte comme inéluctable cette restructuration que le capital est déjà en train de réaliser de plus en plus brutalement, sans remettre aucunement en question les mécanismes du système.

La signification de la publication, à l'heure actuelle, d'un programme pareil n'a pas échappé à des représentants attirés de la bourgeoisie. Guido Carli, ancien gouverneur de la Banque d'Italie et ancien dirigeant de l'organisation patronale, tout en estimant que le projet réservait encore une place excessive aux syndicats, a osé « affirmer » que le texte « fait découler un rejet non déclaré de la politique marxiste de l'analyse des conditions actuelles

de la société italienne ». Le patron d'Olivetti, De Benedetti, a fait, à l'Unità du 26 janvier, une déclaration allant dans le même sens.

Si à ces commentaires plus spécifiques on ajoute les commentaires qui suivent la déclaration du 30 décembre (le secrétaire de la Démocratie chrétienne — DC —, Piccoli, a parlé de « rupture du sommeil dogmatique »), on touche du doigt un autre des facteurs qui pèsent sur l'évolution du PCI, à savoir la pression-sédution de la part de l'establishment bourgeois, avec ou sans la médiation du Parti socialiste (PSI). Si l'on tient compte, en outre, que le PCI doit s'efforcer de surmonter la phase d'incertitude où il est entré depuis l'abandon de l'« unité nationale » et la mise à l'écart du « compromis historique », il est d'autant plus évident qu'il sera poussé dans le jeu politique « normal » de la démocratie bourgeoise avec tous les avantages qu'il peut en tirer dans sa pratique quotidienne. Sur ce terrain aussi, toutes les pressions vont donc dans le sens de stimuler la transition effective vers une phase « nouvelle ».

Cela signifie qu'en dépit des déclarations et de subtils *distinguo*, le PCI se rapprochera davantage de la logique et des conceptions des social-démocraties, de certaines social-démocraties en particulier. En fait, dans la mesure où ils s'efforcent de concrétiser leur projet de « troisième voie », les dirigeants du PCI sont poussés à faire référence de plus en plus explicitement à des partis sociaux-démocrates ou à des tendances de ceux-ci. Ils se réfèrent notamment non seulement à la France et à la Grèce, mais aussi aux « forces de gauche » émergentes en Allemagne et en Suède. *L'Unità* a repris non sans complaisance le quotidien social-démocrate suédois *Aftonbladet*, du 23 décembre, qui a écrit : « La différence entre un eurocommunisme qui ne dépend plus de Moscou et une social-démocratie radicale n'est pas grande. »

Cela signifie qu'il pourra mettre effectivement terme au *modus vivendi* qu'il avait établi avec l'URSS et aux rapports préférentiels que, malgré tout, il ne cessait d'entretenir avec le « mouvement communiste international ».

ENCORE SUR LES CONTRADICTIONS DU NEO-RÉFORMISME EUROCOMMUNISTE

Comme nous l'avons expliqué ailleurs (7), l'eurocommunisme s'est heurté à la contradiction suivante : dans la mesure où une stratégie gradualiste est acceptée par des larges masses comme un choix praticable, les partis sociaux-démocrates apparaissent plus crédibles pour son application effective. Une deuxième contradiction découle du rejet du « modèle » : on peut tirer profit du fait de n'assumer aucune responsabilité pour les crimes et les faillites de la bureaucratie de l'URSS, mais le fait de ne pouvoir faire référence à aucune expérience historique concrète constitue un facteur d'affaiblissement (*Kommunist* a pu faire de l'ironie sur le

modèle « inconnu »). L'évolution ultérieure des conceptions du PCI, déterminée de façon plus directe par les événements polonais, est, en dernière analyse, inspirée par l'exigence de surmonter ces deux contradictions. Puisque le groupe dirigeant du PCI rejette toute idée de stratégie révolutionnaire, aussi bien nationalement qu'internationalement, il s'efforce de sortir de l'impasse en largant encore plus les amarres avec son passé, en se différenciant encore plus nettement de l'URSS et des autres « pays socialistes », en se rapprochant davantage des conceptions et des méthodes de la social-démocratie.

Sur le terrain des rapports avec les Etats ouvriers bureaucratisés, la contradiction du PCI réside dans le fait que, d'un côté, il prend de plus en plus ses distances par rapport à leurs conceptions et à leur pratique et que, de l'autre, il ne cesse de considérer leurs castes dirigeantes comme les interlocuteurs nécessaires dans une perspective d'auto-réforme. Cette contradiction n'a pas été surmontée dans le cas de la Pologne non plus. Toutefois, des tendances se sont esquissées qui remettent en question cette approche. Au Comité central de janvier, il y a eu une différenciation entre ceux qui ont avancé l'hypothèse que les pays « socialistes » n'étaient pas « réformables » et d'autres — la majorité — qui l'ont repoussée. Il est probable, en tout cas, que commentent à circuler à ce sujet des théories — le plus souvent vieilles, mais présentées comme « nouvelles » — analogues aux théories avancées par les social-démocraties des années 1920-1930.

Finalement, s'il ne veut pas courir le risque de briser ou d'atténuer sérieusement ses liens avec des larges secteurs des masses, le PCI doit, ne serait-ce que conjoncturellement, assumer des attitudes plus radicales ou plus démagogiques et se montrer sensible à des revendications élémentaires d'une classe ouvrière qui doit faire face à une dure offensive patronale. Mais, pour exploiter à fond, aux fins de sa stratégie et de sa crédibilité réformistes, sa distanciation ultérieure de l'URSS, il doit démontrer qu'il est prêt à accepter non seulement dans les formules des textes, mais aussi dans les implications concrètes, les mécanismes de l'économie capitaliste (ce que fait le texte économique que nous avons cité). Cette contradiction — qui est destinée à subsister — n'est qu'un aspect de la contradiction plus générale entre une approche gradualiste et conciliatrice, appliquée aussi bien aux pays capitalistes qu'aux sociétés de transition bureaucratisées, et la réalité d'une société bourgeoise dont la crise est grosse de déchirements dramatiques, et d'Etats ouvriers dégénérés, dont les contradictions ne pourront que s'approfondir et se multiplier. ■

Livio MAITAN
14 février 1982.

6. Livio Maitan, « Le programme à moyen terme du PCI », *Inprecor* numéro 13, 29 septembre 1977.

7. Livio Maitan, « L'eurocommunisme dans l'impasse », *art. cit.*

Les chiens de guerre de l'OTAN

180.000 arrestations, 46.000 jugements, 3300 condamnations à mort depuis le putsch du 12 septembre 1980

PRES de 180 000 arrestations, dont 81 634 dans la seule province kurde : tel est le bilan de la junte militaire au pouvoir en Turquie depuis le samedi 12 septembre 1980. Le Conseil national de sécurité (CNS) du général Kenan Evren avoue lui-même que 46 721 personnes sont en cours de jugement devant les tribunaux militaires. Elles sont pour la plupart accusées d'être affiliées à des partis politiques (interdits depuis octobre dernier après avoir été simplement suspendus), d'avoir adhéré à des syndicats (également hors-la-loi à l'exception de la seule centrale Türk-İs) ou d'appartenir à des organisations clandestines (Parti communiste, extrême gauche et mouvements kurdes essentiellement).

En dépit des affirmations officielles selon lesquelles les actions en justice viseraient tout autant la gauche que l'extrême droite, la répression s'applique massivement au mouvement ouvrier et aux nationalistes kurdes. Quelques exemples :

— Depuis décembre, se tient à Istanbul le procès de 52 dirigeants de la DISK (Confédération des syndicats ouvriers progressistes), parmi lesquels le président de l'organisation, Abdullah Basturk. Ils se voient reprocher d'avoir organisé avant le coup d'Etat des actions revendicatives dans les secteurs clés tels que l'acier, le textile et les banques. Au titre d'un Code pénal inspiré de celui de l'Italie mussolinienne, ils sont accusés d'« avoir tenté de changer ou d'abolir la Constitution par la violence ou de renverser l'Assemblée nationale », et risquent pour cela la peine de mort.

— Parallèlement, à Gölcük, sur la mer de Marmara, 230 personnes soupçonnées d'être membres du Parti communiste turc risquent 15 ans de prison.

— A Ankara, 24 dirigeants du Parti ouvrier et paysan de Turquie (maoïste) — organisation pourtant favorable à l'OTAN et légale avant le putsch — sont accusés de « propagande communiste ».

— Toujours dans la capitale, 126 militants de l'organisation d'extrême gauche Dev Yol (Voie révolutionnaire) risquent la peine de mort.

— A Diyarbakir, capitale de la province kurde, un procès s'est ouvert en janvier contre des membres du Parti socialiste du Kurdistan. Le maire de la ville, Mehdi Zana, risque quinze ans de détention pour s'être simplement adressé à ses concitoyens en kurde.

UN SOMBRE BILAN

Pour l'heure, 3 359 condamnations à mort ont été requises et les procureurs militaires ont déjà obtenu gain de cause dans 139 cas.

Tous ces procès sont basés sur des actes d'accusation établis au terme d'interrogatoires effectués dans des centres de police. La torture est appliquée à tous les détenus : *falaka* (coups sur la plante des pieds), électrochocs, simulacres d'exécution, viols... Nul n'y échappe, quel que soit son statut social, comme le montrent les témoignages relatifs aux conditions de détention du président de la DISK ou à celles du bâtonnier d'Istanbul, Orhan Apaydin, récemment arrêté. Plus de 70 personnes sont mortes dans les prisons depuis dix-huit mois et 308 autres dans les commissariats.

Les puissances impérialistes appuient sans réserves le processus en cours. A l'occasion d'une visite à Ankara en décembre 1981, le secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinber-

ger, a signé un nouvel accord de « coopération militaire élargie ». Et les représentants de 260 banques privées internationales ont témoigné, à la même époque, de leur confiance dans le régime du général Kenan Evren, en reportant les échéances des dettes de la Turquie — estimées à 3,2 milliards de dollars — de sept à dix ans.

Il est vrai qu'aux yeux des stratèges du Pentagone, la Turquie a pris une importance accrue en raison de la situation explosive au Moyen-Orient et dans le Golfe, depuis l'effondrement de la monarchie iranienne et l'assassinat d'Anouar el-Sadate, et à la suite de la victoire électorale des socialistes en Grèce, cet autre bastion de l'OTAN. La Turquie est donc plus que jamais considérée comme le « porte-avions insubmersible du camp occidental dans la région », le principal centre d'écoutés en direction du territoire soviétique.

Les généraux d'Ankara affirment que leur œuvre s'achèvera avec des élections générales qui devraient intervenir entre décembre 1983 et le printemps de 1984. Ce sera ainsi la plus longue intervention militaire depuis la proclamation de la République en 1923 sur les ruines de l'empire Ottoman. En 1960, les militaires putschistes ont chassé et pendu le Premier ministre Adnan Menderes et promulgué une nouvelle Constitution. Mais ils ont rendu le pouvoir aux civils seize mois plus tard. Leur intervention de 1971 n'a duré que deux ans et demi.

Si le CNS se fixe aujourd'hui un délai de plus de trois ans, c'est qu'il ne s'agit pas d'une action ponctuelle de remise en ordre. Le général Kenan Evren a d'ailleurs annoncé dès son arrivée au pouvoir : « Le Conseil national de sécurité est déterminé à éliminer tous les obstacles qui ont jusqu'ici empêché l'ordre et le régime démocratique de fonctionner convenablement, pour que d'autres interventions similaires ne soient plus nécessaires à l'avenir. » L'objectif est donc clair, il s'agit de s'attaquer aux racines de la formidable crise politique, sociale et économique que traverse le pays depuis plusieurs années : un terrorisme alimenté par le discrédit de l'Etat et qui faisait une dizaine de morts par jour ; un système politique paralysé par l'absence de majorité parlementaire suffisante ; des institutions secouées par les rivalités politiciennes des différents partis bourgeois ; une inflation atteignant 107 % et un taux de croissance nul ; une utilisation des capacités productives dans l'industrie ne dépassant pas 35 ou 40 % ; des investissements productifs en chute libre ; une stagnation des exportations...

Une nouvelle Loi fondamentale ainsi que de nouvelles dispositions sur les élections et l'organisation des partis et des syndicats devraient sortir de l'« Assemblée constituante » mise en place depuis octobre 1981 et formée d'une Assemblée « consultative » de 160 membres et des 5 généraux qui composent le CNS. Celle-ci est entièrement aux mains des militaires. 40 des membres de l'Assemblée « consultative » ont été directement désignés par la junte, qui a choisi les 120 autres parmi les candidats qui lui ont été soumis par les autorités locales. Les membres des anciens partis politiques ont été d'emblée tenus à l'écart de cette procédure. En outre, le CNS s'est arrogé le pouvoir d'amender et de promulguer le futur projet de Constitution.

La philosophie qui inspire les travaux de cet organisme a été parfaitement résumée par le professeur Orhan Aldikakti, président de la Commission constitutionnelle de l'Assemblée « consultative » : « Une des principales questions est de savoir quels rapports établir entre les pouvoirs exécutifs et législatifs, qui ont causé tant de problèmes dans la période antérieure au 12 septembre 1980. » Les nouveaux maîtres du pouvoir enten-

dent instaurer un Etat fort placé sous le contrôle permanent des forces armées. La volonté d'écartier les formations bourgeoises traditionnelles des délibérations en cours ; les procès intentés aux membres des partis qui jouaient un rôle charnière dans le précédent Parlement (fascistes du Parti d'action nationaliste et intégristes islamiques du Parti du salut national) ; la terreur exercée contre toutes les organisations ouvrières, laissent présager la mise en place d'un système bipartite, s'appuyant sur une recombinaison complète du personnel politique du pays.

UN PROJET D'ENSEMBLE SOUTENU PAR L'OTAN ET LE FMI

Au plan économique, le régime ne fait que systématiser les orientations du gouvernement déchu de Suleyman Demirel, dont le conseiller économique, Turgut Ozal, a été promu vice-Premier ministre chargé de l'Economie. Afin de remédier à la crise d'un développement capitaliste basé sur la production de biens de consommation de luxe et très dépendant de l'étranger, celui-ci applique les recettes du Fonds monétaire international (FMI) qui sont fondées sur « le libre jeu des forces du marché ». Il s'agit de favoriser une insertion complète du pays dans la division internationale du travail et de réorienter l'économie vers l'exportation en profitant de la demande accrue apparue au Moyen-Orient. La suppression de tous les contrôles de prix et l'ouverture aux capitaux étrangers de tous les secteurs de l'économie — y compris de ceux qui, comme le pétrole, l'agriculture et les mines, étaient sous tutelle de l'Etat, doivent favoriser ces objectifs. Les mesures d'accompagnement inévitables d'une telle politique sont le blocage des salaires, la diminution du poids du secteur public, la lutte contre l'inflation par des mesures déflationnistes, etc.

La dictature se targue d'avoir fait baisser le taux d'inflation à 40 %. Mais les mesures adoptées ont pour corollaire la dégradation brutale des conditions de vie des couches populaires. Le pouvoir d'achat est loin de suivre la hausse des prix. Le salaire minimum est de 10 000 livres turques par mois, alors qu'on estime généralement qu'une famille de quatre personnes aurait en réalité besoin de 50 000 livres par mois pour vivre « décemment ».

C'est précisément là une des principales raisons de la férocité de la répression exercée contre le mouvement ouvrier. La junte veut non seulement restabiliser le pouvoir de la classe dominante, mais elle veut aussi parer aux tensions sociales engendrées par sa politique monétariste, en brisant les organisations les plus combattives et en s'assurant le contrôle total des syndicats dont elle est prête à tolérer l'existence.

En proclamant l'état de guerre le dimanche 13 décembre dans leur pays, les bureaucrates polonais ont apporté une formidable caution aux généraux d'Ankara.

C'est dire l'enjeu des événements en cours pour l'avenir des luttes populaires en Turquie.

Il appartient au mouvement ouvrier international de créer les conditions d'une solidarité massive qui ne s'est que bien faiblement manifestée depuis un an et demi.

L'interview qui suit, avec le militant révolutionnaire turc C. Cansever, a été publiée dans *Was Tun* (Que faire), journal bimensuel du Groupe Internationale Marxisten (GIM), section allemande de la IVe Internationale, numéro 325, du 28 janvier 1982.

Christian PICQUET
8 mars 1982.

Interview d'un militant révolutionnaire turc

WAS TUN : — Depuis le samedi 12 septembre 1980, pour la troisième fois au cours de ces vingt dernières années, un régime militaire est au pouvoir en Turquie. Le 27 mai 1960, les militaires renversaient le gouvernement failli de Celal Bayar et Adnan Menderes. En mars 1971, les commandants des trois armes contraignaient le gouvernement de Suleyman Demirel (dissident du Parti de la Justice — PJ) à la démission. Leur objectif déclaré était de mettre fin au « chaos et à l'anarchie dans le pays et d'entreprendre les réformes nécessaires. » Depuis 500 jours, la junte militaire dirigée par le général Kenan Evren a en mains les rênes du gouvernement. Cette junte est-elle différente des précédentes ?

C. CANSEVER : — Il n'y a pas de différence de classe entre les trois putschs, bien que toute la gauche turque et l'opinion publique dite démocratique considère le coup d'Etat du 27 mai 1960 comme « progressiste » (1). Il y a cependant des différences, dans la mesure où le mouvement ouvrier s'est développé entre-temps, et que les forces politiques existant en 1960 et en 1971 ont réagi cette fois-ci différemment. En 1960, la résistance des ouvriers et des paysans était sous le contrôle du Parti démocrate (PD) — devenu Parti de la Justice (PJ) en

1961 — et du Parti républicain du peuple (PRP). Ces deux partis dominaient la scène politique. La conscience des masses et la ligne qu'elles suivaient étaient largement déterminées par ces courants de la bourgeoisie. Ce n'est que plus tard, du fait de l'industrialisation croissante, qu'une certaine différenciation s'est produite.

A partir du moment où le mouvement ouvrier en tant que tel est entré sur la scène politique, la réaction a été un durcissement et un surcroît de brutalité du côté des militaires.

— Quelles sont les raisons profondes de ce dernier coup d'Etat ?

— Les putschs précédents sont intervenus dans le cadre de crises économiques sérieuses. Les deux premiers, en 1960 et 1971, ont permis une relative reprise économique, sans toutefois dépasser le niveau atteint avant le coup d'Etat. Ainsi, en 1977 et 1978, le produit national brut (PNB) est tombé au niveau de 1968. Selon les statistiques publiées récemment par l'Office turc de statistiques, il y a eu une légère amélioration, dans la mesure où le PNB est revenu au niveau de 1978, ce qui signifie qu'après presque quinze années, il est revenu au niveau de 1968 ...

— Quels sont les objectifs de la junte du général Kenan Evren ? Qu'a-t-elle obtenu jusqu'à présent ?

— Son premier objectif était de restaurer « la loi et l'ordre » dans le pays. Dans une certaine mesure elle y est parvenue. Il y a 150 000 prisonniers politiques ; 150 personnes sont mortes sous la torture ; Amnesty international parle de 70 cas où il a été formellement établi que des personnes ont été torturées à mort.

Au cours de prétendues opérations, 600 personnes ont été tuées par balles ; 3 000 personnes ont été condamnées à mort, dont 150 ont déjà été exécutées. La terreur de droite qui ravageait le pays dès avant le 12 septembre 1980 a été remplacée par la terreur légale de l'Etat.

Il faut être clair sur les cibles de cette terreur. Ce n'est pas une quelconque

1. A la suite du coup d'Etat, la direction de l'Etat est passée aux mains du général Cemal Gursel, qui promulga en juillet 1961 une nouvelle Constitution accordant « le droit de grève et les libertés d'expression, de réunion et d'association ». Les dirigeants du Parti démocrate (PD) furent condamnés et trois d'entre eux, dont Menderes, furent pendus (septembre 1961). Le général Gursel, élu président de la République, imposa un gouvernement de coalition (juin 1962) dirigé par Ismet Inonu, entre le Parti républicain du peuple (PRP) et le Parti de la justice (PJ).

« gauche démocratique », comme on l'entend souvent dire en Europe occidentale : cette terreur vise l'ensemble du mouvement ouvrier, tous ses courants, ainsi que la nation kurde opprimée (2). Environ 90 % des victimes font partie de la gauche politiquement active dans le mouvement ouvrier.

Tous les partis ont été mis hors-la-loi, de même que les syndicats indépendants regroupés dans la confédération DISK. La direction de la DISK est sur le point de passer devant la Cour martiale et certains chefs d'inculpation font encourir à ses membres le risque de la peine de mort.

L'autre confédération syndicale, Türk-Is, fonctionne toujours (3). Les organisations paysannes et de jeunesse ont été interdites. Le Parti républicain du peuple (PRP), qui est lié à l'Internationale socialiste a également été dissout. Son président, Bulent Ecevit, a été condamné à une peine de quatre mois de prison.

— Est-ce que tout cela signifie que la junte exerce son pouvoir sans aucune base au sein de la population ?

— A la différence de ce qui s'est produit après le coup d'Etat de 1971, les militaires ont mis hors-la-loi toutes les formations bourgeoises. Une partie des forces prétendument progressistes s'efforcent de prendre la propagande « kémaliste (4) » du régime au pied de la lettre pour montrer que le « kémalisme » ne devrait pas être mis en pratique à la façon du gouvernement, mais autrement.

Alors que la gauche révolutionnaire était anéantie et la classe ouvrière soumise à la terreur, l'aile droite du PRP a pu développer librement ses analyses. Ces gens-là publient un hebdomadaire dont le titre est *Arayis*, et dont l'objectif évident est de canaliser la protestation de cette couche d'intellectuels bourgeois.

— Des protestations se sont-elles exprimées ? Y a-t-il une résistance ?

— La résistance ouverte a été brisée, mais il subsiste une certaine effervescence, une certaine opposition au régime. J'ai ici la lettre que le chef d'un village situé près de la ville de Konya (à 260 km d'Istanbul) a envoyée à la revue *Arayis*. En traduction approximative, cela donne : « Ne servez pas les intérêts des riches. Il faut donner plus de place aux gens de la campagne et à leurs problèmes, eux qui ne peuvent obtenir de crédits, qui n'ont pas de lits d'hôpitaux et qui n'ont aucune chance de trouver un travail. » Cette lettre a été écrite tout récemment. En osant écrire une lettre de ce type, ce chef de village a pris des risques énormes.

— Les récriminations contenues dans cette lettre nous ramènent aux buts poursuivis par la junte militaire. Quelle politique économique a été mise en œuvre et quels résultats ont-ils pu être enregistrés jusqu'à présent ?

— Après la « lutte contre le terrorisme », le second objectif de la junte a été

de réorienter massivement l'économie du pays vers l'exportation. Les statistiques officielles, pour les neuf premiers mois de 1980, ont relevé un accroissement des exportations de 500 millions de dollars par rapport à la même période en 1979, atteignant un total de 2,25 milliards de dollars. En 1981, elles ont continué à progresser, atteignant presque 3,5 milliards. Ces derniers mois, les journaux ont présenté cette augmentation comme un grand succès.

Cependant, si l'on compare le total des exportations avec celui des importations, on verra que ces dernières ont aussi brutalement augmenté. Leur total est passé de 5,2 milliards, en 1980, à 7,1 milliards. Le déficit du commerce extérieur est passé de 2,3 milliards en 1979 à 3 milliards en 1980 et à 3,6 milliards en 1981.

Ces chiffres donnent une idée du prétendu « rétablissement » de la situation économique. C'est encore plus clair quand on voit que l'augmentation des exportations a été, en 1981, de 48 % supérieure à celle des importations et que — malgré cela — le déficit extérieur s'est accru.

A l'évidence, l'augmentation des exportations a été obtenue par une réduction des prix. La presse économique turque se plaint de ce que les marchandises exportées sont souvent vendues à perte. Les profits commerciaux sont cependant soutenus par des subventions de l'Etat. C'est une politique qui a déjà été pratiquée au cours des années 50.

Il est également intéressant de considérer la structure des importations, dans la mesure où il est dit partout que la production industrielle turque s'est développée. 91 % des importations sont constituées de matières premières et de produits semi-manufacturés. Cette proportion est demeurée stable depuis longtemps. La Turquie serait-elle donc devenue un pays importateur de matières premières pour les transformer en produits industriels ? La vérité, c'est que l'industrie turque est concentrée dans la transformation, et en particulier dans la transformation manufacturière légère. Ainsi, des containers en plastique sont-ils fabriqués à partir de matières premières importées, avec des ma-

20 000 contre la dictature turque en RFA (DR)



PARTIS ET SYNDICATS EN TURQUIE

— *Parti de la justice (PJ)* : formation réactionnaire écartée du pouvoir lors du coup d'Etat de septembre 1980. Traditionnellement considéré comme le parti des propriétaires terriens et des commerçants et comme la formation politique favorite des Etats-Unis.

— *Parti républicain du peuple (PRP)* : parti bourgeois lié à l'Internationale socialiste. Il se veut l'héritier du fondateur de la République turque en 1923, Mustafa Kemal « Ataturk ». Il a, lors de ses différents passages au pouvoir, bénéficié du soutien du grand capital industriel et bancaire.

— *Parti d'action nationaliste (PAN)* : organisation fasciste de l'ex-colonel Alpaslan Türkeş, principale responsable de la violence politique avant le putsch. Il a longtemps participé au gouvernement aux côtés de la justice.

— *DISK (Confédération des syndicats ouvriers progressistes)* : centrale la plus « à gauche », dirigée par des membres du Parti républicain du peuple. Co-existaient en son sein tous les courants de la gauche et de l'extrême gauche. Elle regroupait quelque 600 000 adhérents.

— *Türk-Is* : premier syndicat ayant existé en Turquie, avec l'aide des syndicats américains. Avec un million d'adhérents (principalement dans le secteur d'Etat), c'est aujourd'hui la seule confédération autorisée et son secrétaire général est l'actuel ministre de la Sécurité sociale. Sa direction est composée de membres des deux principaux partis bourgeois, le Parti de la Justice et le Parti républicain du peuple.

chines importées et des produits chimiques importés. C'est également vrai pour les engrais, qui est un secteur très important, alors que les produits de base pourraient parfaitement être obtenus dans le pays même. C'est ainsi que la dépendance envers l'Occident s'est encore aggravée.

— Ainsi, la conception économique générale ne diffère pas de celle préconisée par Suleyman Demirel et le Parti de la justice (PJ) à partir du 25 novembre 1979. Ils l'appliquent seulement avec plus d'énergie ...

— Ce qui a changé, c'est l'orientation du flux des exportations. Un pourcentage croissant va vers le Proche et le Moyen-Orient, vers les pays d'où la Turquie importe son pétrole (Libye, Irak, Iran, Arabie Saoudite), alors qu'en 1979, 49 % de

2. Les Kurdes sont environ 10 millions en Turquie, soit près de 30 % de la population totale du pays.

3. La confédération syndicale Türk-Is, liée à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), reçoit depuis de nombreuses années l'appui de l'AFL-CIO nord-américaine, qui lui forme ses cadres aux Etats-Unis mêmes.

4. Mustafa Kemal « Ataturk » (père des Turcs), ancien général des armées du sultan, prit en 1919 la direction du mouvement d'opposition à l'occupation de l'Anatolie par les troupes grecques, qui déboucha sur la guerre d'Indépendance (1919-1923). La construction de l'Etat bourgeois turc moderne se fera sous la dictature du Parti républicain du peuple (PRP), parti unique créé par Mustafa Kemal, mélange de populisme et de chauvinisme exacerbé.

toutes les exportations se faisaient encore vers le Marché commun européen.

En novembre 1981, le ministre de l'Economie, Turgut Ozal, a pu affirmer que 44 % des exportations allaient vers les pays arabes. Cependant, toute notre expérience montre que la politique économique de la junte ne conduit pas le pays vers une rupture avec la dépendance.

La combinaison de modes de production pré-capitalistes et semi-capitalistes avec une industrie capitaliste avancée, qui n'est qu'un appendice de l'industrie et pour les marchés des pays capitalistes dominants, reste un obstacle insurmontable au développement du pays.

La junte n'a pas avancé de programme de réforme agraire. Les paysans en tant que tels n'ont rien tiré du putsch. Les salaires des ouvriers ont été réduits et bloqués. La charge des dépenses militaires s'accroît. Dans ces conditions, comment pourrait-il y avoir une croissance économique susceptible de surmonter la misère la plus dramatique ? Le cercle vicieux est complet.

— Peux-tu donner des exemples concrets à ce sujet ?

— Prenons l'agriculture : elle produit les deux tiers des exportations. Les quelque 46 millions d'habitants du pays sont nourris sans danger immédiat de famine. Pour l'avenir, je pense pourtant que la situation dans l'agriculture constitue l'un des plus grands dangers d'effondrement économique. Par exemple, les entreprises de production d'engrais ont augmenté leurs capacités de 40 %. Mais, comme les prix des engrais ont augmenté de plus de 100 % au cours de ces deux dernières années, l'utilisation des fertilisants a chuté de 50 %. Le prix des insecticides est monté de 50 % et leur consommation a chuté de 30 %. Le prix de la nourriture pour l'élevage a augmenté de 600 %. Le résultat, c'est que 60 % des élevages industriels de poulets ont fait faillite. En 1969, un tracteur coûtait 500 000 livres turques (5). Le prix est aujourd'hui de 1 500 000 livres. Le résultat, c'est qu'il y a pour une valeur de 5 milliards de livres turques de machines agricoles inutilisées qui restent dans les parcs à véhicules de l'Institut de développement agricole.

La junte prétend qu'elle favorise le développement de la classe moyenne. En fait, la libération des taux d'intérêts en juin 1980 a provoqué une expropriation accélérée des petits possédants. Les taux d'intérêt ont fait un bond de 12 à 70 % et des banquiers pirates proposaient même jusqu'à 140 %.

Un tas de petits propriétaires, mais aussi d'officiers de l'armée et de membres des professions libérales ont vendu leurs modestes avoirs dans l'espoir de tirer quelque profit de ces forts taux d'intérêt. Environ 140 000 milliards de livres ont été déposées, dont une part non négligeable venait des travailleurs turcs émigrés à l'étranger. Quantité de fonctionnaires



Arrestation des dirigeants du syndicat Disk. (DR)

civils à la retraite ont placé leurs chèques de pension auprès des banquiers. Un nombre croissant de ces banquiers font banqueroute ou disparaissent purement et simplement. Près de 25 milliards de livres ont déjà disparu dans la poche de ce type d'escrocs.

La situation matérielle des ouvriers est encore pire. Les salaires mensuels vont de 10 000 à 20 000 livres. On ne peut pas louer le moindre logement pour moins de 8 000 à 10 000 livres par mois. Un kilo de café coûte 1 000 livres et un kilo de beurre 500.

— Dans les premières semaines et les premiers mois qui ont suivi le coup d'Etat, les gouvernements européens et l'OTAN ont fourni une couverture politique à la dictature en prétendant qu'elle constituait une précondition nécessaire à un retour à la démocratie. Ils soutiennent encore les généraux et les tertionnaires. En même temps que le récent flot de larves de crocodiles sur le sort des travailleurs polonais, on ne parle plus de retour à la démocratie en Turquie. La junte a-t-elle été capable de gagner une quelconque crédibilité auprès de la population avec ses « plans de démocratisation » ?

— La convocation d'une Assemblée « consultative » dont les membres sont désignés a eu un certain impact, parce que les intellectuels kémalistes libéraux — y compris certains cercles du PRP — y jouent un rôle et développent une discussion autour de ça. L'Assemblée a déclaré qu'elle consulterait « les groupes et organisations sociales » afin de mettre sur pied une nouvelle Constitution. Ce processus est encore en cours ...

Des représentants des partis bourgeois interdits, qui ne seront pas consultés, ont élevé des protestations, mais

seulement parce qu'ils disent qu'il n'y aura pas de démocratie aussi longtemps qu'ils ne seront pas eux-mêmes consultés.

Vers la fin de 1982, un référendum est sensé avoir lieu sur la Constitution et, ensuite, il y aurait des élections à un nouveau Parlement. Mais avant que tout cela n'ait lieu, toutes les lois importantes, les nouvelles législations sur l'activité des partis, sur les syndicats, sur les élections et le Parlement, etc., seront décrétées unilatéralement par la junte. Nous avons déjà assisté à ce genre de tricherie dans d'autres parties du monde.

— Quelles possibilités vois-tu pour la résistance ?

— Malgré la torture et des conditions de détention indescriptibles, les prisons sont aujourd'hui des centres de résistance. L'avant-garde du mouvement ouvrier qui y est enfermée s'efforce de se préparer politiquement dans la perspective de nouvelles explosions de classe. Pour ces militants, la solidarité internationale est tout à fait décisive.

En dehors des prisons, toutes les formes de lutte, légales ou illégales, d'une quelconque efficacité, doivent être prises en considération. Il est décisif d'exploiter systématiquement toutes les possibilités qui demeurent dans les syndicats. La masse des anciens adhérents de la DISK, privés de leur direction, sont supposés être passés au syndicat Türk-Is. Nous devons utiliser les plus petites ouvertures pour développer un travail révolutionnaire à ce niveau. ■

Propos recueillis par « WAS TUN »
numéro 325, Francfort, 28 janvier 1982.

5. Un franc français (FF) vaut actuellement 24 livres turques, soit 2 400 kurus.

La campagne internationale pour le droit des femmes à disposer de leur corps

Leonora LLOYD

Dans les pays occidentaux, la campagne pour le droit à l'avortement a constitué l'axe principal de la campagne pour la libération des femmes depuis plusieurs années. Lorsqu'il a été mis en évidence que les nouveaux contraceptifs, d'une haute technicité, n'étaient peut-être pas aussi efficaces ni aussi inoffensifs que leurs fabricants auraient voulu le faire croire, l'avortement est apparu comme demeurant un important garde-fou.

Dans ce domaine également, les développements technologiques ont été importants. De nouvelles méthodes, plus simples, d'avortement ont été mises au point, rendant les avortements précoces moins dangereux que certaines grossesses menées à terme. Dans les pays où l'avortement demeure illégal, les femmes ont appris à le pratiquer elles-mêmes, tout en continuant à mener la campagne pour faire changer la législation en la matière. Dans certains pays, comme l'Italie, le mouvement s'est divisé entre ceux et celles qui estimaient que la légalisation de l'avortement était la question clé (le Parti radical - PR -, qui voulait se gagner le vote des femmes, était dans ce cas), et ceux et celles qui ne croyaient pas que les médecins accepteraient de pratiquer des avortements, même légalement.

Nombreux étaient les gens qui pensaient qu'avec le développement de méthodes de contraception plus efficaces, la nécessité de l'avortement deviendrait moins importante, et cela posait problème. Mais, en Grande-Bretagne par exemple, on a calculé que le nombre d'avortements pratiqués légalement, après la loi de 1967 en faveur de l'avortement, était de 100 000 par an, soit à peu près le même que le nombre estimé d'avortements clandestins avant le vote de la loi, la mortalité concernant des femmes mariées.

Il en a résulté qu'un moins grand nombre d'enfants ont été proposés pour être adoptés et qu'il y a eu moins de mariages « obligés » (ceux qui sont suivis d'une naissance dans les sept mois, ou même moins). Mais le nombre d'enfants nés de femmes non mariées n'a guère évolué. En d'autres termes, les femmes ont eu des enfants parce qu'elles le voulaient, et ce indépendamment de leur statut matrimonial.

C'est justement la crainte que les choses en arrivent vraiment là qui pousse les forces hostiles à l'avortement à une activité frénétique. Pour ces forces, les

enfants sont ou bien les éléments qui font une famille vraiment heureuse, ou bien le juste châtement de rapports sexuels illicites. L'idée qu'une femme puisse choisir d'avoir un enfant ou pas, et que ce ne soit là qu'un des choix parmi ceux qu'elle peut faire dans sa vie — au lieu de considérer la maternité comme son seul vrai destin — a conduit les tenants de « Laissez-les-vivre » à organiser une campagne internationale systématique et grassement financée. Il s'agit-là d'un thème qui voit se rassembler les intégristes religieux de diverses religions et la droite laïque. Ils utilisent, entre autres tactiques, la diffusion d'un matériel mensonger et souvent effrayant, destiné surtout aux personnes jeunes et impressionnables. Malgré le fait que, dans les pays où le sujet est ouvertement débattu, la majorité des gens se déclare pour le droit à l'avortement, sous une forme ou une autre (en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord, entre 9 et 10 % des personnes interrogées voudraient que l'avortement soit illégal dans tous les cas), on assiste à toutes sortes de tentatives de recours à la législation pour imposer la volonté de la minorité à la majorité. L'ironie veut que beaucoup de femmes qui font campagne publiquement contre l'avortement, choisissent cette solution lorsque la question se pose à elles personnellement, avec les conséquences qui en découlent en termes de problèmes psychiques supplémentaires.

Dans des pays comme les Etats-Unis ou la République d'Irlande, qui ont une Constitution écrite, on voit des gens s'efforcer d'obtenir la reconnaissance du fœtus en tant que personnalité juridique autonome, avec les mêmes droits que les autres « citoyens », dès l'instant de sa conception... On peut se poser la question de savoir comment mettre en pratique de telles lois, mais il est probable que leur adoption impliquerait, pour commencer, l'interdiction des contraceptifs intra-utérins (stérilet). Comment empêcher les avortements qui se produisent spontanément, dans une proportion estimée entre 40 et 70 %, constitue une autre question. Une enquête judiciaire approfondie serait-elle exigée pour chacun d'eux ?

L'hystérie des partisans de la promulgation de telles lois provient de ce qu'ils estiment que tous les maux du monde sont imputables à la « décadence de la famille » symbolisée par l'effort des femmes pour conquérir leur indépendance, pour sortir travailler, au lieu de rester à la maison pour être là quand les enfants ren-

trent de l'école. Les femmes vont même jusqu'à oser mettre en question le fait que leur destin soit déterminé biologiquement. Et figurez-vous que des hommes essaient de les remettre à leur juste place ! Soutenus par l'organisation anti-avortement dénommée Société pour la protection des enfants non nés (SPUC), certains aspirants à la paternité de Grande-Bretagne et de Nouvelle-Zélande ont essayé, sans succès jusqu'à présent, d'avoir recours aux tribunaux pour empêcher des femmes d'obtenir un avortement.

L'avortement n'est qu'une des solutions qui se présentent aux femmes qui luttent pour le contrôle de leur fécondité. Les militantes de la Campagne internationale contraception, avortement, stérilisation - Les femmes décident (ICASC) (1) sont bien conscientes que le fait de se concentrer seulement sur l'avortement revient à négliger les problèmes qui se posent aux femmes du Tiers Monde et qui vont de l'inexistence des soins de maternité à la stérilisation forcée. Cependant, en Amérique latine par exemple, l'avortement clandestin est toujours la deuxième ou troisième cause de mortalité des femmes en âge d'avoir des enfants, et ce dans la plupart des pays. Mais ces femmes ne peuvent pas non plus avoir accès à une contraception sûre. Au lieu de cela, elles sont souvent utilisées comme cobayes pour tester de nouvelles méthodes de contrôle des naissances, qui sont destinées à être utilisées par les femmes des pays industrialisés si les tests s'avèrent positifs, et surtout si le profit paraît prometteur.

Dans d'autres pays, comme l'Afrique du Sud, la stérilisation et la contraception à long terme, par des piqûres de Depo-Provera, sont délibérément utilisées dans un but de génocide de certaines populations noires. Dans le même temps où il exhorte la population blanche à se multiplier (et, incidemment, lui dénie tout droit à l'avortement), le gouvernement raciste de Pretoria déclare que le pays est « surpeuplé ».

Le déni de tout droit de contrôle sur la reproduction est considéré comme un objectif de la droite. Mais nous devons analyser plus attentivement les diverses motivations de cette droite. Ainsi, l'Eglise

1. International Contraception, Abortion, Sterilization Campaign — Women Decide (Campagne internationale contraception, avortement, stérilisation — Les femmes décident) : ICASC, 374, Grays Inn Road, London WC1, Grande-Bretagne.



Manifestation de femmes en Belgique. (DR)

catholique se cramponne-t-elle à son dogme, même après que les électeurs — lors du référendum sur l'avortement (2) — aient porté au pape Jean-Paul II un coup plus mortel que celui qui se voulait son assassin quelques jours auparavant, et en dépit de la campagne qui a été montée pour prétendre que cet attentat aurait été inspiré par les partisans de l'avortement. Mais, dans le même temps, les gouvernements réactionnaires d'Amérique latine — grands défenseurs de l'Occident chrétien — autorisent des organismes de « contrôle démographique » comme la Fédération internationale pour la planification de la famille (IPPF), à développer des programmes de recherches de ce type sur leur territoire. L'IPPF a cependant une politique déclarée de neutralité au regard de tout changement dans la législation dans ce domaine dans les pays où elle est invitée à travailler, c'est-à-dire qu'elle ne cherche pas à obtenir la légalisation de l'avortement.

Les motivations de tous ces gouvernements, comme celui de la Turquie sous la botte militaire, qui se posent le problème de la légalisation de l'avortement, n'ont rien à voir avec le mouvement des femmes. Ils sont avant tout préoccupés par les coûts supportés par leur système de santé du fait des avortements clandestins, par leur propagande sur la « surpopulation » dans une période de chômage croissant, et par la pression internationale des instituts démographiques. Les droits de la femme viennent tout en bas de la liste de leurs préoccupations sauf, peut-être, dans leurs déclarations publiques ...

Plusieurs pays européens, comme la Belgique et l'Etat espagnol, ont dû suspendre ou reporter des procès de femmes et d'avorteurs du fait de la pression de l'opinion publique et internationale. Mais de telles victoires sont, dans le meilleur des cas, très fragiles. En témoignent les expériences des pays où des législations plus libérales sont en vigueur. En Grande-Bretagne comme en Amérique du Nord, les adversaires de l'avortement continuent inlassablement leur campagne, et même dans des pays comme la Suède, qui a une très longue histoire de législation relativement libérale, les adversaires

de l'avortement relèvent la tête, ce qui a obligé le mouvement du libre choix pour les femmes à se lancer dans une vigoureuse contre-campagne pour préserver ses acquis.

La campagne pour le contrôle de la fécondité est l'une des rares, sinon la seule campagne à être effectivement menée à l'échelle internationale. Il ne s'agit pas seulement d'une campagne organisée par des gens de bonne volonté en Occident pour envoyer des messages de réconfort à nos pauvres sœurs du Tiers Monde. Elle est également menée dans plusieurs pays parmi les plus déshérités, où elle est — comme ailleurs — organisée par des femmes pour des femmes, combattant pour les besoins tels qu'elles les ressentent elles-mêmes, mais prêtes aussi à apporter leur soutien aux autres femmes, à celles qui mènent les mêmes luttes ailleurs. Dans la mesure où elle a été lancée, en tant que véritable campagne internationale, dans les pays occidentaux, il faut s'efforcer de « désoccidentaliser » cette campagne.

En pratique, cela veut dire que même si, dans l'avenir immédiat, l'accent doit encore être mis sur l'avortement, les autres possibilités de contrôle des naissances doivent être popularisées en permanence. Cela signifie s'attaquer aux trusts pharmaceutiques, aux instituts internationaux de contrôle démographique, se tourner vers des pays comme la Chine où il existe une pression pour empêcher les femmes d'avoir des enfants ou vers les pays de l'Europe de l'Ouest qui se préoccupent de la chute de leur taux de natalité. C'est un combat dont l'issue concerne toutes les femmes, partout dans le monde, et qui est fondamental pour la vie quotidienne des gens. Les révolutionnaires ne peuvent ni ne doivent le négliger. ■

Leonora LLOYD
membre du Comité de coordination
de l'ICASC,
Londres, 5 mars 1982.

2. Anna Libera, « Italie : Deux référendums contre l'avortement », *Inprecor*, numéro 101, du 13 mai 1981.



librairie diffusion

LA BRECHE

Horaires d'ouverture :

- le lundi de 14 h à 20 h
- du mardi au samedi de 12 h à 20 h

9, rue de Tunis,

75011, PARIS. Tél : 367 63 57

Le labyrinthe colombien

Face à la crise du bipartisme, la gauche présente
une candidature unitaire aux présidentielles de mai 1982

Angel MUNOZ

Le 14 mars se tiennent en Colombie les élections générales et locales. Ensuite, dans les premiers jours de mai, auront lieu les élections présidentielles. Ce processus électoral coïncide avec une très grave crise de la société colombienne dans son ensemble. A droite comme à gauche, on produit des scissions, des regroupements, des essais. Mais, tandis que la droite ne peut que jouer de formules usées qui se différencient à peine les unes des autres sur la manière d'aggraver une répression déjà très dure, à gauche, on commence à percevoir une petite — et toujours faible — lueur au bout du tunnel.

La Colombie, quatrième puissance économique d'Amérique latine, traverse une grave crise économique. Le produit intérieur brut (PIB) a connu une « croissance nulle » en 1981 ; 10 % de la population active est au chômage tandis que la majorité est sous-employée. Pour avoir une idée des secteurs productifs, il faut noter que le trafic de drogue est désigné sous le nom de « capitalisme émergent ». L'an passé, la valeur de ses exportations dans les autres pays du continent américain s'est probablement élevée à 2 milliards de dollars, soit à peine moins que les exportations de café (2,5 milliards de dollars). Par ailleurs, la Colombie est l'un des endroits privilégiés de cette région du monde pour l'activité des multinationales impérialistes, surtout dans le secteur de l'énergie (charbon, secteur hydro-électrique, pétrole). De plus, tant la bourgeoisie colombienne que le gouvernement soutiennent à fond les plans contre-révolutionnaires de Ronald Reagan, spécialement en ce qui concerne l'Amérique centrale et la Caraïbe.

CRISE ECONOMIQUE ET POLITIQUE

La crise économique se combine aussi avec la crise du régime politique bipartite. Il est significatif que le candidat ultra-réactionnaire du Parti conservateur, Belisario Betancourt, essaye de se présenter comme un « candidat national » par-dessus son propre parti. Il est aussi significatif que le Parti libéral, majoritaire dans le pays, risque de perdre les élections parce qu'il présente deux candidats — Alfonso Lopez Michelsen (le candidat officiel) et Luis Carlos Galan (le « dissident ») — qui sont plus l'expression d'une guerre de clans que de réelles divergences programmatiques. En tout cas, un aspect de ces différences est intéressant : Luis

Carlos Galan tente d'apparaître comme un « populiste nationaliste », bien qu'il se garde de proposer une seule mesure pratique qui puisse léser quelque intérêt impérialiste dans le pays ; Alfonso Lopez Michelsen, lui, promet l'adhésion de son parti à l'Internationale socialiste qui, une fois de plus, assume son rôle d'hospice pour vieux partis bourgeois latino-américains cherchant désespérément à récupérer une base de masse dans le mouvement ouvrier. Il existe donc un point d'accord entre les deux candidats libéraux : le Parti libéral a besoin d'une opération de chirurgie plastique pour pouvoir subsister. Mais ces manœuvres ne peuvent garantir un succès durable : les aspirations du peuple colombien empruntent d'autres chemins.

Le Parti communiste colombien (PCC) est toujours largement majoritaire dans la gauche. Il contrôle la Confédération syndicale des travailleurs de Colombie (CSTC), troisième centrale du pays avec plus de 130 000 adhérents. Il est lié aux FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) qui disposent d'une importante base paysanne. Le PCC joue habilement de cette relation avec la guérilla pour donner une apparence de gauche à une politique tout à fait réformiste. Mais le PCC est un parti socialement isolé ; le nombre de ses voix aux élections (environ 90 000) est pratiquement équivalent au nombre de ses mili-

tants et sympathisants organisés. Il est totalement improbable que ce parti puisse recueillir sur son nom l'aspiration massive des travailleurs colombiens à l'indépendance politique.

Pendant un certain temps, le groupe guérillero M-19 (Mouvement du 19 avril) possédait une profonde sympathie populaire, y compris à l'intérieur du mouvement ouvrier, apparaissant à certains moments comme une alternative révolutionnaire possible au réformisme. Le temps passant, le M-19 s'est trouvé enfermé dans une guerre privée avec l'armée et les organisations paramilitaires. Sa logique militariste l'a conduit à s'orienter plus en fonction de ses propres nécessités que selon celles du mouvement ouvrier. Un exemple caractéristique nous est fourni par son orientation actuelle, celle du boycott des élections s'il n'y a pas d'amnistie. Le M-19 a ainsi dilapidé la majeure partie du capital politique qu'il avait obtenu au cours des premiers temps de son existence.

LA RECHERCHE D'UNE ALTERNATIVE

Alors, d'où peut bien surgir l'alternative ? Le mouvement ouvrier, la gauche révolutionnaire la recherchent en suivant des voies qui doivent pouvoir converger.

Cortège du PSR lors d'un meeting électoral à Cali, en février 1982. (DR)



D'un côté, il existe un renforcement du syndicalisme « lutte de classe », radical dans les luttes mais encore confus sur le plan politique. Cet élément est sans aucun doute le ferment indispensable pour la création d'un parti ouvrier de masse.

D'un autre côté, un processus de clarification et d'évolution se déroule dans la gauche. Le mouvement FIRMES, qui regroupe un secteur hétérogène, dans sa majorité intellectuel, où coexistent des démocrates, des social-démocrates, des socialistes..., connaît une crise dont il sortira difficilement indemne après les élections. Le projet de Gerardo Molina de construire un « parti socialiste » est intéressant, mais il apparaît encore comme politiquement confus. En outre, la participation de Gerardo Molina aux élections générales, comme candidat au Sénat sur les listes conduites par le PCC — qui est évidemment le principal adversaire de ce « parti socialiste » —, va probablement sérieusement compromettre ce projet. Du reste, des conflits ont déjà éclaté avec d'autres secteurs du FIRMES. Le résultat électoral du 14 mars et la campagne pour l'élection présidentielle qui suivra vont déterminer le résultat de ces dissensions.

La crise du MOIR (Mouvement ouvrier indépendant et révolutionnaire) — principale organisation politique à la gauche du PCC ces dernières années —, qui a débouché sur la création du PTC (Parti du travail de Colombie), est l'un des traits positifs de la recomposition de la gauche. En rompant avec le sectarisme et le dogmatisme maoïste du MOIR, le PTC s'oriente sérieusement vers une politique

de convergence avec d'autres organisations révolutionnaires, en particulier avec le Parti socialiste des travailleurs (PSR).

Enfin, à l'intérieur des organisations qui se réclament du trotskysme, il faut signaler le processus de décomposition dans lequel est entré le Parti socialiste des travailleurs (PST, lié au courant moréniste), provoqué par l'aventurisme national et international de son *caudillo* (petit chef). Appliquant au pied de la lettre la dernière invention moréniste — (« *Nous autres, nous appartenons au bloc révolutionnaire, avec les groupes, sectes ou partis ultragauchistes et aventuristes* », Lettre ouverte de Nahuel Moreno au Comité central du POSI, 13 octobre 1981) —, le PST a tenté de « faire bloc » avec les courants les plus sectaires du maoïsme, c'est-à-dire de s'y adapter. Sa tactique électorale consistait à « ne pas faire campagne, à ne pas présenter de candidats, à ne pas donner de consignes de vote, à déclarer ce point comme étant de moindre importance et à se déclarer en faveur de l'abstention ». (« Documento electoral » du PST du 2 décembre 1981). Le journal du PST, *El Socialista*, a disparu. A sa place est publiée une sorte de journal syndical appelé *Indépendance ouvrière* qui défend par exemple la construction d'une cinquième centrale syndicale en Colombie. Tous ces efforts d'adaptation ont échoué : les « alliés » maoïstes ne veulent pas d'un bloc avec ce qui reste du PST. La catastrophe prévisible s'est produite. Une partie des militants qui ont abandonné le PST s'est regroupée derrière un projet de « Convergence socialiste » basée sur une plate-

forme « lutte de classe ». C'est un courant auquel on doit prêter attention.

A la vue de ce schéma d'ensemble de la situation colombienne, on peut comprendre la difficulté du travail du Parti socialiste révolutionnaire, section colombienne de la IVe Internationale, et des problèmes graves et urgents qui se posent aux révolutionnaires colombiens. Nos camarades doivent développer au maximum le mouvement de lutte démocratique et combattre en son sein pour qu'il soit dirigé par le mouvement ouvrier. Ils doivent être à la tête du syndicalisme « lutte de classe » et lui donner une orientation d'unification syndicale. Ils doivent intervenir sur les terrains où se fait jour l'aspiration à la création d'un parti socialiste indépendant de la bourgeoisie, et qui représente une alternative au PCC, un parti socialiste qui recherche à la fois la convergence dans l'action et l'accord politique avec des secteurs révolutionnaires. Le PSR, qui est un parti encore très jeune, a démontré sa capacité à surmonter des situations difficiles, ainsi que ses possibilités d'initiative politique, surtout dans la lutte démocratique, de même que sa volonté de se lier aux processus réels en cours et aux expériences concrètes des travailleurs et du peuple colombien. Maintenant, il a devant lui la tâche difficile de se renforcer politiquement et organisationnellement, de manière à pouvoir trouver la sortie du labyrinthe colombien. ■

Angel MUNOZ,
9 mars 1982.

Extraits de la plate-forme électorale de l'"Unidad Democratica"

La longueur de cette plate-forme nous contraint à la résumer. Il convient de signaler que la version rendue publique a été « trafiquée » par le Parti communiste colombien (PCC), qui en a éliminé des amendements importants proposés par le PSR et approuvés par la Convention de novembre 1981. La plate-forme originale comprend les cinq points suivants :

— Le premier, « *Les droits démocratiques et l'amnistie* », demande la levée de l'état de siège en vigueur depuis des décennies, l'abolition du Statut de sécurité, l'amnistie générale et sans conditions, la dissolution des organismes secrets répressifs et paramilitaires. En ce qui concerne les droits et revendications du mouvement ouvrier, il avance la nécessité de la lutte pour une réforme démocratique de la législation du travail, pour la hausse générale des salaires des travailleurs de la ville et de la campagne, pour l'appui aux luttes ouvrières et à la

« plate-forme unitaire » présentée par le syndicalisme « lutte de classe ».

— Le second point, « *La nationalisation des ressources naturelles et des monopoles* », dénonce la politique économique du gouvernement et demande l'annulation des concessions accordées aux entreprises impérialistes ainsi que la nationalisation de tous les monopoles nationaux et étrangers.

— Le troisième point, « *La réforme agraire et urbaine* », projette la confiscation des *latifundios* et la remise de la terre aux paysans, la défense des droits des indigènes sur leur terre, à leur culture et à leurs formes d'organisation, la réforme urbaine, la baisse du prix des services publics.

— Le quatrième point, « *La culture, les droits de la jeunesse et les femmes* », propose la démocratisation de la culture, le renforcement de l'instruction publique et sa nationalisation, l'appui aux luttes des étudiants et des enseignants. Il

réclame aussi l'égalité des droits pour les femmes et les jeunes.

— Le cinquième point, « *Une politique internationale indépendante* », revendique la conquête et la préservation de la souveraineté nationale, l'appui à la lutte de la classe ouvrière et des peuples du monde pour la révolution, pour la démocratie, pour la paix, pour la libération nationale et le socialisme. Il apporte son soutien aux droits du peuple palestinien comme aux luttes des peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe contre les dictatures et l'intervention nord-américaine.

La plate-forme se termine en affirmant que son objectif est de rechercher l'unité et la mobilisation du peuple travailleur, et que l'accomplissement des principaux objectifs de la plate-forme nécessite l'instauration d'un pouvoir politique des masses travailleuses et populaires.

Gerardo Molina, candidat de la gauche aux élections présidentielles

Angel MUNOZ : — A diverses occasions, vous avez expliqué que l'activité politique doit se baser sur les contradictions fondamentales de la société, en particulier celle qui oppose les pauvres et les riches. Pourquoi croyez-vous que votre candidature est la seule qui défende les pauvres ?

Gerardo MOLINA : — La Colombie est l'un des pays du monde où les inégalités sont les plus fortes. Avec le développement économique de ces dernières années, la richesse s'est concentrée dans les mains de quelques groupes qui représentent une minorité très réduite, tandis qu'une immense masse sociale, c'est-à-dire plus du 80 % de la population, vit dans des conditions extrêmement difficiles. Ainsi, le problème le plus dramatique du moment en Colombie est celui de la faim. Tant qu'il y aura la faim, il n'y aura pas de paix ni même une véritable démocratie. Voilà qui désigne l'objectif central des pauvres en Colombie, qui est aussi celui de ma campagne.

— Tout le monde dit vouloir la paix en Colombie, tous les candidats se présentent comme les champions de la paix. Croyez-vous qu'une lutte commune des riches et des pauvres pour la paix est possible ?

— La paix des riches vise seulement à éviter les désordres dans le pays, sur la base du maintien de l'« ordre » politique et social actuel. La paix que nous souhaitons pour le pays suppose au contraire le changement du système économique dominant. C'est pourquoi nous affirmons que la lutte pour la paix sera un long processus, dont l'objectif doit être l'implantation dans le pays d'un socialisme adapté aux conditions de la Colombie. Nous ne nous satisfaisons en aucune manière de la paix que peut décréter le gouvernement, qui ne peut être que faible et précaire.

— Pour des milliers de travailleurs colombiens, vous apparaissez comme un candidat indépendant des candidatures officielles, bourgeoises. Quelle est votre position au sujet de ces candidatures-là ?

— Je les vois comme elles sont : des candidatures qui, avec quelques nuances entre elles, servent à maintenir l'ordre en vigueur. Par exemple, Luis Carlos Galan représente un léger mieux par rapport à Belisario Betancourt et à Lopez Michelsen, en particulier lorsqu'il avance la nécessité de lutter contre la corruption ou propose le plein rétablissement des libertés démocratiques. Mais, comme les deux autres candidats, Luis Carlos Galan ne défend nullement un véritable changement

social. Ma candidature est l'unique candidature indépendante, parce que c'est la seule qui n'accepte pas le *statu quo* social et politique actuel.

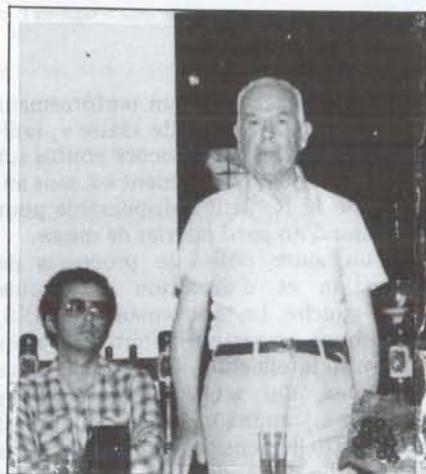
— En plus d'être candidat à la présidence, vous êtes un dirigeant du mouvement FIRMES. Que pensez-vous de la fonction présente et de l'avenir de ce mouvement en Colombie ?

— Jusqu'à maintenant, il a réalisé son objectif principal et premier, c'est-à-dire de servir de catalyseur à l'union de la gauche. Les résultats que nous nous proposons d'obtenir en créant FIRMES en 1978 commencent à apparaître : pour la première fois, la gauche colombienne se présente unie aux élections. Rappelez-vous d'il y a quatre ans, lorsqu'il y avait quatre candidats de gauche aux élections présidentielles. Maintenant, FIRMES s'est fixé un second objectif, de plus grande envergure, qui consiste en la création d'un parti socialiste.

— Nous allons essayer de mieux préciser cette dernière question. Au cours des derniers mois, vous vous êtes référés à de nombreuses reprises à la nécessité de construire un « parti socialiste ». Or, en Colombie existent plusieurs partis de gauche qui se réclament de la classe ouvrière. Pourquoi pensez-vous qu'il en manque un, et quelles seraient les caractéristiques de ce nouveau parti ?

— Je pars de la crise du système bipartite colombien. Aussi bien le Parti conservateur que le Parti libéral sont entrés dans un processus de décomposition, et je ne crois pas en l'avenir politique de ces partis. Bien sûr, le Parti libéral est encore un parti de masse, et la majorité du peuple colombien, par tradition ou par sentiment, s'affirme toujours « libérale ». Mais comme la structure de ce parti ne correspond déjà plus aux nécessités de ces masses, celles-ci se trouvent orphelines au plan politique. Il s'agit dès lors, en premier lieu, d'attirer ces masses abandonnées et, en second lieu, de rassembler le maximum de gens qui se déclarent « sans parti ».

Le PC, qui possède une vieille tradition, est suivi aujourd'hui par un secteur de la population mais, dans la gauche, il subsiste toujours un champ immense non couvert par ce parti. Nous autres, nous pensons qu'il existe les conditions nécessaires permettant la création d'un parti socialiste et démocratique, différent par conséquent du PC, et également complètement distinct de la social-démocratie. Nous aspirons à ce que FIRMES se convertisse en un parti politique qui comprenne non seulement ses adhérents ac-



Gerardo Molina. (DR)

tuels, mais aussi ceux qui militent dans d'autres organisations, notamment le PSR lui-même.

— Pourriez-vous nous citer quelques partis d'autres pays, qui puissent nous servir de point de référence, pour nous permettre de mieux comprendre la nature du parti que vous voulez construire ?

— Le plus proche, peut-être, est le MAS (Mouvement d'action socialiste) du Venezuela. En Europe, il n'y en a aucun qui corresponde de manière précise à notre projet. Nous pouvons avoir quelques points communs avec le Parti socialiste français qui, bien qu'il soit un parti social-démocrate, semble prendre sur certains points un virage à gauche. Si le processus français se radicalise, ce parti pourrait alors effectivement constituer une référence pour nous. Par contre, s'il stagne, il sera très différent de ce que nous voulons construire.

— Pour terminer, quelles expériences et quels événements ont-ils permis qu'un homme comme vous — professeur d'université et, durant de longues années, figure marquante du parti libéral —, évolue politiquement jusqu'au point d'en arriver à défendre aujourd'hui la nécessité de construire un parti socialiste ?

— En premier lieu, un sentiment de justice sociale qui s'est trouvé confronté aux inégalités de la société colombienne. Pendant longtemps, j'ai pensé que le parti libéral — qui, après une défaite de 45 ans a récupéré le pouvoir en 1930 en étant animé d'un profond esprit réformiste —, pourrait peut-être donner une réponse positive aux désirs des masses. Mais lorsque mon expérience me persuada que ce parti, qui se présentait comme « le parti du peuple », s'était converti en représentant de la bourgeoisie colombienne, je l'ai quitté et j'ai entrepris de travailler à la création d'un parti socialiste.

Les bases objectives pour former ce parti existent seulement aujourd'hui. Cela n'était pas le cas jusqu'à présent, parce que le Parti libéral apparaissait encore aux yeux des masses comme un parti « de gauche ». Mais maintenant, les masses rompent avec le libéralisme, et il existe un vide qu'il est nécessaire de remplir, sinon, ce sera l'anarchie. ■

Propos recueillis par Angel MUNOZ, Bogota, 24 février 1982.

Otto Nanez , secrétaire général du Parti du travail de Colombie

Angel MUNOZ : — Nous savons que le Parti du travail de Colombie (PTC) s'est constitué à partir d'une rupture au sein du Mouvement ouvrier indépendant révolutionnaire (MOIR), qui fut pendant longtemps la principale organisation colombienne sur la gauche du Parti communiste colombien (PCC). Quelles furent les causes de cette rupture ?

Otto NANEZ : — Le PTC s'est créé en octobre 1981, à la suite de la fusion d'un secteur qui s'était séparé du MOIR au début de cette année, avec les organisations « Causa comunista » et « Coriente de Integración Marxista ». Les trois organisations partagent l'orientation du « marxisme-léninisme-pensée "Mao Zedong" ».

Notre rupture avec le MOIR est l'aboutissement de plus de deux années d'une lutte interne très aiguë. Dans le domaine organisationnel, la lutte portait sur l'application du centralisme démocratique. En effet, la direction du MOIR, d'une manière antidémocratique, sectaire et dogmatique, empêchait l'expression au sein du parti de différents courants et idées, ce qui favorisa l'isolement et le caractère sectaire du parti. Dans le domaine politique, notre lutte visait à réaliser une politique d'alliances avec les secteurs révolutionnaires, ainsi qu'avec divers secteurs d'opposition au régime. Face au renforcement de la répression dans le pays, la direction du MOIR menait campagne non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre des organisations qui étaient elles-mêmes en butte à la répression. Dans le domaine idéologique, les différences étaient nombreuses, mais la plus importante fut peut-être la caractérisation que le MOIR donnait de l'URSS comme « ennemi principal », non seulement au plan mondial, mais également à l'intérieur de notre pays. Cela l'a conduit à adopter une attitude conciliatrice vis-à-vis des USA et, par conséquent, également envers les classes exploiteuses colombiennes, de même qu'à s'opposer aux révolutions nicaraguayenne et salvadorienne...

— Le PTC fait partie de la coalition Unité démocratique (UD). Pourquoi considères-tu que cette coalition est une réponse adéquate aux problèmes actuels de la Colombie ?

— En Colombie, depuis la fin des années 60, la gauche a évolué entre deux pôles, le PCC et le MOIR. Ce dernier a traditionnellement maintenu une position sectaire envers le PCC. Nous autres, nous considérons que le PCC — bien qu'il soit un ennemi dangereux, surtout à cause de ses relations avec l'URSS —, dispose d'une base ouvrière et paysanne, ce qui rend né-

cessaire de poser le problème de nos relations avec lui, y compris celui de l'unité d'action. Il faut éviter qu'il puisse monopoliser seul les sentiments anti-impérialistes de notre peuple et qu'il marginalise ainsi les forces révolutionnaires. Pour le PTC, l'accord Unité de la gauche démocratique (UID) réalisé dans la région de Bogota-Cundinamarca avec le Parti socialiste révolutionnaire (PSR) et le secteur du FIRMES que représente Carlos Bula, prend une importance particulière au cours de cette campagne électorale. Il manquait en Colombie une alternative révolutionnaire au PCC, et nous croyons que cette expérience unitaire et sa prolongation au-delà des élections constitue une importante contribution dans ce sens.

— Tu connais sans doute la proposition du candidat présidentiel Gerardo Molina de construire un « parti socialiste ». Crois-tu qu'il existe quelque rapport entre cette proposition et l'objectif que tu viens d'avancer, de construire une alternative révolutionnaire au PCC ?

— Nous autres, nous ne croyons pas que la proposition de Gerardo Molina puisse se réaliser à court terme, non seulement du fait de différences idéologiques, mais aussi pour des raisons de caractère pratique. En effet, le PCC, qui accroît son influence dans le secteur du FIRMES dirigé par Gerardo Molina, peut finir par saboter le projet.

— Il existe aujourd'hui une situation très difficile en Colombie : il y a des zones rurales du pays dans lesquelles se déroule une véritable guerre civile ; des rumeurs de coup d'Etat circulent ; la répression policière et para-policière est très dure, etc. Comment vois-tu l'avenir de la Colombie, au-delà de ces élections ?

— Depuis 1958, année où s'est constitué le prétendu Front national, avec l'accord du Parti libéral et du Parti conservateur pour se relayer au pouvoir, on peut dire que le pays est tombé aux mains du grand capital. Cette situation s'est encore accentuée avec le développement du trafic de la drogue, qui a drainé d'énormes masses de capitaux. Quatre groupes financiers contrôlent l'ensemble de l'économie nationale. L'agriculture est en faillite. L'émigration des masses paysannes vers les villes a produit une urbanisation accélérée ces dernières années, ainsi que l'apparition de ceintures de misère autour des grandes métropoles. Tout indique que la situation économique va continuer à se dégrader. Cela se reflète dans la crise des partis traditionnels, spécialement celle du Parti libéral, dont les deux frac-

tions représentent les réactions de divers secteurs de la bourgeoisie face à la crise. Cette division peut favoriser la victoire électorale du Parti conservateur, qui est actuellement minoritaire et dont la tradition ainsi que la politique actuelle sont extrêmement réactionnaires. Si le Parti libéral l'emporte, le festin du grand capital continuera, mais avec une orientation toujours plus réactionnaire et répressive, dans le cadre d'une démocratie bourgeoise purement formelle.

Par ailleurs, les masses colombiennes possèdent une solide tradition de lutte qui s'est particulièrement exprimée lors des *paros cívicos* (grèves nationales). La crise économique elle-même pousse la classe ouvrière au combat, tandis que les centrales syndicales « jaunes » entrent en crise. Si un coup d'Etat se produisait, il ne fait pas de doute que la flamme révolutionnaire prendrait dans les zones rurales et qu'il y aurait un développement de l'activité révolutionnaire dans tout le pays. Face à la menace de coup d'Etat, il est nécessaire de faire connaître au monde entier la situation du peuple colombien. Les forces révolutionnaires, progressistes, démocratiques doivent se préparer à une solidarité de masse.

— Pour terminer, quel bilan tires-tu de vos rapports avec le PSR ?

— Nous travaillons avec le PSR dans la coalition UID. Nous avons très bien travaillé ensemble et nous sommes satisfaits des résultats obtenus jusqu'à présent. Nous avons quelque chose de très important en commun : nous souhaitons construire une alternative révolutionnaire. Nous avons aussi une vocation commune pour la lutte démocratique, pour la défense des droits de l'homme.

Sur le plan international, la solidarité avec les peuples du Salvador et de la Pologne nous unit en ce moment. Cela nous a beaucoup rapprochés, parce que nous croyons qu'en Amérique latine comme partout dans le monde, il faut aussi bien combattre les agressions de l'impérialisme des Etats-Unis que défendre, face à l'URSS, l'autodétermination des peuples. En ce qui concerne la Pologne, nous avons mené des activités et fait des déclarations communes qui ont eu un poids réel dans la vie du pays. Par exemple, nous avons ainsi pu contraindre des organisations appartenant à l'orbite du PCC — c'est-à-dire ayant un caractère pro-soviétique —, à manifester leur solidarité avec le peuple polonais. ■

Propos recueillis par Angel MUNOZ, Bogota, le 22 février 1982.

Socorro Ramirez

dirigeante du Parti socialiste révolutionnaire section de la IVe Internationale

Angel MUNOZ : — A la veille des élections, comment définirais-tu la situation du mouvement ouvrier et, plus généralement, celle du mouvement de masse ?

Socorro RAMIREZ : — A partir de l'échec du *paro civico nacional* (grève nationale) d'octobre 1981, nous nous trouvons dans une situation de reflux. Il est certain que l'échec de cette grève n'est pas de la responsabilité du mouvement populaire. Le fait est que la grève a échoué et que le reflux du mouvement s'est confirmé, mais on ne peut pas dire qu'il s'agisse d'une défaite. Les luttes ont continué. Ces derniers jours, les huit principales usines de la région de Medellin, fortement frappée par la crise, ont lancé un appel à la grève. Ces jours-ci également, dans la région de Santander, à l'ouest du pays, s'est produite l'unification des quatre centrales syndicales, contre la volonté des directions confédérales, grâce au poids important des courants classistes. Les conditions existent donc pour que le mouvement de masse se ressaisisse.

— Le problème de la guérilla a pris une importance considérable dans la situation colombienne actuelle. Le M-19 (Mouvement du 19 avril), en particulier, a menacé de boycotter les élections, si l'amnistie n'est pas décrétée. Quelle est la position du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) sur le problème de la guérilla ?

— En Colombie, la guérilla constitue, depuis plus de trente années, une réaction d'autodéfense des paysans face à la violence armée des propriétaires fonciers et de l'armée. La guerre civile de 1948 a même donné naissance à une guérilla libérale qui fut à l'origine des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie actuellement liées au Parti communiste colombien (PCC). Bien qu'il y ait eu certaines manifestations de *foquisme*, ce n'est pas dans la tradition de la guérilla colombienne.

L'apparition du M-19 a produit une nouvelle situation sur ce plan. Si les FARC mènent généralement une activité de type défensif, le M-19 a conféré un caractère offensif à la plupart de ses actions. Dans une première phase, il a conquis une large sympathie populaire. Mais, au cours de la dernière période, il a tenté de précipiter la crise du régime sans favoriser pour autant l'apparition d'une alternative ouvrière, commettant de plus de très graves erreurs pratiques. Boycotter les élections, par exemple, serait une erreur énorme.

A la base de la politique du M-19, il y a l'affirmation de l'ouverture imminente d'une situation pré-révolutionnaire en Colombie, d'où découle l'idée selon laquelle

la tâche centrale du moment consiste en l'organisation d'une « Armée rebelle ». Nous, nous sommes en total désaccord avec cette analyse, mais le PSR sera au premier rang de la bataille pour l'amnistie, en solidarité avec les prisonniers politiques, dont la majorité appartiennent au M-19, et luttera pour la dénonciation de la torture.

— Le thème de la répression et des atteintes aux droits démocratiques revêt une importance capitale aujourd'hui en Colombie. C'est l'axe de votre campagne électorale. Peux-tu nous expliquer davantage le contenu de cette orientation ?

— Bien avant de constituer la coalition Unité démocratique (UD), le PSR a livré, durant ces trois dernières années, une bataille systématique contre toute forme de répression et en faveur des libertés démocratiques. Nous luttons pour que cette bataille soit dirigée par le mouvement ouvrier, mais nous avons cherché à ce qu'y participent également toutes sortes d'organismes et de personnalités, y compris bourgeoises, prêtes, par exemple, à dénoncer la torture.

A l'approche des élections, nous avons pensé qu'il ne fallait pas conserver, sur le terrain électoral, ce type d'alliance large. Notre orientation a été de construire un front unitaire des organisations ouvrières, des partis clairement de gauche, qui assument cette bataille démocratique essentielle dans le cadre d'une absolue indépendance envers les partis, les programmes et les personnalités de la bourgeoisie.

Une première bataille importante, dans ce sens, s'est menée contre la position du PC colombien, qui a commencé par présenter une liste de sept candidats possibles à la présidence de la République, dans leur grande majorité des personnalités bourgeoises, dont aucune n'était susceptible d'être le candidat unique de la gauche. Nous avons proposé que tous les partis ouvriers soutiennent la candidature proposée par le mouvement FIRMES, celle de Gerardo Molina, un patriote, un démocrate et un penseur socialiste qui possède une longue habitude de la lutte démocratique dans ce pays. Nous avons travaillé à la préparation d'une Convention nationale à laquelle participeraient tous les partis de la gauche et les organisations ouvrières et populaires, qui adopterait une plate-forme unitaire de lutte, sans pourtant que les différents partis ne renoncent à leurs différences programmatiques. On arriva à un accord. Ce fut le PSR qui l'impulsa le plus résolument et qui rédigea la plate-forme unitaire commune. On s'est mis d'accord pour que les points de divergence entre les organisa-

tions signataires ne soient pas utilisés dans la campagne d'agitation unitaire, tout en laissant à chaque parti la liberté de mener sa propre campagne sur ces thèmes. C'est le cas, par exemple, de la campagne de solidarité avec les travailleurs polonais, à laquelle le PCC s'est résolument opposé, bien que Gerardo Molina lui-même soit président du Comité de solidarité avec la Pologne et ait signé de nombreuses déclarations de solidarité avec Solidarnosc.

La Convention s'est tenue en novembre 1981. C'est alors qu'ont commencé les tâches d'organisation des listes électorales pour les élections générales de mars, qui doivent refléter le soutien au candidat présidentiel et à la plate-forme commune, bien qu'il ait été convenu qu'il y aurait liberté de constitution des listes. Ainsi, dans plusieurs régions du pays, comme Antioquia, del Valle, Atlantico, nous avons réalisé des listes unitaires de toutes les composantes d'Unité démocratique. Mais dans d'autres régions du pays, comme Caqueta, Elmeta, etc., le PCC a passé des accords avec le candidat libéral Luis Carlos Galan, ce qui signifie une rupture avec l'un des points fondamentaux de l'accord.

Le conflit le plus grave s'est produit dans la région de Bogota-Cundinamarca. Dès avant la proclamation de la candidature de Gerardo Molina comme représentant unitaire de la gauche, le PSR avait passé, dans cette région, un accord électoral intitulé Unité de la gauche démocratique (UID) avec la section FIRMES de la région et le Parti du travail colombien (PTC). Cette liste est totalement conforme aux accords généraux d'Unité démocratique (UD), mais le PC a lancé une grande campagne pour la discréditer, dirigée principalement contre le PSR.

— Il me semble nécessaire de souligner certains aspects de cette campagne, que j'ai pu observer personnellement. Le dimanche 21 février, le PCC a organisé une farce en faisant apparaître comme forces organisatrices d'un meeting central un fantomatique Parti ouvrier (posadiste) et un « PSR » factice, avec la collaboration de trois ou quatre ex-militants du parti, qui sont ou simplement irresponsables, ou qui ont alors carrément perdu toute moralité et toute dignité révolutionnaires. Comment le PSR va-t-il réagir à ce genre de provocation ?

— Nous sommes préoccupés par cette campagne qui vise à détruire UID. Il faut savoir que nous avons eu des discussions avec le PCC pour tenter de parvenir à une liste commune : sa seule proposition fut de nous demander d'appuyer ses propres listes. Devant cet ultimatum, nous avons revendiqué notre droit à participer effec-

tivement à la campagne électorale dans cette région du pays et à y construire notre parti. S'il n'y a pas de liste unitaire à Cundinamarca, la responsabilité en incombe au PCC. Il s'est servi de ces ex-militants, qui ont délibérément abandonné le militantisme, pour certains depuis plus d'un an, pour monter la farce de dimanche dernier.

Nous allons exiger du candidat présidentiel, Gerardo Molina, qu'il fasse respecter le PSR et que soit dénoncée publiquement la présence dans cette campagne de ces individus qui, sous la houlette du PCC, attaquent notre parti.

— Changeons maintenant de sujet. Comment caractérisez-vous les candidats bourgeois ?

— Alfonso Lopez Michelsen, candidat officiel du Parti libéral, a obtenu sa désignation de manière frauduleuse, en organisant une Convention composée exclusivement de *lopidistes* (ses partisans). Il se présente comme « le candidat de la paix » et prétend être le seul candidat capable de garantir que le pays ne s'engage pas dans une voie de *salvadorisation*, comme nous disons ici. En plus, il a promis d'affilier le Parti libéral à l'Internationale socialiste. Il cherche ainsi à répondre à la crise du bipartisme colombien et à la tendance du mouvement ouvrier à rechercher des formes d'organisation unitaires et une intervention politique plus directe. Cette image de « candidat de la paix » est en complète contradiction avec sa propre politique, celle qu'il a menée lorsqu'il fut président de 1974 à 1978, quand il eut l'armée comme partenaire privilégié et qu'il lui remit le pouvoir dont elle dispose aujourd'hui. Comme représentant des secteurs clés de la bourgeoisie financière, c'est lui qui a introduit la politique néo-libérale, les méthodes de l'École de Chicago, bien qu'il fasse aujourd'hui une campagne démagogique, jusqu'au point de parler de lutte contre les monopoles... Alfonso Lopez Michelsen souffre d'un discrédit énorme dans le pays, d'autant que son précédent mandat a été marqué par une importante montée des luttes des masses, qui s'est exprimée plus particulièrement dans le *paro civico nacional* de 1977. Avec sa proposition d'affiliation à l'Internationale socialiste, il cherche, d'une part, à résoudre la crise du Parti libéral et, de l'autre, à améliorer la force d'attraction du pays sur les capitaux européens, tout en maintenant entier son projet économique et politique.

Belisario Betancourt, du Parti conservateur, qui apparaît à ce jour comme le vainqueur possible de ces élections, représente lui aussi des secteurs de la bourgeoisie financière et bénéficie d'appuis particuliers de la part des milieux qui contrôlent le trafic de la drogue. Il fut ministre du Travail, poste qui le vit mener une politique très réactionnaire et anti-ouvrière. Il se présente comme le candidat « national », au-dessus de son parti, et cherche à tirer avantage du discrédit dont est victime Alfonso Lopez Michelsen.

Enfin, Luis Carlos Galan, le « dissident » du Parti libéral — soutenu par la vieille oligarchie, notamment les Lleras Restrepo et la grande presse —, essaye de jouer la carte du « populisme », d'apparaître comme nationaliste, mais ses thèses sont toujours plus droitières.

— Nous savons que le PSR étudie la proposition de Gerardo Molina concernant la construction d'un Parti socialiste. Par ailleurs, il semble possible que UID continue au-delà des élections, ce qui influencerait à coup sûr notre tactique de construction du parti. Peux-tu nous exposer les orientations actuelles du PSR sur ce sujet ?

— Nous pensons que la proposition de Gerardo Molina est d'une grande importance dans la réalité colombienne actuelle, et le PSR l'a saluée avec chaleur. Nous sommes convaincus qu'il faut unifier les propositions et les efforts de tous ceux qui, comme nous, sont intéressés à la construction d'un parti pour la révolution. De nombreux secteurs ouvriers et populaires, qui ne sont même pas organisés politiquement, ont manifesté leur inté-

de ce « parti socialiste » pour lequel il faut commencer à créer un espace.

— Pour conclure, parlons de la récente expérience de solidarité internationale avec le PSR, qui s'est exprimée dans l'action pour la libération de votre dirigeant, Ricardo Sanchez, enlevé par un groupe terroriste de droite. La campagne fut fort heureusement brève, parce que le problème s'est résolu en très peu de temps. Mais pour l'avenir, qu'est-ce que le PSR attend de l'Internationale ?

— Nous avons toujours compris que la construction du PSR en Colombie passe par un lien, le plus étroit possible, avec l'Internationale, et en particulier avec ses organismes centraux. La campagne pour la libération de Ricardo Sanchez a été très importante. Aujourd'hui encore, nous recevons des messages du monde entier manifestant une solidarité. Mais la situation colombienne s'aggrave, la répression s'accroît, en particulier contre le PSR. Nous allons continuer à avoir besoin d'une solidarité active.

L'Internationale nous a aussi aidés à résoudre des problèmes internes, en parti-



Socorro Ramirez, dirigeante du PSR, intervenant dans un quartier de Bogota. (DR)

rêt pour cette proposition. En raison des conditions nationales, ce parti ne serait pas initialement un grand parti de masse, mais certainement un parti qui rassemblerait quantité de révolutionnaires, de syndicalistes, de femmes..., et qui en finirait avec la dispersion existante.

Nous ne croyons pas que l'on puisse trouver des raccourcis dans la construction du parti révolutionnaire, mais nous devons appuyer les efforts concrets du mouvement ouvrier pour s'émanciper politiquement de la bourgeoisie et du réformisme. Nous accordons une grande importance aux fréquentes manifestations de ces efforts au sein du mouvement ouvrier colombien, un mouvement qui lutte, mais qui s'abstient aux élections, qui n'agit pas politiquement. Le parti ouvrier le plus important, le PCC, représente une infime minorité des travailleurs.

Nous accordons aussi une grande importance à UID, et nous pensons qu'il est possible de prolonger cet accord au-delà des élections, non seulement sur le terrain syndical et dans les luttes de quartier, mais également dans la lutte pour l'unité des révolutionnaires, pour la construction

culier durant des débats au cours desquels son expérience nous a été très utile. Enfin, la pratique internationaliste, les campagnes que nous menons, par exemple en solidarité avec la révolution salvadorienne et avec les travailleurs polonais, ont une grande importance, aussi bien pour la construction du parti dans notre pays que pour ce que nous faisons pour la révolution sandiniste et ce que nous apprenons d'elle. La campagne sur la Pologne nous aide aussi à répondre aux travailleurs qui nous demandent pourquoi nous ne nous unissons pas au PCC, quelles sont nos divergences avec lui quant au socialisme pour lequel nous combattons, et quelle est notre attitude envers les luttes ouvrières, etc.

Nous pensons que nous contribuons ainsi à ce que l'Internationale soit une Internationale de masse, qui rassemble tous les révolutionnaires et constitue une alternative à la crise de direction du mouvement ouvrier mondial.

Propos recueillis par Angel MUNOZ, Bogota, 25 février 1982.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

MEXIQUE

Le FSLN appuie le candidat du PRI

Dans le numéro daté du 15 février dernier de *Bandera socialista*, organe du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section de la IVE Internationale au Mexique, un petit article évoque la caution politique apportée par la direction sandiniste à la campagne électorale du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) gouvernemental.

Sous le titre « *Sur la présence du FSLN dans la campagne de Miguel de la Madrid* », *Bandera socialista* rapporte ceci : « *Récemment le commandant Jaime Wheelock, membre de la Direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et du gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, était au Mexique, invité pour la campagne électorale du candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), Miguel de la Madrid.* »

« *Nous considérons, poursuit Bandera socialista, que le camarade Wheelock et la direction du FSLN ont commis une grave erreur politique en acceptant une telle invitation. A ce sujet, il faut clairement préciser que le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) comprend les relations entre le gouvernement nicaraguayen et le gouvernement mexicain, et considère qu'elles ont été fondamentalement correctes, surtout au moment où l'impérialisme promeut l'isolement et le blocus de la révolution sandiniste sur le continent. Cependant, dire cela n'implique pas que l'on doive justifier l'accolade — parce que telle fut la participation du commandant Wheelock — donnée à la campagne du PRI et à son candidat.* »

En effet, rappelle très justement *Bandera socialista*, « *alors que d'importants secteurs des masses populaires mexicaines sont en lutte contre le PRI, que les paysans se battent au jour le jour pour la possession de la terre contre les propriétaires et les caciques membres du PRI, que les ouvriers se mobilisent de manière croissante pour destituer des syndicats les charros (bureaucrates) membres du PRI, que les habitants des quartiers pauvres s'affrontent aux délégués politiques et aux accapareurs des terres urbaines membres du PRI, l'appui virtuel octroyé par la direction sandiniste au candidat de*

droite favorable au patronat du PRI est une insulte à la lutte des ouvriers et des paysans du Mexique ».

« *A cette occasion, affirme Bandera socialista, Wheelock a confondu la politique du gouvernement avec la politique du parti, et n'a accordé aucune valeur à la nécessité de l'indépendance de classe.* » ■



PEROU

Second congrès du PRT

Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section péruvienne de la IVE Internationale, a tenu son second Congrès à Lima, du 26 au 28 février 1982.

Le PRT vient de traverser une période difficile marquée par de dures luttes internes. Malgré cela, les acquis politiques essentiels ont été conservés, notamment l'influence de masse du parti autour de la personnalité de Hugo Blanco, ainsi que le dévouement des militants dans les usines,

à la campagne, dans les *pueblos jóvenes* (bidonvilles). Par exemple, au cours de l'année passée, les listes électorales conduites par le PRT, ou avec sa participation, ont obtenu d'importants succès dans des entreprises comme Moraveco, Centromin ou dans la Fédération des ouvriers municipaux (FENAOM), toutes comptant parmi les plus combattives du mouvement ouvrier péruvien. Ainsi, au Congrès de la plus importante fédération de la métallurgie, la FETIM, le PRT comptait 25 délégués sur 150, très loin devant l'Union démocratique populaire (UDP) qui n'en comptait que 5, et seulement devancé par les maoïstes du Parti communiste révolutionnaire (PCR) qui en possédait 30.

Le principal résultat de ce second Congrès du PRT concerne le changement d'état d'esprit au sein du parti. Alors qu'il y a un an à peine l'esprit fractionnel dominait encore, aujourd'hui, la volonté de créer les conditions pour une discussion fraternelle et démocratique impliquant une action unie et disciplinée, a clairement pris le dessus.

Le moment central du Congrès fut l'adoption du nouveau Programme du parti, ainsi que l'élection de la direction. De plus, des commissions élues par le Congrès ont discuté et élaboré des rapports sur l'orientation politique du parti et son organisation. Le nouveau Comité central (CC) a été chargé d'en approfondir l'étude puis de les adopter. Ce Programme implique d'importants progrès, notamment dans la question paysanne. D'autres problèmes majeurs ont été traités dans des résolutions de caractère général, qui nécessitent encore une discussion plus approfondie. Cela concerne notamment la politique d'alliances du parti, en rapport avec les tâches démocratiques et anti-impérialistes, thèmes qui sont aujourd'hui au centre du débat politique dans la gauche latino-américaine.

La direction du PRT a été profondément renouvelée. 70 % des membres du CC sont nouveaux, 25 % sont des ouvriers et 15 % des femmes (dans l'ancien CC, il n'y avait aucune femme), 70 % des membres du Comité exécutif ont également été changés.

Il serait absurde de penser que tous les problèmes du PRT ont déjà trouvé une solution ou vont être résolus de manière spontanée. Mais l'occasion se présente aujourd'hui de réorganiser profondément le parti. La nouvelle direction porte la responsabilité principale de mener cette tâche à bien. Elle peut et doit réussir dans cette entreprise. ■

ANTILLES

Problèmes de la littérature francophone

Notre camarade Vincent Placol, militant du Groupe révolution socialiste (GRS), section antillaise de la IVe Internationale, a séjourné à Cuba en janvier. Il était invité comme membre du jury du Prix littéraire Casa de las Americas. Vincent Placol est l'auteur de plusieurs romans publiés aux éditions Denoël (Lettres Nouvelles).

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de son intervention à la séance de compte-rendu des travaux du jury, intervention qui a été publiée par *Révolution Socialiste*, organe du GRS, du 6 mars 1982, et dans laquelle Vincent Placol pose quelques-uns des problèmes de la littérature francophone de la Caraïbe.

« (...) Nous sommes toujours en train de subir les effets de la balkanisation de notre monde par l'ancienne puissance coloniale, effets qui se trouvent aujourd'hui aggravés par la politique bien connue des USA, qui consiste à diviser les peuples pour mieux établir son empire. Mais il y a aussi d'autres raisons, plus particulières aux Antilles de langue française.

« Beaucoup de nos jeunes écrivains abandonnent l'emploi de la langue française pour l'usage du créole, qu'ils considèrent plus conforme à notre culture. C'est un problème qui ne manquera pas de se poser à la Casa de las Americas, dans un avenir que je vois proche, celui de l'accession d'œuvres en créole à ce concours.

« D'autre part, la conception américaine (au sens régional du terme) de nos civilisations, même si elle fait son chemin dans la tête de quelques-uns de nos intellectuels, reste aujourd'hui encore très embryonnaire. A ce propos, ce n'est pas sans amertume qu'il faut noter que des écrivains comme Aimé Césaire, de grande autorité dans nos pays, ne tournent pas la jeunesse intellectuelle vers nos Amériques, trop attachés qu'ils sont aux vertus occidentales de la pensée.

« (...) Je pense qu'il serait très positif de susciter, d'aider à la création d'associations d'amitié avec Cuba — telle qu'il en existe déjà une en Martinique —, non seulement dans les Antilles mêmes, mais aussi en France et au Canada, où existe une diaspora importante d'Antillais de langue française.

« Deuxièmement, et c'est là à mon avis le point le plus important, je suis persuadé que l'Europe, et notamment la France, n'est pas encore convaincue de notre importance (je parle de l'Amérique latine et de la Caraïbe) dans la constitution de la pensée moderne. (...) Il me faudrait bien une heure pour citer des œuvres capitales de l'Amérique latine qui n'ont jamais été traduites en français. Pensez que s'il n'y avait pas eu le courage et l'in-

telligence d'un éditeur comme François Maspero, un ouvrage comme *Les sept essais de Carlos Mariategui n'aurait pas été porté à la connaissance de la génération à laquelle j'appartiens. Je ne parle même pas des textes fondamentaux de José Martí, du Journal de guerre de Ernesto « Che » Guevara, d'Esclave à Cuba de Barnett, de Caliban Canibale... Imaginez que les œuvres de Roque Dalton, de Alfonso Reyes, de Onetti sont pratiquement inconnues en France et, partant, aux Antilles; que Les veines ouvertes de l'Amérique latine de Eduardo Galeano viennent d'être traduites en français dans une édition qui coûte à peu près, en Martinique, l'équivalent de 25 dollars américains.*

Le camarade Retamar parlait hier de livres qui ont pu avoir une influence politique sur toute une génération. Pour vous convaincre de l'importance des traductions, savez-vous quel est le livre qui a le plus marqué en profondeur ma génération, celle de 1946? Bien avant West-Indies LMDT de Nicolas Guillen, bien avant Le royaume de ce monde de Alejo Carpentier, ce fut la traduction française de Bertillon 166 de José Soler Puig, qui obtint le prix Casa de las Americas en 1960. »

NICARAGUA

Le plan anti-sandiniste de la CIA

Le *Washington Post* du 14 février dernier a dévoilé l'existence d'un plan élaboré par la CIA, et approuvé par le président Ronald Reagan, pour organiser une opposition anti-sandiniste au Nicaragua, à partir de bases contre-révolutionnaires installées au Honduras.

Depuis ces dernières semaines, et alors que le président américain s'est efforcé de donner une image « humanitaire » à sa politique en Amérique centrale et dans la Caraïbe en présentant son plan d'aide et de développement (cf. *Inprecor* numéro 120, du 8 mars 1982), la presse multiplie les détails, toujours non démentis, sur ce projet.

Citant des « personnalités officielles bien informées de l'administration », l'*International Herald Tribune* du 11 mars dernier, rapporte que le président Ronald Reagan « a autorisé un plan secret élaboré par la CIA pour commencer à construire et à mettre en place une force paramilitaire de 500 Latino-Américains qui opéreront à partir de camps militaires dispersés le long de la frontière entre le Nicaragua et le Honduras ».

Le but de ces commandos serait de « détruire des objectifs vitaux au Nicaragua, tels que des centrales électriques et des ponts, pour désorganiser l'économie et détourner l'attention et les ressources du gouvernement », précise l'*International Herald Tribune*. Disposant d'un crédit de 19 millions de dollars, la CIA pourrait aussi accroître le nombre de ces comman-

dos d'un millier d'hommes supplémentaires, dont certains sont déjà entraînés par des militaires argentins.

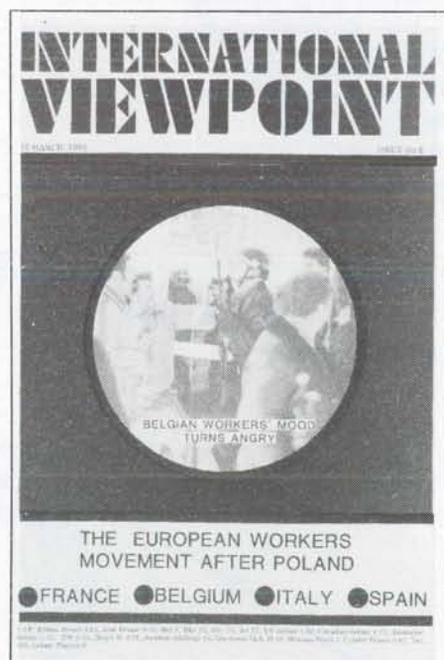
Ce plan avait été présenté au président Ronald Reagan par le directeur de la CIA, William J. Casey, dès le 16 novembre 1981, à l'occasion d'une réunion du Conseil national de sécurité. Selon les mêmes sources d'information, ces dispositions auraient été approuvées par le secrétaire d'Etat, Alexander Haig, et par le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, puis avalisées par Ronald Reagan lui-même.

L'objectif de ces commandos est de saboter l'économie nicaraguayenne pour tenter d'étrangler la révolution sandiniste, en se gardant de provoquer en retour une mobilisation de masse. « Si vous faites sauter une centrale hydro-électrique, a expliqué un responsable américain, vous causez une grande perturbation sans tuer personne. » D'après une note émanant du Conseil national de sécurité, le plan de la CIA doit permettre de :

— « Susciter en Amérique centrale et au Nicaragua un soutien populaire pour un front d'opposition qui devrait être nationaliste, anti-cubain et anti-somoziste. »

— « Soutenir le front d'opposition par la formation et l'entraînement d'équipes d'action, pour recueillir des informations et engager des opérations politiques et paramilitaires au Nicaragua et ailleurs. »

— « Travailler principalement avec des non-Américains » pour ces actions mais, dans certains cas, pouvoir « entreprendre des actions paramilitaires unilatérales avec la possibilité d'utiliser du personnel des Etats-Unis contre des objectifs cubains spécifiques. »



Le numéro 2
vient de paraître

**L'impérialisme couvre les fraudes
électorales au Guatemala et au Salvador
- multiplie les menaces
contre le Nicaragua et Cuba
- se prépare à intervenir
directement en Amérique centrale**

